

INTERNATIONAL
ASSOCIATIONS



ASSOCIATIONS
INTERNATIONALES

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

1975 - n°1

27th year

27e année

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES
UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS
COMITÉ DE DIRECTION
EXECUTIVE COUNCIL

Président : F.A. CASADIO. Directeur, Società Italiana

Vice-Présidents : Mohamed Aly RIFAAAT (R.A.U.)
Former Secretary-General of the Afro-Asian Organization for Economic Cooperation.
S.K. SAXENA (India)
Director of the International Cooperative Alliance.

Trésorier Général : Treasurer General :
Paul E. HIERNAUX (Belgique)

Président de la Conférence Permanente des

Communauté Economique Européenne.

Membres : Members :

F.W.G. BAKER (U.K.): Executive Secretary, International Council of Scientific Unions
Th. CAVALCANTI (Brésil)

Président de l'Institut de Droit Public de la Fondation Celso Vargas,
Johan GRØNG (Norvège)
Directeur, International Peace Research Institute, Oslo.

Nikola A. KOVALSKY (URSS)
Directeur Général de l'institut du Mouvement Ouvrier international de l'Académie des sciences de l'URSS.

Marcel MERLE (France)
Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris I.

Aly RANGOONWALA (Pakistan)
Chairman of the Pakistan National Committee of the International Chamber of Commerce.

Andrew E. RICE (U.S.A.)
Executive Secretary of the Society for International Development.

Louis VERNIERS (Belgique)
Secrétaire Général Honoraire du Ministère belge de l'Education et de la Culture.

Secrétaire Général : Secrétaire-Général :
Robert FENAUX (Belgique)
Ambassadeur honoraire.

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES - INTERNATIONAL ASSOCIATIONS -

Comité de Rédaction/Editorial Committee:
Robert FENAUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK

Editor/Rédacteur:

janvier
January



Editorial

7

Belgique : Terre des associations et des congrès

Agir ensemble, par Jean Rey	8
La ligue européenne de coopération économique, par le Comte Boël	9
L'action en faveur de l'environnement, par Jean-Paul Harroy	11
La société d'études et d'expansion, par Eugène-Jean Prost-Gargoz	13
La fédération internationale des jeunesse musicales, par Hadelin Donnet	14
WAY at work, by Carlos Antonio Carrasco	17
The comité international maritime, by Albert Lilar	18
L'association internationale de science politique, par André Philippart	20
Belgique — vieille terre de congrès, par J. Désirée	21
La vocation internationale de Liège, par André Schreurs	23
Popular participation	27
World congress of peace forces continuing liaison committee	32
Forum mondial d'innovation sociale/World forum for social innovation	38
Meeting psychosocial dynamics	45
6e congrès international sur l'organisation des congrès...	
Bulletin no. 4/Newsletter no. 4	47
2nd Supplement to the Yearbook of International Organizations 15th edition	
2e Supplément à l'Annuaire des Organisations Internationales 15e édition	48
Congressalia	51
IAPCO News	53
Calendar .	57

Photo de couverture: «L'horloge la plus merveilleuse au monde» - l'horloge astronomique de Lierre prov. d'Anvers, Belgique. (Photo: INBEL).
Cover photo - «The World's Wonder Clock» - astronomical clock, Lierre, Prov. of Antwerp, Belgium. (Photo: INBEL)

PUBLISHED MONTHLY by
Union of International Associations (founded 1910)
Editor, Administration: 1, rue aux Laines, 1000 Brussels (Belgium)
Tel. (02) 511.63.96.
Advertising: Roger Ranson, Advertising Manager, 9, av. de Latre de Tassigny, 92210 St. Cloud France. Tel. 502.5383.

international Associations, rue aux Laines 1, Bruxelles 1000 Belgium
Tél. (02) 511.83.96 - 512.64.42.

MENSUEL publié par
Union des Associations Internationales - UAI (fondée en 1910)
Rédaction, Administration: 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles (Belgique)
Tél. (02) 511.83.96.
Publicité: Roger Ranson, Délégué-Directeur de Publicité, 9, av. de Latre de Tassigny, 92210 St. Cloud, France. Tél. 602.5383.

Associations internationales, rue aux Laines 1, Bruxelles 1000 Belgique
Tél. (02) 511.83.96 — 512.54.42.

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

The purpose of **International Associations** is to present significant contributions to understanding about the structure and functioning of the complex network of international organizations. The main concern is to focus attention on the roles and problems of the wide variety of transnational associations (NGOs : international nongovernmental, nonprofit organizations) in the international community. In this sense International Associations is the periodical of transnational associations and those interested in them. It therefore includes news, views, studies, statistics, activity and meeting information, as well as articles. The articles range from descriptions of individual organizations to academic investigation of groups of organizations and their problems. The focus of the selected articles is less on the substantive world problems on which they may act (which are extensively examined in other periodicals) and more on the present methods of international action and future alternatives which can usefully be envisaged and discussed. Related themes regularly treated are : relationship of NGOs to intergovernmental organizations, techniques of meeting organization, international information systems, multinational enterprises.

The readership therefore includes : international association executives, intergovernmental organization executives, scholars of the sociology of international action, organizers of international meetings, commercial organizations offering services to international bodies, and others interested in the activities of the whole range of international organizations. International Associations is the organ of the nonprofit Union of International Associations, although the views expressed are not necessarily those of the UIA. The periodical is self-financed through subscriptions and sale of advertising.

La raison principale d'*"Associations Internationales"* est d'apporter sa contribution à la vie et au développement du réseau complexe des associations, dans ses structures comme dans son fonctionnement.

Le premier souci d'"Associations Internationales" est de fixer l'attention sur les tâches et les problèmes d'un large éventail d'associations transnationales sans but lucratif — les organisations dites non-gouvernementales dans la terminologie des Nations Unies. En ce sens « *"Associations Internationales"* » est la Tribune des associations internationales et de tous ceux qui s'y intéressent.

Cette revue mensuelle contient des nouvelles, des études, des statistiques, des informations spécifiques sur les activités des associations, leurs congrès, leurs réunions. Aussi des articles, des chroniques ayant trait aux problèmes et aux intérêts communs aux associations.

Le sujet des articles choisis s'attache surtout à la méthode de l'organisation internationale considérée, notamment dans ses rapports avec le secteur privé des associations et dans la perspective des adaptations nécessaires aux temps nouveaux, plutôt qu'au fond des problèmes, qui sont le propre de chaque groupement et traités ailleurs dans des revues générales ou spécialisées.

Nos thèmes habituels sont les relations des ONG avec les organisations intergouvernementales, les techniques de l'organisation internationale, les systèmes d'information internationale, autre les entreprises multinationales. « *"Associations Internationales"* » est l'organe de l'UAI, association sans but lucratif, bien que les opinions qu'il exprime ne soient pas nécessairement celles de cet Institut. La revue est financée exclusivement par ses abonnements et sa publicité.

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS : 27th year, 1974

Illustrated monthly magazine, **10 issues per year**, containing **articles** and studies on international organization, statistics, monthly columns, change of address for organizations, and the monthly supplements to the Annual International Congress Calendar.

The subscription rate is : BF 600,— FF 80,— FS 50,— £ 7.00 US \$ 19.00 per year (10 issues).

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES : 27e année, 1974

Revue illustrée, 10 numéros par an contenant des articles et études sur l'organisation internationale, des chroniques, des statistiques, les changements d'adresse des organisations internationales et le supplément au Calendrier annuel des réunions internationales.

Le prix de l'abonnement est de : FB 600,—, FF 80,—, FS 50,—, £ 7.00, S 19.00 par an (10 numéros).

Method of payment :

Bruxelles : Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque. London : Crossed cheque to Union of International Associations, Acc. n° 04552334. National Westminster Bank (Overseas Branch), 53, Threadneedle Street, London EC 2.

Mode de paiement à utiliser :

Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.
Paris : Par virement compte n° 585675/12 à la Banque de l'Union Parisienne, Boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09).

THE MAIN PUBLICATIONS OF THE UAI

• YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

15th edition 1974

• ANNUAL INTERNATIONAL CONGRES CALENDAR :

(Calendrier des Réunions Internationales) 15th édition 1975

La liste complète des publications de l'UAI peut-être obtenue en s'adressant au secrétariat : 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles, Belgique. Tél. 511.83.96-512.54.42.

LES PRINCIPALES PUBLICATIONS DE L'UAI

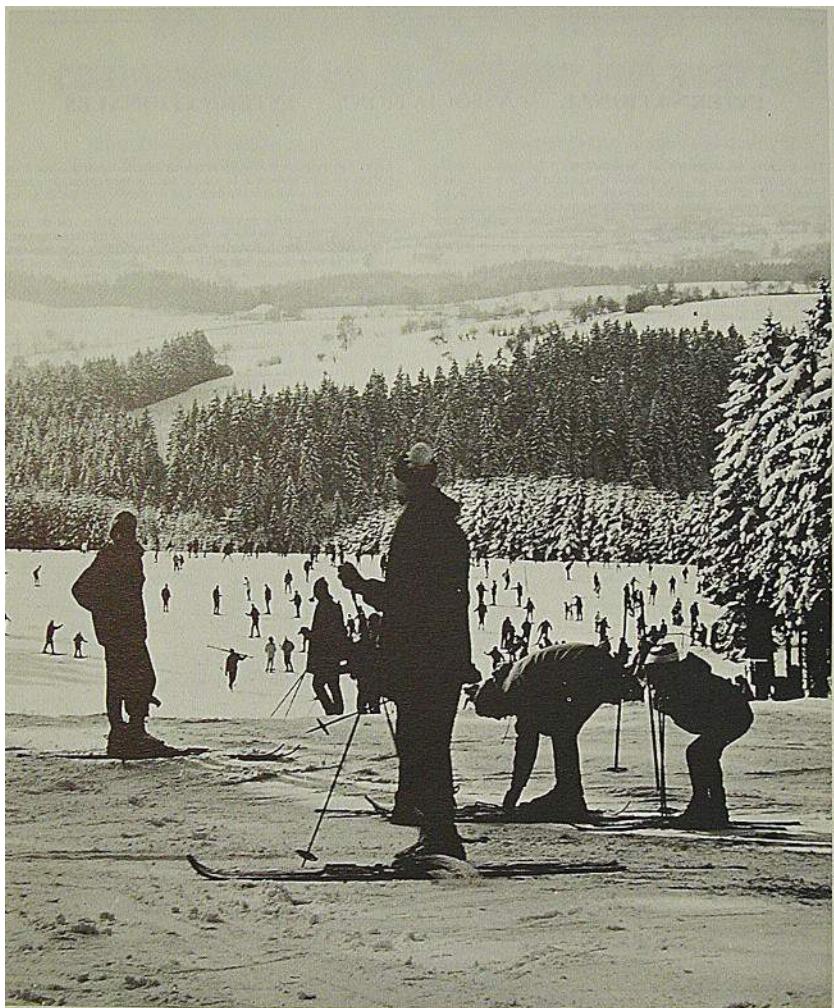
• ANNUAIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

15e édition 1974

• ANNUAL INTERNATIONAL CONGRES CALENDAR :

(Calendrier des Réunions Internationales) 15th édition 1975

The complete list of UAI publications can be obtained from the secretariat : 1 rue aux Laines, 1000 Brussels, Belgium, Tel. 511.83.96-512.54.42.



6 ASSOCIATIONS INTERNATIONALES, 1975

Editorial



VŒUX DE SOLIDARITE

L'année 1974 s'écoule dans la grisaille du souci et de l'inquiétude. L'humanité est en crise de civilisation, partout, profondément. Plus aucune autorité morale n'est épargnée. Le droit est ignoré, la forme méprisée. Comment l'organisation internationale échapperait à ce bouleversement général, dans son action intergouvernementale comme dans ses rapports avec les associations transnationales ?

Les pessimistes et les sceptiques, qui raisonnent volontiers par analogie, annoncent les pires calamités, oubliant que l'histoire, selon le mot de Valéry, est la science des choses qui ne se répètent pas.

Les optimistes, sans verser candidelement dans la bêtitude du célèbre Docteur Pangloss, espèrent que si tout n'est certes pas pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, du moins tout pourrait aller mieux, sous la pression des faits et dans la prise de conscience des solidarités. Est-il déraisonnable de penser, au-delà du présent désordre, que le réseau des intérêts solidaires inspirera et imposera finalement un modus vivendi ?

L'organisation internationale ne s'est pas distinguée ces derniers temps par la valeur, l'expérience ni le sens des responsabilités.

L'assemblée des Nations Unies et bien plus encore la conférence générale de l'Unesco se sont terminées dans la confusion de centaines de résolutions qui en altèrent forcément l'autorité. On n'a pas ici à discuter le fond des choses. Il suffit de constater que l'écriture de la plupart de ces résolutions est devenue incohérente. Du moins l'ONU est-elle un forum politique. L'Unesco, vouée à la science, à la culture et à l'éducation, devait et devrait être autre chose : une grande école d'intercivilisation. Son nouveau directeur Mr. M'Bow, Africain de haute culture, a eu le courage, dans son discours de clôture de la 18ème session, de déplorer la dangereuse « polarisation » de l'institution : « Je ne puis vous cacher, malgré toutes les inquiétudes que suscitent en moi pour l'avenir de l'organisation, les graves dissensions qui sont apparues ces jours derniers... Dans une organisation dont les objectifs se situent dans des domaines tels que l'éducation, les sciences et la culture, nous devons éviter au sein

de la conférence générale... certaines oppositions qui prennent l'allure de confrontations systématiques et peut-être même l'adoption de résolutions, serait-ce à de fortes majorités, qui laisseraient une profonde amertume chez quelques-uns ». Et Mr. M'Bow de faire « un appel pressant à la tolérance et à la compréhension ».

L'amertume n'est pas seulement du côté des Etats-membres, mais aussi dans les rangs des ONG à statut consultatif, qu'une majorité de délégations d'Etats, mal instruites de la condition sociale des associations indépendantes, a continué de traiter en serviteurs de ses exigences politiques. Nous courrons nous apporte chaque jour le témoignage du mécontentement qui commence à gronder. Aux Etats africains de la Francophonie dont les délégués ont appris les fables de La Fontaine sans comprendre l'ancrage à l'eau qu'à la fin elle se brise. A-t-on seulement pensé à l'éventualité d'une grève des consultants qui privatiser pour un temps l'Unesco d'une collaboration non-gouvernementale indispensable à tous ses programmes ? Sait-on qu'une ONG de première catégorie (Ecosoc), à responsabilité mondiale a retiré d'elle-même sa candidature à l'Unesco pour ne pas s'exposer à des sanctions vexantes ?

M. René Maheu, conscient de l'apport

des ONG à l'action internationale, parla un jour à leur propos de « l'Unesco des peuples ». Si son successeur M. M'Bow, qui est du reste depuis quelques années déjà et en connaît les détours, partage la même conviction d'expérience, on souhaiterait qu'il s'emploie à convaincre les délégations d'Etats à plus de considération pour l'univers privé des associations indépendantes qui sont les cadres de la société internationale.

Dans le même ordre d'idées, du nouveau nous vient de l'Europe de l'Est. On sait que le Congrès des forces de la Paix, qui eut lieu à Moscou en 1973, fit une bonne place à la collaboration des ONG, au point de créer

à cette fin une commission ad hoc, dont nous avons publié le rapport en janvier dernier. Or voici que l'organe permanent institué par le congrès de Moscou a pris l'initiative de tenir à Copenhague une réunion préparatoire à un forum mondial d'ONG. Notre Institut était représenté à cette réunion et nous commençons la publication, dans notre Revue, des premiers documents qui en seront issus. Des suggestions tendant à étendre la consultation au-delà du Conseil économique et social laisseraient croire à l'intention de l'URSS de reconstruire audacieusement la consultation née de l'article 71 de la Charte. Dans ce cas il nous semble que notre propre position de créer un comité d'études pour revivifier toute la méthode des relations entre le secteur public et le secteur privé de la vie internationale serait de bonne procédure. Mais peut-être la pensée politique de Moscou est-elle d'autre part de mobiliser l'opinion et ses cadres ONG au service de son grand dessein pan-européen. En somme une quatrième corbeille à la conférence de la sécurité et de la coopération européennes.

En Europe de l'ouest, le mouvement des associations est en pleine expansion, comme il apparaît à l'occasion du 25ème anniversaire de la Fédération des Associations Internationales établies en Belgique. On sait que Bruxelles est le deuxième centre mondial de l'organisation internationale avec plus de 500 associations qui y sont leur siège. Cette concentration exceptionnelle, en progrès continu, est le résultat d'une politique particulièrement libérale de l'Etat-hôte. C'est pourquoi nous avons cru d'intérêt général de consacrer une bonne partie du présent numéro de notre Revue à la Belgique, terre d'associations et de congrès.

Robert FENAUX

l'élargissement, le renforcement et l'approfondissement de la Communauté Economique Européenne (C.E.E.), son action la plus connue se situant sur le plan monétaire. L'aboutissement, pour la L.E.C.E., doit être une monnaie européenne commune.

En même temps, la L.E.C.E., avec ses membres dans les pays de l'A.E.L.E. (Association Européenne de libre échange) multipliaient ses efforts pour que la C.E.E. établisse des liens concrets de solidarité avec les pays de l'A.E.L.E. non candidats à l'adhésion, notamment l'Autriche, la Suède et la Suisse.

Mais pour la L.E.C.E., l'Europe ne se limite pas à l'Europe occidentale. Des 1966, et elle a en cela été un promoteur, elle entamait un dialogue fructueux avec les pays socialistes d'Europe, montrant ainsi sa volonté de renforcer les liens est/ouest. Trois Tables Rondes pleines de promesses ont ainsi été organisées, à Bruxelles et à Prague, sur la coopération industrielle, scientifique et technique; le rapporteur général en a été Charles Roger (Belgique).

La L.E.C.E. aujourd'hui

Lors de son XXVe anniversaire, la L.E.C.E. avait cru pouvoir déclarer close la première phase de l'action entreprise 25 ans plus tôt. En effet, une communauté bien vivante existait; elle venait de s'élargir à neuf pays, et de signer des traités d'association avec plusieurs autres. La voie vers l'union économique et monétaire, voire vers l'union politique semblait tracée de façon irréversible.

La L.E.C.E. proclamait dès lors sa volonté d'œuvrer désormais à la création d'une Europe sociale, d'une Europe plus humaine et plus solidaire, assurant à chacun une meilleure qualité de vie.

Elle voulait aussi une Europe capable d'assurer ses responsabilités dans le monde, dotée sur la scène internationale d'une personnalité qui lui fait encore défaut. L'Europe en effet n'a pas de poids politique qui correspond à son poids économique : avec ses voisins de l'Association Européenne de Libre Echange — A.E.L.E. — la C.E.E. compte 300 millions d'habitants qui s'adjugent la moitié du commerce mondial.

Mais hélas, les choses ne vont pas aussi facilement que les Européens de ta première heure l'avaient rêvé. Tout d'abord, parce que l'on ne modifie pas sans résistance des structures traditionnelles, parce que les Etats ne consentent pas facilement des abandons de souveraineté.

Mais aussi, parce que des facteurs adverses venus du dehors ont joué. Il y a tout d'abord l'inflation qui sévit à l'échelle mondiale, et qui demande que l'on agisse à la fois sur le plan communautaire et sur le plan international.

Il y a la crise pétrolière qui au début a bien failli mettre en péril la cohésion interne de la Communauté et qui, pour une période encore longue sans doute, va peser sur sa prospérité. Dès lors, des combats que l'on croyait terminés doivent être repris; c'est pourquoi la L.E.C.E. renforce actuellement au sein de sa Commission et de son Panel monétaires ses études et son action à la fois pour la réforme du système monétaire international, et pour l'organisation d'un ordre monétaire européen.

Mais ces accidents de parcours et ces retards ne l'empêchent pas d'aborder ses nouvelles priorités : l'Europe sociale et les responsabilités de l'Europe dans le monde.

Au sein d'un groupe de travail présidé par M. l'Ambassadeur Forthomme (Belgique), elle repense les relations de l'Europe avec les pays producteurs de matières premières — qui ne sont pas seulement les pays producteurs de pétrole — et aussi ses relations avec les pays les plus défavorisés du Tiers Monde. Elle ne peut qu'appuyer, dans ce domaine, les nouvelles orientations et les nouvelles politiques de la C.E.E.

En conclusion

L'Europe traverse à nouveau une période difficile de son histoire mais elle est aujourd'hui armée pour faire face. Après être née dans des textes et dans des politiques, elle s'inscrit lentement et peut-être inconsciemment au cœur des hommes, pour pétrir de véritables Européens. C'est cette réalité des hommes qui sera la plus forte, qui obligera un jour prochain les dirigeants de nos pays à poser à nouveau des actes de foi et à avancer. La L.E.C.E. est persuadée qu'alors sa tâche sera accomplie et qu'il ne faudra plus 25 ans pour que naissent les Etats-Unis d'Europe.

D

par Jean-Paul Harroy

Assez paradoxalement, la Belgique qui, sur son sol national a attendu 1942 pour créer une réserve naturelle — et encore, de deux hectares... — et 1974 pour charger expressément un membre de son gouvernement — et encore, un Secrétaire d'Etat — du soin de s'occuper à temps plein de la défense de l'environnement, a infinité plus tôt accapté son nom à des entreprises internationales vouées à ces mêmes objectifs de « conservation de la Nature et de ses ressources ». C'est à un congrès zoologique réuni à Graz en 1910 que fut recommandée pour la première fois la création d'une institution internationale de protection de la Nature. Trois ans plus tard, avec la participation active de la Belgique, était décidée, à Berne, la constitution d'une « Commission consultative pour la Protection internationale de la Nature » dont les attributions devaient être « la réunion, le classement et la publication des données relatives à la protection internationale de la Nature, et la propagande dans ce domaine ». La Belgique fut peu après l'un des premiers pays à marquer une adhésion officielle à cette organisation, dont le siège était à Bale et le Président le Suisse Paul Sarasin. La guerre de 1914 empêcha la première session de la Commission.

Après les hostilités, des contingences politiques intervinrent pour empêcher le Conseil Fédéral helvétique de redonner vie à l'institution et c'est l'animateur de la protection de la Nature aux Pays-Bas, le Dr. P.G. van Tienhoven, qui prit la relève, multipliant les démarches avec son ami belge Victor Van Straelen pour relancer l'entreprise sur d'autres bases. L'Union internationale des Sciences Biologiques soutint les efforts des deux amis, qui parvinrent, avec l'appui de trois comités nationaux de cette Union : France, Belgique, Pays-Bas, à créer enfin, en 1929, un « Bureau Central d'information et de Corrélation pour la Protection de la Nature ». Le démarrage était modeste : il ne s'agissait encore que d'un bureau de documentation. La présidence était

confiée à P.G. van Tienhoven. Grâce à V. Van Straelen, le siège en était fixé à Bruxelles, dans les locaux de la Fondation Universitaire. C'est alors la même année 1929, exactement le 9 juillet, que fut constitué par décret du Roi Albert l'institution « Parc National Albert », qui, cinq ans plus tard, allait devenir l'^e Institut des Parcs Nationaux du Congo Belge ». Deux articles de ce décret méritent ici la citation, l'un par son caractère innovateur, l'autre par sa connexion avec notre présent propos. L'article premier se lisait : « Il est créé pour des fins exclusivement scientifiques une institution dénommée Parc National Albert ». Et dans l'article 11, on relevait - La Commission (qui administre l'institution) se compose... et de dix-huit membres au moins... Le troisième tiers de ces membres est désigné parmi les membres des institutions scientifiques étrangères... >.

Ainsi donc, dès 1929, la Belgique avait, dans la prise de toutes les décisions importantes concernant la gestion des vastes sanctuaires naturels qu'elle créait dans ses territoires d'Outre-Mer, décidé de confier une voix deliberative à six personnalités non belges, de renom international. La Commission de 1929 était présidée par le Prince Léopold de Belgique. Son Vice-Président était Victor Van Straelen. Parmi ses membres, un Anglais, un Français, deux Américains, un Suédois et un Hollandais. Bien entendu, ce dernier s'appelait P.G. van Tienhoven... En 1935, une assemblée constitutive, patiemment préparée par les deux mêmes fidèles amis déjà plusieurs fois cités, liquida le Bureau de 1929 et créa, sous forme d'A.S.B.L. de droit belge, avec siège à Bruxelles, l'Office International pour la Protection de la Nature O.I.P.N. dont le secrétariat fut animé jusqu'à la guerre par une dynamique organisatrice norvégienne, Dr. Tordis Graim. La présidence restait entre les mains de P.G. van Tienhoven. De nombreuses publications parurent avant 1940, constituant une précieuse documentation internationale sur la

législation relative à la Conservation de la Nature. Certains volumes concernaient un pays déterminé, d'autres, un secteur de l'action générale, comme la Protection des Oiseaux, à travers de nombreux pays différents. En 1940, l'O.I.P.N. fut transférée à Amsterdam, mais il revint à Bruxelles en 1949, où il poursuivit son action d'organisation de documentation jusqu'au moment où, dix ans plus tard, il fut absorbé par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses Ressources.

C'est intentionnellement que vient d'être souligné le fait que l'O.I.P.N. par la volonté de quelques gouvernements qui la patronnaient et subsidiaient son éphémère existence d'organisme international à caractère privé, a dû se limiter à un rôle de centre de documentation et d'information s'intéressant toute action d'intervention et toute possibilité de formuler de quelconques recommandations à des gouvernements.

Mais après 1945, avec les nouveaux courants nés de la Charte de San Francisco et de l'institution successive des Agences spécialisées des Nations Unies, la conviction s'est bientôt précisée que cette action de l'O.I.P.N. devrait insuffisante, que des pressions internationales allaient devoir d'une manière ou d'une autre s'exercer sur certains gouvernements, encore peu soucieux de la dégradation, pourtant en voie d'accélération rapide, de leur environnement et leur demander au nom de la communauté mondiale de protéger une espèce menacée, de créer une réserve naturelle, de mettre fin à certaines pratiques regrettables comme la chasse aux feux enveloppants, la pêche aux explosifs ou la tendresse aux petits oiseaux. Une agence spécialisée, l'Unesco, s'intéressa alors à une initiative coordonnée par la Ligue Suisse pour la Protection de la Nature, et qui, plutôt que de chercher à élargir les pouvoirs

et objectifs de l'O.I.P.N., songeait à la création d'une organisation toute nouvelle à laquelle seraient associés des gouvernements. Deux conférences se succédèrent à un an d'intervalle à Brünnen, sur le lac des Quatre Cantons, qui mirent au point une formule permettant à une union internationale de compter parmi ses membres à la fois des gouvernements, des ministères ou départements officiels et des associations privées. Le gouvernement français, conjointement avec l'Unesco et la Ligue Suisse, convoqua une assemblée constitutive, à Fontainebleau, le 30 septembre 1948. A l'issue de ces assises était fondée l'Union Internationale pour la Protection de la Nature (U.I.P.N.), son Président était le Dr. Ch. Bernard, alors Président de la Ligue Suisse, et son siège était fixé... à Bruxelles.

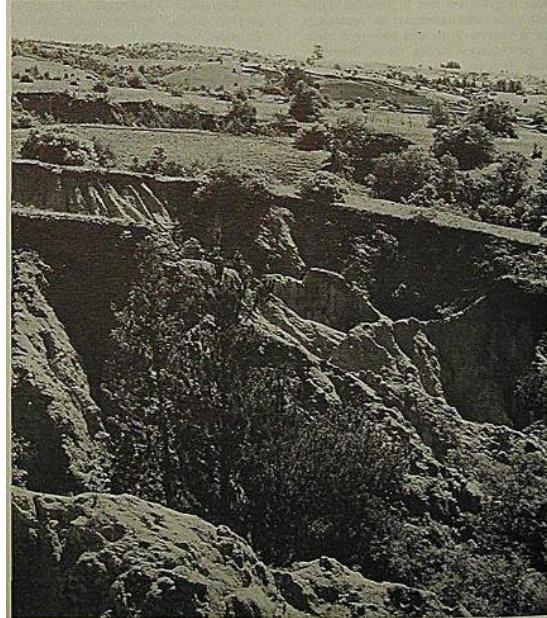
A une vingtaine d'années d'intervalle, en effet, le même glissement géographique imprévu s'était produit. En 1929, alors que toutes les phases préparatoires de la création du Bureau International faisaient prévoir un siège helvétique, c'est à Bruxelles que celui-ci venait se fixer. En 1948, les Suisses arrivèrent à Fontainebleau avec l'espoir un peu irréaliste, d'obtenir pour le Président et le Secrétaire général de leur Ligue, en reconnaissance des deux Brünnen, respectivement la présidence et le secrétariat général de la nouvelle Union. Sur place, des oppositions inflexibles se manifestèrent contre le principe d'un tel double. Il fut décidé d'élier le Dr. Bernard à la présidence et de chercher parmi les délégués présents un candidat acceptable en qualité de secrétaire général. Le sort tomba sur l'auteur du présent article, à mille lieues le 3 octobre de se douter de ce qui se préparait à son sujet, et élu secrétaire général de l'U.I.P.N. le lendemain. Le poste ne pouvant être qu'à temps partiel dans les débuts de l'institution, le siège de cette dernière devait nécessairement suivre son titulaire au lieu de résidence de celui-ci. L'acte constitutif de l'Union en fixait donc le siège à Bruxelles. Victor Van Straelen, membre, avec P.G. van Tienhoven, du Conseil Exécutif de l'U.I.P.N. — il allait en devenir Vice-Président en 1952 — obtint que le gouvernement belge, non seulement devienne l'un des tout premiers gouvernements-membres de l'Union — la ratification date de début 1949 — mais encore invite l'institution à tenir sa deuxième assemblée générale à Bruxelles, ce qui eut lieu en 1950. On connaît l'action de l'U.I.P.N., qui, cédant aux nouvelles tendances se manifestant en plusieurs pays, décida de changer d'appellation en 1956, à son Assemblée d'Edimbourg, et d'U.I.P.N., devint U.I.C.N., protection de la Nature se transformant en conservation de la Nature et de ses ressources. On sait aussi les débuts modestes, tant par son budget que par son prestige, d'une organisation aujourd'hui

devenue puissante et internationalement écoutée.

En 1955, appelé à des fonctions au Ruanda-Urundi, le secrétaire général de la première heure, dont la réélection avait été assurée à Bruxelles (1950), à Caracas (1952) et à Copenhague (1954), fut contraint de quitter la Belgique et donc de démissionner de sa charge à l'Union. La raison impérieuse de maintenir le siège de cette dernière à Bruxelles disparaît. Après un titulaire britannique, Tracy Phillips, puis néerlandais, Cornelius Bloemers, l'Assemblée de 1960, tenue à Varsovie, décide la translation du siège de Bruxelles vers Morges, près de Lausanne, où il se situe encore toujours aujourd'hui.

A son retour d'Afrique en 1962, le soussigné souhaita reprendre une activité dans le cadre de l'U.I.C.N. et cette dernière lui confia, à la Première Conférence Mondiale sur les Parcs Nationaux (Seattle, USA juin 1962), la mission de publier la liste des Nations Unies des Parcs Nationaux et Réserves Analogues, avec la qualité de vice-président de la Commission Internationale des Parcs Nationaux (C.I.P.N.). En 1966, à l'Assemblée de Lucerne, il fut élevé à la présidence de cette Commission Internationale, dont le siège vint alors se fixer à Bruxelles pour une période de six ans. A nou-

veau, le gouvernement belge encouragea de diverse manières cette activité internationale exercée sur son territoire, finançant, entre autres, substantiellement la préparation de la liste des Nations Unies, tandis qu'un éditeur belge acceptait de publier celle-ci à ses risques, vu l'importance que le volume allait revêtir pour permettre de promouvoir internationalement la création de nouveaux parcs nationaux dans des pays en voie de développement. Aujourd'hui, le siège de la C.I.P.N., à son tour, a quitté Bruxelles pour se fixer à Morges, auprès du siège de l'Union et de celui du World Wildlife Fund, dont la Belgique compte une section très active, responsable de diverses interventions appréciables outre-mer, en faveur des flamants du Parc National de Nakuru, des rhinocéros du Népal, du Tigre... Dernier détail, pour terminer: vu sa fonction de secrétaire général de l'U.I.P.N., le soussigné participait il y a vingt-cinq ans à la séance constitutive de la Fédération des Associations Internationales établies en Belgique. Et c'est même à lui qu'échut l'agréable tâche d'y prendre la parole pour proposer d'élier Paul van Zeeland à la présidence de la nouvelle fédération, ce qui lui valut de recueillir les applaudissements que sa suggestion ne manqua pas d'entraîner... —





par Eugène-Jean Prost-Gargoz

Vice-Président, Administrateur délégué de la S.E.E.

A notre époque d'éveil et de développement des régions, le cas particulier de la Société d'Etudes et d'Expansion, la seule association du genre existant dans la région wallonne voire dans l'ensemble de la Belgique, apparaît d'un intérêt très actuel par son action tout à la fois régionale, nationale, européenne et internationale. Son caractère non-gouvernemental lui confère une indépendance totale dont l'importance a été consacrée par l'Organisation des Nations Unies comme par le Conseil de l'Europe où la S.E.E. siège de manière permanente en tant qu'organisation

Sans vouloir remonter à l'origine de l'action entreprise, il faut plutôt constater que depuis 1902 notre Association a tenu à modifier ses statuts en (onction " d'une actualité mouvante, lui permettant ainsi d'apporter toujours plus de souplesse et d'efficience à son travail axé sur une modernisation indispensable.

Il est donc intéressant de reprendre dans leur ensemble les buts qui lui sont impartis et que nous résumons de la façon suivante :

- la promotion de l'expansion des relations internationales par l'étude des questions économiques, culturelles et sociales;
- le groupement, la classification, la diffusion et la vulgarisation de documents, ouvrages et publications ainsi que de renseignements ressortissant à l'objet de son programme;
- la publication de rapports et de travaux d'intérêt général;
- l'organisation de conférences, congrès, colloques, missions scientifiques, culturelles et économiques, séances de documentation à caractère national ou international;
- la participation aux travaux d'organismes poursuivant des buts similaires.

laires tant en Belgique qu'à l'étranger;
— la création et l'octroi de prix, bourses et dons destinés à récompenser les recherches, initiatives et travaux originaux.

Poursuivant cette action, l'institution a constitué et constitue encore un support valable de l'action gouvernementale nationale et contribue au développement d'un climat favorable aux relations économiques, culturelles et sociales entre la Belgique et l'étranger.

Parmi les missions de documentation et de vulgarisation de la Société d'Etudes et d'Expansion, je mettrai en exergue deux de ses activités unanimement appréciées.

La publication de la Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion qui, annuellement, présente un millier de pages réservées à des collaborations inédites de tout premier choix contribuant à l'information des secteurs économiques, industriels, commerciaux, financiers et des affaires en général dans les quelque 130 pays de l'Organisation des Nations Unies.



Il s'agit en fait d'un véritable « digest » économique, rédigé en toute indépendance, par des personnalités représentatives des milieux officiels, sociaux et d'affaires qui, sous une forme relativement succincte, abordent les problèmes d'actualité auxquels ils ont à faire face dans leur sphère professionnelle.

Nombreux sont les exemples d'échanges d'informations qui se sont opérés par le canal de notre publication et précieux furent les fruits qui en résultèrent.

Le deuxième point qui mérite une attention spéciale est l'organisation permanente au siège social de conférences et séances de documentation qui par l'importance et la fréquence de l'auditoire qu'elles réunissent, prouvent à suffisance la valeur des communications faites par des personnalités de choix.

Avant de conclure, nous ne pouvons oublier l'importance reconnue du service de documentation fonctionnant

Suite à la page 19

En vue du 30e anniversaire

de la F.I.J.M. en 1975

par Hadelin Donnet

Secrétaire Général de la F.I.J.M.

« J'avais toujours pensé que la musique, ce composé d'intelligence et de sensibilité, devait obligatoirement rencontrer la jeunesse, à l'âge où l'intelligence se forme et où la sensibilité connaît sa force la plus grande... » (Marcel Cuvelier).

« En créant les Jeunesse Musicales de France j'ai voulu prouver à ceux qui croyaient la musique réservée à une élite ou bien la considéraient comme un art d'agrément, que la connaissance de son langage pouvait apporter à tous

les êtres, quels que soient leur milieu ou leur culture, un enrichissement merveilleux. (René Nicoly).

Ce que sont les Jeunesse Musicales

Le premier concert « Jeunesse Musicales » fut donné au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles le 17 octobre 1940 sous l'impulsion de Marcel Cuvelier, qui était alors Directeur-général de la Société Philharmonique dans cette ville. Dès 1941, Marcel Cuvelier rencontra à Paris René Nicoly qui avait fondé un mouvement d'initiation musicale en faveur des jeunes. Ces deux hommes d'action et d'imagination jettèrent les bases des Jeunesse Musicales en fondant à Bruxelles en 1945 la « Fédération Internationale des Jeunesse Musicales » (F.I.J.M.) qui réunit aujourd'hui 35 pays membres et une dizaine de pays - observateurs -. Les Jeunesse Musicales se présentent comme un mouvement ouvert aux jeunes du monde entier en dehors de toute préoccupation politique ou philosophique : un mouvement voué à la diffusion de la musique vivante ou des autres expressions artistiques, au service de l'école, de l'université ou des jeunes travailleurs; un mouvement œuvrant en faveur de la paix et de la coopération internationale par une meilleure connaissance des différentes cultures.

Souvent soutenues par les pouvoirs publics, encouragées par les compositeurs et les interprètes les plus éminents, les Jeunesse Musicales ont fait découvrir et aimer la musique à des millions de jeunes. Elles ont aussi établi dans le monde le plus vaste réseau d'échange d'artistes pour aider les jeunes interprètes en les révélant au public, à la critique, grâce à des tournées de concerts ou des concours. Elles ont encouragé la pratique musicale des jeunes étudiants en musique, amateurs ou futurs professionnels en organisant des camps musicaux ou en formant des orchestres internationaux placés sous la direction des chefs d'orchestre les plus fameux.

Les Jeunesse Musicales sont aussi membre fondateur du Conseil International de la Musique de l'Unesco et associées à toutes les initiatives tendant à donner à la musique une place plus importante dans la vie des hommes.

Ce que font les Jeunesse Musicales

C'est la musique vivante, le concert, qui est l'activité fondamentale des J.M. et la jeunesse en âge scolaire qui constitue le public privilégié de ses concerts. Suivons le processus qui

existe actuellement dans plusieurs pays : les enfants dès l'école primaire reçoivent régulièrement dans leur classe la visite de musiciens. Ainsi la flûte, le hautbois, la clarinette et le basson deviendront une réalité bien sonore pour les jeunes oreilles en même temps qu'une source intarissable de questions et de réponses, et les instituteurs, avant et après les auditions, disposeront d'un capital de notions qu'ils utiliseront par la suite. Les enfants auront aussi rencontré un homme qui leur aura parlé de son métier : ainsi la musique et son interprète deviendront une réalité encore plus vivante lorsqu'à la fin de l'année l'enfant retrouvera réunis les quatre musiciens en concert. Par la suite, l'adolescent retrouvera plusieurs fois par an dans son école d'autres concerts commentés qui lui feront prendre conscience des formes, des styles, des écoles musicales. Un jour il prendra naturellement le chemin de la salle de concert, ou mieux encore celui d'une école de musique. C'est l'autre aspect de l'activité des J.M., celui d'encourager la pratique des amateurs et de préparer à leur carrière les futurs musiciens professionnels en organisant à leur intention des camps musicaux, des concours, des tournées de concerts, des orchestres de jeunes..

pourquoi une Fédération Internationale ?

La Fédération Internationale est donc avant tout le lieu de concertation permanente de tous les responsables nationaux J.M. Chaque année, l'assemblée générale qui règle les problèmes formels de l'association est aussi un forum au cours duquel il est possible de faire le point sur les techniques d'animation musicale et d'établir le programme des échanges bilatéraux. Ainsi, sur un total annuel de plus de 30.000 concerts dans les divers pays membres, plus de 3.000 de ceux-ci sont organisés sur une base d'échanges.

A l'occasion des congrès qui rassemblent tous les deux ans en plus des responsables nationaux, de nombreux membres et des animateurs locaux, se déroulent des ateliers et tables rondes sur des sujets prioritaires. Ainsi, à l'occasion de prochain congrès qui se tiendra à Paris en août 1975 au Théâtre d'Orsay — compagnie Renaud-Barrault, auront lieu : un débat ayant pour sujet « comment communiquer les nouveaux langages musicaux », animé par le compositeur Karlheinz Stockhausen et Maurice Fleuret, ainsi que deux ateliers sur « l'audio-visuel au service du concert » (expérience

canadienne) et « la formation des musiciens animateurs dans l'enseignement musical supérieur » (expérience belge). De plus, une dizaine d'autres pays présenteront des « animations » depuis la création de mini-opéras réalisés par les enfants (France) jusqu'aux orchestres de rue (Pays-Bas) en passant par le quizz télévisé (Yougoslavie) ou les animations basées sur le folklore (Hongrie). Comme on peut le voir, le congrès est le générateur d'idées nouvelles adaptées aux milieux sociaux actuels et à l'âge des enfants pour mieux atteindre les buts poursuivis.

Si la salle de concert ou la maison d'opéra demeurent les lieux privilégiés de la musique, il faut que celles-ci retrouvent une place dans la vie quotidienne et qu'elle touche directement le plus grand nombre possible d'enfants et d'adolescents.

Grâce à la Fédération Internationale, les Jeunesses Musicales ont dépassé le stade des échanges bilatéraux. Avec, l'appui de certains gouvernements qui ont mieux compris la vocation internationale d'un mouvement culturel de jeunes, l'action de tous les pays membres s'est concrétisée dans un programme commun : l'Orchestre Mondial des Jeunesses Musicales, le Concours International de la F.I.J.M. à Belgrade ou le Centre Culturel de la F.I.J.M. à Grozjan.

Les réalisations de la F.I.J.M.

L'Orchestre Mondial, créé en 1970 à l'initiative des autorités canadiennes, est dirigé chaque année par des chefs prestigieux : Erich Leinsdorf, Karel Ancerl, Witold Rowicki, Zubin Mehta, Léonard Bernstein, pour ne citer qu'eux. Formé par des musiciens sélectionnés à travers les pays membres, l'orchestre prépare ses sessions annuelles dans des pays différents et se produit ensuite à travers le monde : Montréal, Copenhague, Florence, Jérusalem, Vienne, Londres, Tanglewood ou Ottawa ont reçu la visite de l'Orchestre Mondial, souvent dans le cadre d'un Congrès des Jeunesses Musicales. Si le gouvernement canadien finance ce projet, c'est avec l'appui des pays-hôtes de l'orchestre et de tous les membres de la F.I.J.M. qui y délèguent leurs musiciens.

Les Jeunesses Musicales de Yougoslavie — qui comptent quelque 300.000 membres actifs — ont également obtenu l'aide des pouvoirs publics à Belgrade où se tient pendant l'automne le Concours de la F.I.J.M. réservé chaque année à des instruments différents et à une discipline de musique de chambre. En 1975, ce sera le violoncelle et le quatuor à cordes.

Une répétition avec Witold Rowicki dirigeant l'Orchestre Mondial des Jeunesses Musicales à Weikersheim (R.F.A.) en 1975.



INTERNATIONAL ASSOCIATIONS, 1975 15

C'est également la Yougoslavie qui a mis à la disposition des Jeunesse Musicales une petite ville d'Istne — Gozjan — qui est devenue le Centre culturel de la F.I.J.M. Ce Centre est animé par un comité international composé en 1974 de représentants de dix pays dont la Belgique — qui (ut le pays fondateur avec la Yougoslavie — le Venezuela, la Suisse, l'Allemagne Fédérale, la Pologne, la Hongrie, les Pays-Bas, la Suède et l'Italie. Chaque été, de juin à septembre, des jeunes musiciens se retrouvent sous le ciel bleu de la Croatie. Ils étudient avec les meilleurs spécialistes des répertoires nouveaux, découvrent le folklore des républiques yougoslaves, rencontrent des peintres qui ont leur atelier d'été à Grozjan... et participent ainsi à la revitalisation d'une région rurale tout en recevant de nombreuses visites de mélomanes en vacances sur le littoral, pour qui le bronzeage et le farinage ne sont pas tout...

Pour coordonner ces nombreuses activités, la F.I.J.M. dispose d'un secrétariat général soutenu par les Ministères de la culture de Belgique et basé (depuis sa fondation) au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles. Tandis que le Bureau exécutif qui réunit neuf membres — dont deux n'ont pas trente ans — se réunit quatre fois par an pour suivre les différentes phases du programme d'action annuel.

C'est en effet ce programme qui permet à tous les membres de rester en contact, de s'engager dans une action qui a pour but d'amener chaque année de nouveaux pays à entrer dans la Fédération Internationale et de toucher encore plus de jeunes.

notamment auprès des gouvernements des pays africains et asiatiques. La vocation des Jeunesse Musicales est aussi de contribuer à la mise en valeur des patrimoines musicaux des différentes cultures et d'assurer leur vitalité. Dans tous les cas, il s'agit de donner à la musique la place qu'elle mérite dans l'éducation, si l'on veut que les hommes de demain soient éveillés à cette part de rêve et de poésie sans laquelle il n'y a pas de personnalité harmonieuse.

La musique : un droit de l'homme

Les années qui viennent seront consacrées à une campagne d'information,

(*) Pays membres de la F.I.J.M. : Allemagne Fédérale, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Corée, Cuba, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Israël, Irak, Japon, Liban, Luxembourg, Mexique, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Tunisie, Uruguay, U.S.A., Venezuela, Yougoslavie.

Un des nombreux camps musicaux JM : le Centre d'Arts d'Oxford JMC (Parc du Mont Oxford, Magog, Province de Québec).



by Carlos Antonio Carrasco



Secretary General,

World Assembly of Youth

1974 was an important year for the World Assembly of Youth since it marked WAY'S 25th anniversary. It was in 1948 that a number of youth leaders in Europe and North America, recognizing the need for a universal international youth organisation, issued invitations to youth councils of all member countries of the United Nations to attend an international conference in London. Following their discussions a draft charter, based on the Universal Declaration of Human Rights, was prepared and, at the invitation of the Belgian Youth Council, the first official meeting of WAY was held in Brussels in August 1949. Twenty-nine of the national Youth councils represented ratified the Charter and WAY began its work on behalf of world youth. Today WAY serves as a co-ordinating body for some sixty-seven national youth councils, which are composed of the principle voluntary, democratic youth organisations in each country, and co-operates with individual youth organisations in a further forty countries.

Being aware that the major challenges of our time, the elimination of poverty, sickness, ignorance and social injustice, and the building of a productive and peaceful life for the people of all nations — can only be solved through a massive and universal social, economic and political development effort, WAY believes that the young people of our societies constitute one of the most dynamic resources in this great effort. WAY'S aim from the beginning has therefore been to increase the involvement of youth in the development process and implement its charter which states that WAY should seek:

- to increase inter-racial respect and to foster international understanding and co-operation;
- to facilitate the collection of information about the needs and problems of youth;
- to disseminate information about the methods, techniques and activities of youth organisations;
- to promote the interchange of ideas between youth of all countries;
- to assist in the development of youth activities and to promote, by mutual

aid, the extension of the work of the voluntary youth organisations; to support and encourage the national youth movement of non-self-governing countries in their struggle for the attainment of self-government.

Thus WAY is a youth-run, youth servicing organisation concerned with development in the widest possible sense — cultural, economic, political and social. Its programmes, therefore, include organising seminars and studies, and providing technical assistance in an extensive range of fields, such as the environment, agrarian problems, rights and responsibilities of young people, liberation movements, drug education, integrated community development, population education and family planning, communications, establishment of co-operatives, leadership training, the problems of young workers, young women, and rural youth. Programmes organised by the national youth councils are co-ordinated by the WAY International Secretariat, which is based in Brussels, with Regional Offices for Africa in Accra, Ghana, and Nairobi, Kenya; for Asia in Jakarta, Indonesia and for Latin America in Managua, Nicaragua.

In carrying out this large number of programmes and events, geographically widespread and varied in nature, WAY's support comes from many sources. The International Secretariat has always drawn upon the resources of its member committees, and places importance on the principle of channelling support from the youth organisations of the developed countries to youth activities in the developing areas. Many programmes are carried out with the collaboration and support, both in facilities and funds, of the United Nations specialised agencies or of a body such as the Council of Europe. WAY's consultative status with such agencies as UNESCO, FAO, UNICEF, ILO and WHO, and its close working relationship with regional bodies such as the UN Economic Councils for Latin America, Africa, Asia and the Far East reflect the international recognition which serves to guarantee continued and expanding support which has been built up over the past 25 years. D



History of the CMI (1)

The Comité Maritime International (CMI) was founded in 1897 as a result of an initiative taken in Belgium where it still has its seat. The basic concept of the founders of the CMI has been well described in the words of Louis Franck:

« Our object was to give to the sea, which is a natural tie between the nations, the benefit of a uniform law, which will be rational, deliberated, equitable in its inception and practical in its text. We have considered that in our work, the Shipowner, the Merchant, the Underwriter, the Average Adjuster, the Banker, the parties directly interested should have the leading part; that the task of the lawyer was to discern what in this maritime community was the general feeling, which, amongst those divergent interests, is common to all; to discern also which of the various solutions is the best, to contribute to the common work his science and his experience, but that ultimately the lawyer should hold the pen and that the man of practice should dictate the solution ».

The main object of the CMI is to contribute towards the unification of maritime and commercial law, maritime customs, usages and practices. For this purpose it has prepared draft Conventions of sought to achieve a consensus of opinion in other ways on matters relating to maritime law. The CMI has played a substantial role in

what it is and its objectives

by Albert Lilar

Président

the preparation of a great number of International Conventions which deal with important aspects of maritime law, such as liability for collision between vessels, assistance and salvage at sea, limitation of liability of owners of seagoing vessels, rules relating to Bills of Lading (The Hague Rules), maritime liens and mortgages, immunity of State-owned ships, arrest and jurisdiction, stowaways, carriage of passengers and their luggage by sea, and liability of operators of nuclear ships (2).

Nature of the CMI

The CMI is not a governmental organization. It is composed in the main of National Maritime Law Associations which have been founded in some thirty-three countries (3). The organization of these National Maritime Law Associations differs from one country to another, but in general the interest of merchants, Bankers who finance international trade, Underwriters who insure it and Shipowners who carry it, together with other specialists such as Average Adjusters and Lawyers upon whose services the maritime community relies are represented in the National Association. Nationals of States where no Association has been formed may be admitted as temporary members of the CMI pending the creation of National Associations in such States. Because it is not a governmental organisation the CMI can merely make recommendations which can be accepted or rejected by governments. However, the recommendations of

the CMI have the merit of being those of people who handle problems relating to maritime law in their daily work.

Method of work

Representatives of the National Associations meet at least once a year in the Assembly where elections are made, new members and observers admitted, accounts and budget approved and rates of members' contributions fixed and International Conferences called in. Such International Conferences, which take place at irregular intervals (last time in Tokyo 1969 and in Hamburg 1974), enable the National Associations and their members to thoroughly discuss important and current matters relating to maritime law and, as a result, adopt draft conventions and rules on various questions. The Hamburg 1974 International Conference dealt with matters such as the York/Antwerp Rules, Hague Rules, Combined Transports, Limitation of Liability, Shipbuilding Contracts and Arbitration. Important matters are customarily discussed and prepared by International Subcommittees appointed by the Assembly and by Working Groups. The 1973 Assembly, in addition to the International Subcommittees on Limitation of Liability and York/Antwerp Rules already existing, appointed three more to deal with the Hague Rules, Shipbuilding Contracts and Arbitration.

The current work within the CMI is handled by its Councils and Officers, the functions being divided between

the Executive Council and the Administrative Council. The Officers in charge are the President (A. Lilar, Belgium), the Secretary General Executive (K. Pineus, Sweden), the Secretary General Administrative (H. Voet, Belgium), the Treasurer (A. Vaes, Belgium) and the Chief Legal Officer (J. Ramberg, Sweden).

Co-operation with other organisations

The CMI has established co-operation with organizations such as IMCO, OECD, UNCITRAL, UNCTAD and UNIDROIT. CMI, being a completely *neutral* organisation unrelated to any particular business interest, always seeks to reach solutions which are generally acceptable. For this purpose, the CMI has close and frequent contacts with other non-governmental neutral organizations, such as the International Chamber of Commerce, and with organizations representing different business interests (shippers, shipowners, insurers, etc.).

Why join the CMI ?

It is natural, almost self-evident, that any person interested in maritime law — regardless of his position as govern-

mental or state employee or as independent lawyer or businessman — join the National Maritime Law Association already existing in his country. And the obvious international character of maritime law makes a co-operation between these National Associations within the CMI indispensable.

The CMI and its National Associations not only offer the opportunity for interested persons to meet and discuss problems of mutual interest. It also, wherever need arises, promotes studies of new problems and thus contributes to a sound development of maritime law in a changing society. Through the co-operation between the governmental organisations and the CMI, draft conventions closely considering the needs of States and commerce can be elaborated. Such co-operation, at an early stage, greatly facilitates the further promotion of the various projects and the reaching of the ultimate aim to get international conventions with a broad scope of application ratified by as great a number of States as possible.

—

(1) The English name is « The International Maritime Committee » but the French name is frequently used even in English texts.
(2) See for further information Lilar-van den Bosch, - Le Comité Maritime International 1897-1972 », ed. by the CMI.

countries : Argentina, Belgium, Brazil, Bulgaria, Franco, The German Democratic Republic, The German Federal Republic, Great Britain, Greece, India, Ireland, Israel, Italy, Japan, Mexico, Morocco, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, The Soviet Union, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey, USA, Uruguay, Yugoslavia.

ADRESSES

Headquarters : Firma Henry Voet-Génicot, 17, Borzestraat, B2000 Antwerpen, Belgium.

President : Mr. Albert Lilar, 33, Jacob Jordaeenstraat, B2000 Antwerpen, Belgium.

Secretary General Executive : Mr. Kaj Pineus, Skeppsholmhuset, 1 S1441 18 Göteborg, Sweden.

Chief Legal Officer : Mr. Jan Ramberg, Tegnergatan, 3, S-111 40 Stockholm, Sweden.

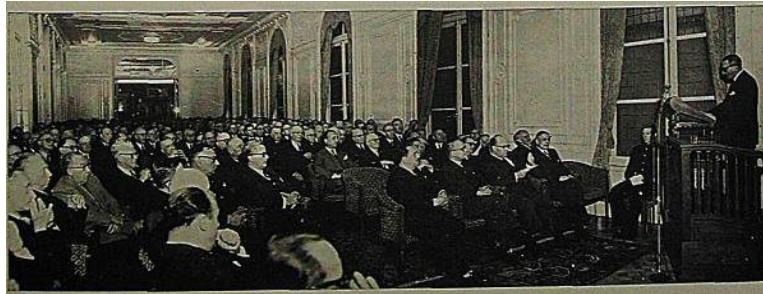
LA SOCIETE D'ETUDES ET D'EXPANSION (suite)

au siège social, service dont la qualité vient d'être récemment consacrée par le fait que les autorités universitaires de la Cité de Liège ont tenu à s'associer à sa gestion. C'est ainsi que dans l'intérêt général certains services de documentation communs à l'Université de Liège et à la S.E.E. ont été regroupés au siège social dans le but de fournir la documentation indispensable à l'étude des problèmes économiques

et à la gestion des affaires. De plus, ils facilitent la formation des jeunes couches d'étudiants de diverses facultés et autres enseignements supérieurs à qui incombera la tâche de promouvoir l'expansion économique de leur région qui se veut digne de son passé mais qui entend être présente dans l'ère d'adaptation aux réalités nationales et internationales. Par ce trop bref exposé, notre but

était d'attirer la sérieuse attention de tous ceux qui ont conscience de la vocation internationale du bassin industriel, placé au carrefour d'une Europe en marche, et de la nécessité de maintenir le potentiel économique de la région auquel se voue une institution internationale plus que septuaginaire dont l'œuvre actuelle se veut coopérante et dynamique à l'égard des activités en cours.

—



INTERNATIONAL ASSOCIATIONS.1975

10th World Congress
I.P.S.A. - 1976
EDINBURGH
L'ASSOCIATION INTERNATIONALE
DE SCIENCE POLITIQUE (*)

par André Philippart

Secrétaire Général

L'AISP aura bientôt 25 ans d'existence. Elle est née du grand mouvement de l'Unesco en 1949, en application de la résolution 4.11 adoptée par la Conférence Générale, grâce à la volonté de quelques spécialistes des USA, de France, du Canada, du Royaume Uni et de l'Inde désireux d'établir une coopération scientifique large. La science politique existait, depuis des siècles, souvent sous des vocables ambigus; elle était florissante dans les pays anglo-saxons; elle avait une fonction sous-jacente dans certains autres pays comme la France. Il apparut en 1949 qu'un effort continu devait être entrepris au plan international pour créer et soutenir des enseignements dans les pays d'Europe occidentale et dans des pays où l'infrastructure universitaire permettait la mise en valeur de la science politique. Partant de là, et avec un souci constant d'efficacité dans le choix des programmes des tables rondes et des publications, les fondateurs de l'AISP orientèrent les travaux dans deux grandes directions.

Il s'agissait tout d'abord d'assurer une documentation vaste et standardisée. Les Abstracts (1951) et la Bibliographie internationale de Science politique (1953) sont irremplaçables. Plus de 40.000 notices d'articles et environ 70.000 références bibliographiques ont été répertoriées et publiées. Il convenait en second lieu, de donner à la science politique un cadre propre, distinct des autres sciences sociales, conforme à son objet : le pouvoir politique. Sa reconnaissance et la définition de son champ d'investigation cristallisèrent les premières démarches, en dehors du droit, de la sociologie, de l'économie. Pour atteindre cet objectif les fondateurs de l'AISP s'engagèrent dans une « politique » de création d'associations nationales, relais nécessaires à l'emancipation de la discipline.

Les quatre associations fondatrices de 1949 sont devenues 35 associations représentant tous les continents et toutes les régions. En outre, par ses congrès et par ses membres, l'AISP a pénétré dans les pays socialistes et dans les régions en voie de développement.

L'Association compte actuellement des membres dans 49 pays. Cette volonté d'intégration caractérise la décennie 1960-1970, malgré des obstacles techniques inhérents au type d'organisation scientifique internationale (longues distances, ressources financières limitées, infrastructures universitaires insuffisantes, diffusion compliquée, etc.).

L'avenir appartient à la coopération avec les autres sciences sociales. Après avoir conquis son indépendance, son droit de cité, la science politique doit, dans une troisième phase, s'assurer une concertation interdisciplinaire, car les problèmes complexes des sociétés politiques modernes ne se laissent pas maîtriser par une seule science, fût-elle celle du pouvoir. Le Xème Congrès mondial de l'AISP (Edinburgh - août 1976) sera tout entier orienté vers cette pluridisciplinarité. Après avoir vécu des congrès « fermés » et après un début d'ouverture à Montréal (1973) en direction de la culture et de l'économie, les « political scientists » s'appretent à examiner des matières traditionnelles dans le cadre de l'histoire, de la géographie, de l'économie et de la psychologie. Des comités et groupes permanents de recherche de plus nombreux apportent à l'AISP les instruments de son essor. Ils fournissent les organes de coopération entre disciplines et entre régions différentes. Cette expansion rapide constitue en même temps la meilleure marque de vitalité.

(*) The International Political Science Association

Voir aussi « Rapport de synthèse sur les 20 ans de l'Association » - « 1949/1969 » Bruxelles 1970. 177 p. textes français et anglais.

BELGIQUE - VIEILLE TERRE DE CONGRES

par J. Destrée

Secrétaire Général de l'IAPCO

La Belgique, ou du moins les provinces qui la forment actuellement ont subi au cours de l'histoire les vissitudes dues aux petits Etats trop bien situés entre des voisins trop puissants. Tantôt rattachée, annexée, régulièrement envahie, elle est parvenue à l'indépendance il y a 150 ans à peine, et a joué sans tarder parmi les Nations un rôle souvent sans proportions avec ses forces, son territoire et sa population.

Rôle souvent d'accueil pour beaucoup d'exilés, rôle de médiateuse, rôle de promotrice de bien des grands courants actuels, accueillant le monde et ses congrès.

Très rapidement, le congrès à l'origine purement politique et diplomatique, élargit son champ d'action et devint dès la fin du XIX^e siècle la forme majeure de communication internationale tant sur le plan scientifique que technique ou social.

Tout naturellement, et parmi les premiers, la Belgique organisa des congrès sur son territoire, jouant ainsi un rôle de pionnier. Il est intéressant de rappeler une fois encore que 1847 vit se dérouler à Bruxelles le congrès des Economistes et un congrès international pénitentiaire.

Un grand hôtel bruxellois vit se réunir dans ses salons en 1911 un conseil de physique Solvay qui réunit des participants dont quelques noms laissent rêveurs : Langevin, Poincaré, de Broglie, Mme Curie, Einstein... Le début du siècle vit croître le nombre de congrès mais la véritable explosion eut lieu après 1945. Plusieurs causes peuvent raisonnablement être dégagées qui justifient ce phénomène. Le conflit qui venait d'ensanglanter le monde entier ne laissa pas que des ruines, il servit aussi à faire naître une conscience plus nette de la solidarité et la nécessité de traiter à l'échelle la plus vaste possible les grands problèmes.

mes dont on acquerrait enfin le sentiment qu'ils étaient désormais collectifs. La faim, la protection de l'environnement, la lutte contre l'analphabétisme en sont quelques exemples pris au hasard.

Les congrès se multiplièrent, dans le même temps que se multiplièrent les grands ensembles politiques, économiques et militaires. Rappelons pour mémoire la réduction des distances due au développement de l'aviation, les débuts de la traduction simultanée au procès de Nuremberg suivis par l'emploi généralisé de cette technique lors des congrès internationaux. Ces causes et bien d'autres sans doute, ont permis au « phénomène congrès » comme nous l'appelons, de croître et de devenir actuellement une véritable forme de tourisme, car il provoque le déplacement de plusieurs millions d'individus chaque année.

Bruxelles, dès 1958, eut son Palais des Congrès, moderne, bien équipé, prêt à recevoir les réunions internationales prévues à l'occasion de la World Fair. C'était encore alors faire œuvre de pionnier, et l'installation des organisations de la CEE, plus tard de l'OTAN, permit à Bruxelles et à la Belgique d'accueillir un grand nombre de congrès.

Liège construisit également un Palais des Congrès épaulé maintenant par des hôtels modernes.

Bien d'autres villes de Belgique sont aptes à recevoir des réunions internationales. Citons la Côte, Anvers, Bruges et Gand. Des hôtels et des motels se sont équipés et abritent eux aussi de multiples réunions.

Mais la concurrence internationale est forte et en quinze ans tous les pays voisins ont construit des Centres de congrès florissants eux aussi, équipés de la façon la plus moderne. Citons la ville de Paris la dernière venue, Ham-

bourg, Berlin, la Hollande, l'Italie, l'Espagne, les pays nordiques, etc. Face aux atouts de ses voisins, la Belgique reste une terre de congrès, car elle dispose d'un équipement hôtelier moderne, de ses richesses naturelles et artistiques; sa situation géographique ainsi que d'excellentes communications, la mettent à courte portée de toute l'Europe. La concentration des grandes affaires à Bruxelles, la présence de nombreuses sociétés multinationales, sont des éléments d'attraction à ne pas négliger. Devons-nous rappeler ici même dans les colonnes de cette Revue, consacrée depuis tant d'années à la vie internationale, que la Belgique accueille le siège de très nombreuses associations internationales, et que Bruxelles rivalise avec Paris, Londres et Genève ? Mais il faut être réaliste et notre pays, s'il reste terre de congrès, et vieille terre de congrès, doit penser à l'avenir et veiller à demeurer un lieu favorable à ces affrontements pacifiques de congressistes.

Il faut que les instances gouvernementales, provinciales, communales, soient pleinement conscientes de l'importance de leur responsabilités à cet égard. Attirer les congrès dans un pays, c'est le maintenir à la pointe des grands courants scientifiques, techniques et sociaux. C'est aussi apporter une contribution appréciable à son économie.

La Belgique si souvent « pionnier » se doit d'adopter une politique cohérente à ce sujet. Il est temps de rassembler les efforts de chacun et de les renforcer au maximum. Les villes, les Palais des congrès, les hôteliers, les restaurateurs, la Sabena, doivent s'unir et promouvoir notre pays comme terre de congrès, plus que jamais.

par André Schreurs

Directeur du Palais des Congrès de Liège,
Président de la Fédération Européenne des Villes de Congrès

Liège a été une des premières villes de l'occident européen à avoir pris conscience de ce qui allait être une des caractéristiques majeures de la seconde moitié du XXe siècle : la banalisation des relations internationales. Que l'on ne se méprenne pas sur le terme, banalisation n'a ici aucun relent péjoratif. Au contraire, on doit lui associer une image qui illustre la vie de tous les jours : le quotidien. En effet, depuis 20 ans, voyager, voir des visages et des coutumes différents, apprécier une cuisine inhabituelle ne font plus partie de l'extraordinaire. Le mode de vie actuel est totalement différent de ce qu'il était avant la dernière guerre.

La banalisation, c'est pour nous autre chose encore. C'est la démonstration de ce que Pierre Renouvin, dans son introduction générale à l'*Histoire des Relations internationales*, entend quand il affirme que, désormais, l'histoire des rapports entre les peuples (donc entre les hommes) l'emporte comme centre d'intérêt sur l'histoire des rapports entre gouvernements.

Liège, métropole millénaire, était faite pour comprendre cette évolution avant d'autres, elle qui, depuis toujours, vit au rythme des grands courants de l'histoire. Elle s'est aperçue, un jour, que de nombreux congrès internationaux se tenaient sur son territoire et que cette tendance allait en s'amplifiant. Depuis la fin de la guerre, sur la lancée de la mémorable Exposition de l'Eau de 1939, d'importants organismes publics ou privés avaient choisi Liège pour y tenir leurs congrès. En voici quelques exemples : en 1947, l'Académie internationale de Médecine légale

et de Médecine sociale; l'Union internationale des Villes et Pouvoirs locaux; en 1948, l'Union internationale des Sciences anthropologiques et ethnologiques et l'Association internationale des Ponts et Charpentes; l'année suivante, 1949 : la Fédération internationale des Semaines d'Art et la Société internationale de Défense sociale; en 1950, l'Association internationale des Juges des Enfants, l'Association internationale des Agences de Voyages et l'Union cycliste internationale. 1952 vit se réunir à Liège la Fédération internationale de Pathologie géographique; en 1953, le Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe et l'Association internationale de Sociologie; en 1954, l'Union astronomique internationale et le Congrès international de Radio-biologie; en 1955, le 2e Congrès international du CIRIEC, le Centre international de Recherches et d'Information sur l'Economie collective. Comment pouvait-on expliquer cette longue liste de réunions internationales alors qu'aucun équipement fonctionnel de congrès n'existant pour les recevoir ? Cette situation, qui pouvait paraître paradoxalement, trouve son explication dans le caractère même de Liège, ville d'accueil par excellence, possédant de solides références d'amabilité et de dynamisme dans l'opinion nationale et internationale. Liège s'équipa en conséquence et ce fut une nouvelle aventure, celle d'un Palais des Congrès ultra-moderne, construit selon les normes des plus récentes réalisations du genre, Palais des Congrès qui, aujourd'hui encore, n'est nullement dépassé. Au contraire, il jouit d'une excellente réputation par-

mi les promoteurs, les responsables des villes et des pays qui, désirant s'enrichir d'une réalisation similaire, viennent y puiser inspiration et conseils. Depuis son inauguration, en 1958, le Palais des Congrès de Liège a été le cadre de 10.000 manifestations, dont plus de 1.200 congrès.

Le Palais des Congrès, outre le fait d'être l'instrument de prédilection de la vocation internationale de la Cité ardente, joue un rôle important dans les relations de Liège avec d'autres villes.

C'est par l'intermédiaire de son Palais des Congrès que Liège est représentée à la Centrale Belge des Congrès, à la Fédération Européenne des Villes de Congrès, à la Commission Européenne des Voyages, à l'International Congress and Convention Association, à l'Union des Associations Internationales et c'est grâce à l'action du Palais des Congrès que Liège a été consacrée, en 1973, Ville de Congrès par des professionnels du Tourisme d'Affaires de France.

Le Palais des Congrès a toujours voulu jouer un rôle moteur dans toutes les associations internationales auxquelles il était associé. En 16 années, des liens très solides avec des amis de tous les coins du monde ont été noués. Aujourd'hui, c'est la ville de Liège qui en est la principale bénéficiaire. Liège avait fait un pari sur son siècle. Dire qu'elle l'a totalement gagné serait présomptueux mais de toute manière, Liège, en tant que ville à tradition et à vocation internationales, n'a pas raté le grand tournant de l'histoire des relations internationales. Liège regarde l'avenir avec confiance.

—

LA CENTRALE BELGE DES CONGRES

LA CENTRALE BELGE DES CONGRES, fondée en 1960, est une association de villes de congrès belges dont le but est d'attirer des congrès vers la Belgique et d'y promouvoir l'organisation de ceux-ci.

SIEGE : 5-7 Boulevard de l'Impératrice, B-1000 BRUXELLES. -Tél. 02/513.90.90.

MEMBRES : ANVERS - BRUGES - BRUXELLES - CHARLEROI - COURTRAI - KNOKE-HEIST - LIEGE - NAMUR - OSTENDE - SPA.

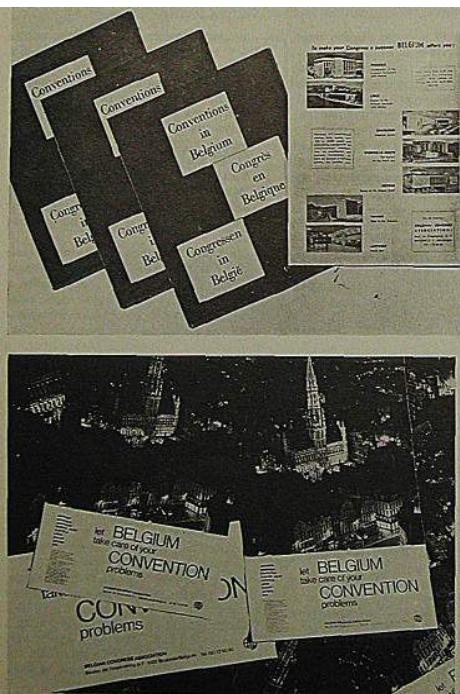
BUTS:

- Grouper, en dehors de tout esprit de concurrence, les différentes villes de Belgique, désirant recevoir des congrès et répondant aux critères fixés par les statuts;
- Promouvoir le développement des congrès *en Belgique* en vue d'augmenter leur nombre et leur importance dans les villes membres;
- Entreprendre en commun toute forme de propagande et de publicité en vue de réaliser cette promotion;
- Communiquer aux membres le calendrier des congrès tenus dans l'ensemble des villes membres;
- Informer et éclairer les pouvoirs publics des villes membres sur l'importance économique que constituent les congrès pour leur ville et favoriser la création de bureaux spécialisés dans la promotion des congrès;
- Entreprendre en commun avec toutes les entités touristiques une collaboration visant à renforcer pour les parties la promotion des congrès.

CRITERES:

Pour pouvoir être considérée comme centre de congrès, une ville devrait présenter les caractéristiques suivantes :

1. être desservie par de bons moyens de communications par routes, chemins de fer et par air. Ces moyens de communications doivent être confortables et rapides;
2. être pourvue de services de transport urbains suffisamment nombreux et rapides;
3. disposer soit sur son territoire, soit dans ses environs immédiats, d'un équipement hôtelier suffisant, pour assurer le logement, dans de bonnes conditions, de tous les congressistes;
4. offrir aux congressistes des possibilités de délassement, tels que théâtres, cinémas, concerts, bibliothèques publiques, expositions artistiques, magasins élégants, spectacles de music-hall, sport etc.;
5. être située dans une région touristique permettant d'agréables excursions;
6. disposer d'un Palais de Congrès ou être en mesure de mettre en tout temps à la disposition des organisateurs, des locaux, installations et services analogues à ceux qui se trouvent réunis en permanence dans un Palais de Congrès.



24 ASSOCIATIONS INTERNATIONALES, 1975

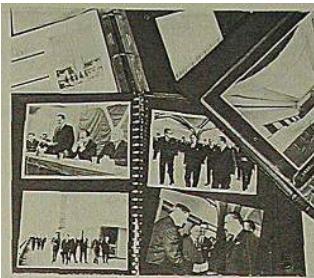
La revue « Congrès en Belgique » dont le tirage est actuellement de 6-200 exemplaires, paraît 4 fois par an et est distribuée gratuitement d'après un fichier établi principalement avec la collaboration de l'Union des Associations Internationales et du Commissariat Général au Tourisme à New York. Ce fichier contient les adresses de toutes les associations internationales, celles de tout le milieu intéressé par l'organisation de congrès (agents de voyages, presse etc.) et celles des associations nationales américaines. Elle est actuellement la seule revue de promotion de congrès contenant et l'activité de ses membres et un calendrier des congrès se tenant en Belgique.

AFFICHE:

1000 exemplaires de cette affiche sont distribués dans les principaux bureaux et postes belges à l'étranger.

DES ALBUMS

reprenant sous une forme illustrée l'ensemble des renseignements relatifs à l'équipement « congrès » offert par les 10 villes membres, ont été envoyés aux principaux bureaux du Commissariat Général au Tourisme, à savoir, Paris, Düsseldorf, Londres, Amsterdam, New-York, Montréal et Rome. Ces albums contiennent également de nombreux renseignements sur les hôtels de ces différents centres. Ils permettent aux délégué du Commissariat de présenter les centres aux personnes intéressées qui se présentent à nos bureaux à l'étranger.



UN BULLETIN INTERIEUR,

paraisant depuis 10 ans au moins deux fois l'an, est stencillé à l'intention des 10 membres et est destiné à les tenir informés des réalisations et des activités des autres pays et villes étrangères dans le domaine des congrès.

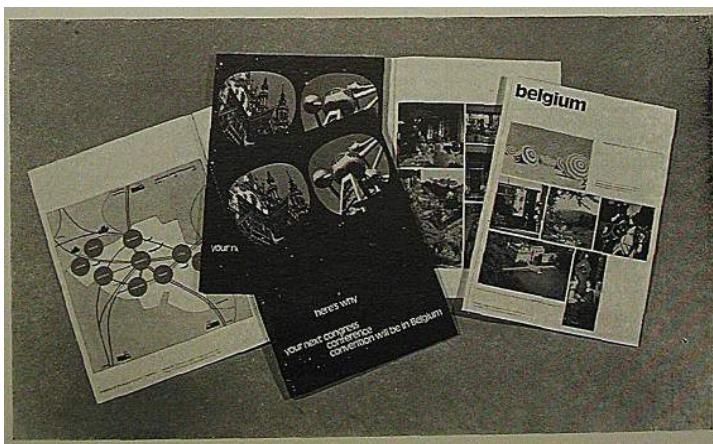


Ci-dessous, dernière née des publications de la Centrale Belge des Congrès la brochure « Here's why

your next congress
your next conference
your next convention **will** be in Belgium »
à laquelle s'ajoute la brochure technique.

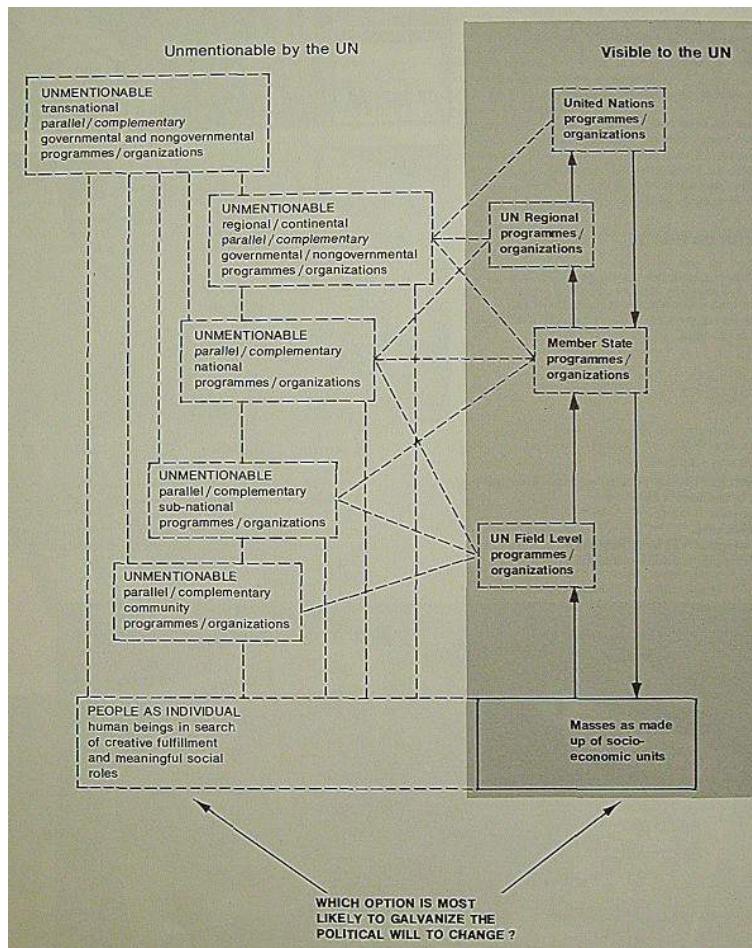
BROCHURE TECHNIQUE :

Celle-ci parut d'abord éditée en quatre langues sous le titre, « La Belgique et son équipement de congrès »; elle se présente à l'heure actuelle sous la forme d'un ensemble de fiches techniques. Elle existe en français et en anglais. Ces mêmes fiches existent également en néerlandais et en allemand sous forme de stencils.



« INVISIBLE » REALITIES

Attempt at a « detailed » model of the United Nations concept of the world social system



Extract from : Popular participation and Its practical Implications for development; note by the Secretary-General. New York, United Nations, 15 August 1974, E/CN.5/496 (Commission for Social Development, 24th Session, January 1975).

Whilst the theme of this « Note » by the United Nations Secretary General of which Parts I, III and VI are reproduced here in extenso is of much interest to international associations concerned with the development process, the Note is remarkable for its total lack of reference to international nongovernmental organizations.

How is it possible to analyze the facilitation of popular participation in development

- without intermediate organizations through which the masses can be informed, « mobilized » and encouraged to participate in the development process ?
- without intermediate organizations through which popular participation in decision-marking can take place ?
- without intermediate organizations through which the development activities of the masses can be channelled and facilitated ?

This lack reinforces our editorial position that the United Na-

The subject of popular participation and its practical implications for development has been discussed by the ECOSOC Commission for Social Development, the Council and the Assembly in connexion with a number of other issues, but not as a separate topic with a view to providing a clear mandate for work in this field. Consequently, this note examines the meaning of popular participation and its practical implications for development as conceived by United Nations bodies and Governments of Member States and discusses possible future national and international action in this area which the Commission may wish to recommend.

The meaning of popular participation...

Although there is as yet no explicit and commonly accepted definition of the term popular participation, it may be inferred from various resolutions adopted by legislative bodies of the United Nations that the term refers to three distinct but closely related aspects of the development process : mass sharing of the benefits of development, mass contribution to development and mass involvement in the decision-making process for development. These three aspects are identified in the recommendation of the Economic and Social Council in its resolution 1747 (LIV) that Governments « encourage wider participation and co-operation in the development process — in setting the goals, implementing the plans and enjoying the benefits of development ».

Popular participation has been identified in a number of resolutions as a desirable goal of development involving equitable distribution of national inco-

me and equality of opportunity. However, it is usually conceived as a means for development, either as mass contribution to the development effort or as broad-based popular involvement in the decision-making process. Several resolutions emphasize that the people should contribute to development and that development is not possible without this. Some of these resolutions underscore the importance of community development in mobilizing mass contribution. Others note the two-way relationship between contribution and sharing, in that increased contribution by the people to the development effort increases the benefits which can be shared and increased sharing of benefits acts as an incentive (or increased popular contribution to development).

While this two-way relationship has long been recognized, recent usage has increasingly emphasized the linkage between popular participation in the decision-making process, on the one hand, and mass contribution to the development effort and mass sharing in the benefits of development, on the other. Concern with people's right to participate in the decision-making process is of long standing; it is expressed in articles 21 and 29 of the Universal Declaration of Human Rights. Moreover, mass involvement in local- or community-level decision-making for community development has also been long recognized. Popular participation in the decision-making process is a relatively new concept arising from the realization that mass contribution to development, mass sharing of the fruits of development and related structural and institutional reform require broader participation of the masses in the decision-making process. Thus, the Declaration

on Social Progress and Development affirms that as a basic means and method for achieving social progress, attention must be given to measures for effective participation of all the elements of society, through organizations and directly in the preparation and execution of national plans and programmes of economic and social development. The relationship between participation in the decision-making process, on the hand, and mass contribution to development and mass sharing in the fruits of development, on the other, was recognized in the General Assembly's resolution [3140 (XXVIII)] on concerted action on the national and international levels to meet the needs of youth and to promote their participation in development. Whether the decision-making process is referred to directly or is implied, it is clear that what is meant is decision-making in a broad sense. Thus, the General Assembly has affirmed that people should be involved at the planning stage, during which policy alternatives are determined and presented to political authorities. The Assembly suggested that « Broad popular participation, not only in the implementation of development programmes but also in the formulation of policies and plans and other forms of decision-making, should be regarded as both an objective and a means of development ». That participation is desirable in routine administrative decision-making, to assure a close co-operation between government authorities and the people, is also evident. This has been underscored in connexion with rehabilitation of transitional urban settlements, administration of agrarian reform, integration of youth in development, integration of women, social security and the aged and regional (subnational) development.

The emergence of an explicit concern with popular participation in the decision-making process may be due to a number of factors. It has been recognized that achievement of the objectives of the International Development Strategy was impeded by - mass poverty, the incapacity of the system of production to provide employment for the growing labour force, and the lack of economic and social participation of broad strata of the population ». In line with this diagnosis, there has been a perceptible shift of emphasis from economic growth to employment, equity and social justice, as was noted by the Committee for Development Planning in its discussions during the first over-all appraisal of the implementation of the International Development Strategy. The Committee also noted that developing countries, collectively, « have exhibited more self-confidence about the feasibility of using alternative socio-political models in pursuit of these objectives while beginning to focus more pointedly on common organizational needs that cut across ideological alternatives ». Among alternative models being favoured are those which emphasize mass participation since participation itself may produce behavioural changes favourable to development, as was noted in both the Quito Declaration, endorsed by the Economic Commission for Latin America, and the General Assembly's first biennial review of the Strategy. There is increasing conviction among Governments that mass participation is an essential ingredient of any policy which requires fundamental changes in individual human behaviour. Thus, as stated in the draft World Population Plan of Action (E/CN.9/299), participation, especially by women, in the formulation of population policies, is a vehicle for changes in reproductive behaviour. Similarly, the Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment (A/CONF.48/14/Rev. 1), referring to the main goal of preserving and « To achieve this goal will demand the acceptance of responsibilities by citizens and communities and by enterprises and institutions at every level, all sharing equitably in common efforts. Individuals in all walks of life as well as organizations in many fields, by their values and the sum of their actions, will shape the world environment of the future... ». The premise underlying these affirmations, which are amply supported by empirical evidence, is that (a) people contribute to and support those efforts about which they have helped decide and (b) the act of participating is, in itself, an educational experience and sustained participation provokes behavioural as well as cognitive changes.

In sum, popular participation and its implications for development can be seen from any of three perspectives : as sharing in the benefits of develop-

ment, as mass contribution to the development effort and as mass involvement in the decision-making process. In order to see clearly the role of popular participation in development, it is necessary to keep in mind all three aspects. However, it is possible to establish a logical order in which the aspects can be considered. As an end or goal of development in its broadest sense, popular participation implies an equitable sharing by the masses of people in the benefits of development. The production of these benefits requires active participation of the people in the development effort, both through direct voluntary contributions in the form of labour and other resources and through foregoing current consumption or otherwise making individual sacrifices and behavioural changes for the common good. Both sharing in the fruits of development and contributing to development optimally require, in turn, the involvement of people in the decision-making process.

worker participation in the development decision-making process. Conferences have been held on the subject and reports published. Moreover, the ILO has a long-standing concern for workers' training, including trade unionism and other subjects relevant to popular participation. In its present programme of work, as well as its 1976-1981 long-term plan, the ILO proposes, under the heading of « Strengthening of labour administration and employers and workers organization », projects in workers' education in connexion with strengthening of trade unions, studies of the nature of workers' education and educational promotion for rural workers. Under the heading of « Co-operatives, rural and related institutions », general studies of co-operative development are anticipated. Finally, in the area of labour law and labour relations, activities connected with the examination of workers' participation within undertakings will continue, with an international meeting on the subject scheduled for the 1974-1975 biennium.

Evolution of international activity in the field of popular participation

The United Nations and other international organizations have always given attention to popular participation. The focus of this attention has shown a steady evolution in two parallel sets of activities. From earliest times, international organizations have concerned themselves with questions of participation as a basic human right, particularly with establishing legal and ethical standards for participation and encouraging the extension and protection of these rights. There has also been a similar continuing concern with popular participation as a practical matter of development policy, approached from the perspective of economic and social analysis.

In its development focus, international activity, in the field of popular participation has shown a steady evolution towards the subject, emphasizing the relationship among participation in decision-making, in contributing to development and in sharing the benefits of development. This evolution, which is reflected in trends in both the United Nations and the specialized agencies, has reflected changing national emphases and has led to the current concern with popular participation as a distinct, unifying development concept. The International Labour Organisation has had a long-standing concern for the participation of workers in the benefits of development and in the use of worker organizations to accelerate industrial and agricultural development. From an initial emphasis on protection of workers' rights and improvement of their conditions, the ILO has begun to deal more extensively with aspects of

The Food and Agriculture Organization of the United Nations has had a long-standing interest in rural co-operatives, agrarian reform, integrated rural development and rural social and economic promotion through extension and training, all of which have relationships with popular participation. In the work programme accompanying its current medium-term plan, there is provision for studies of organizational and socio-legal aspects of agrarian reform, planning of integrated rural development and the economic and social evaluation of training systems, all of which have a potential concern with popular participation. More specifically, FAO is undertaking a small project for « studies, workshops, expert consultation and publications on field training and development of policy and techniques for generating popular participation in co-operatives and other rural organizations ». The current medium-term plan is the first in which this particular subject has been specifically treated in FAO's work programme.

While not listing activities specifically under the heading of popular participation, the United Nations Educational Scientific and Cultural Organization has a standing concern with a number of issues closely related to popular participation. Its medium-term outline plan for 1973-1978 includes work in the areas of socio-economic indicators of development and studies on simulation exercises in environmental management; both of which have relevance for training in and appraisal of participation. There is continuation of UNESCO's long-standing work in the areas of functional literacy training and other forms of non-formal education, which can have important ramifications in terms of training for popular participation. One of the aims of this program-

me is « advancement of knowledge concerning the origination, collection, storage, dissemination, exchange and use of information, in order to promote research and development, facilitate decision-making, make knowledge available to all and create a climate conducive to communication, enabling the individual to participate more actively in the life of the community and the various peoples to understand each other better». To achieve this aim, there are, in addition to general work on mass communications, specific projects on the application of communication media to life-long education, rural development and education for women, as well as projects to help determine communications policies in connexion with development.

While the work of the specialized agencies has considerable relevance to specific aspects of popular participation, according to the respective competences of the different agencies, no agency has attempted to deal comprehensively with the phenomenon. The United Nations has traditionally provided the integrative and co-ordinative framework for activities concerned with popular participation and over-all structural reform. The changing content of this framework has reflected the evolution of development concepts among Member States.

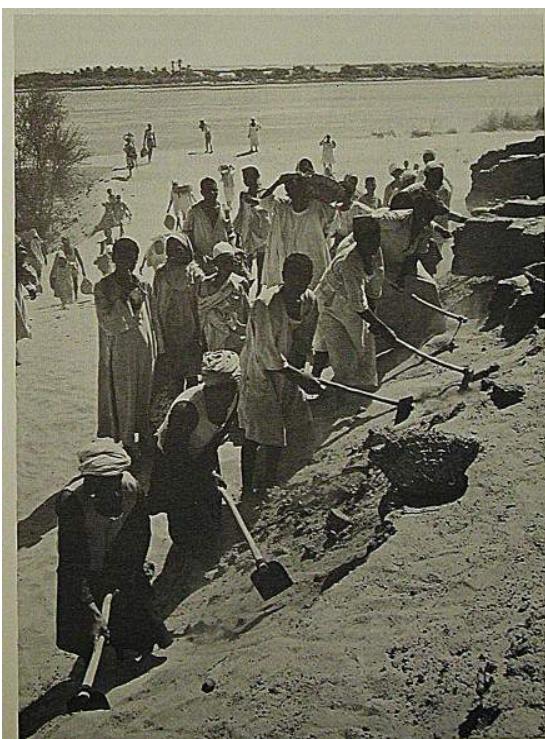
Initial operational concern with popular participation centred on promotion of community development. Community development has always sought to provide a methodological focus to integrate development efforts at the local level through popular control. It has also emphasized the role of the community in contributing its own resources, particularly labour, to development projects. This approach recognized that popular participation must be based on local-level institutions, which must be promoted by Government or voluntary workers trained in community development methods. It further recognized that one means to achieving integrated development programmes is to seek co-ordination at the local level by beneficiaries of development. Moreover, in developing countries where local government was weak, community development has been a major strategy for building local institutions which could form the basis of genuine and effective local government. The concern with methods for achieving participation through promotion of local organizations and training of front-line workers to achieve this has resulted in a large number of publications on community and local government which analyse and synthesize national experience in many countries. A related continuing concern of the United Nations has been to link community development with its emphasis on development from below, to structural reforms and creation of local economic institutions. This has led to work.

jointly with FAO and the ILO, in assessing progress of agrarian reform and the promotion of co-operatives. Here the principal contribution of the United Nations has been in terms of both broad social and economic policy and popular participation. While initially the main emphasis was on community development as one aspect of programmes for structural reform and economic development, continuing diagnosis of development problems has led to the current concern with facilitating participation in all aspects of such programmes, it was with this in mind that the United Nations in 1973 became associated with the Joint Committee for the Promotion of Aid to Co-operatives (COPAC).

As the concept of national planning has gained acceptance, there has been an effort to link local community development to national plans, either by including community development in plans or by developing structures

whereby community-felt needs could be taken into account in planning. It was partly because of the difficulties in directly linking local development activities to national planning that the widespread interest in developing intermediate-level institutions was formed. This resulted in Economic and Social Council resolutions 1086 C (XXXIX) and 1582 (L), which gave emphasis to studying regional (sub-national) and other intermediate-level arrangements as a means for achieving integrated socio-economic development, and to training regional planners and administrators especially in terms of popular participation and other social aspects of development. Implementation of the resolution has given rise to the United Nations Programme of Research and Training in Regional Development in which more than 51 national and international centres are participating.

It has become apparent that structural



Building a new community (Sudan)

Photo WFP/FAO E. Raquazzini

reforms are necessary (or development and that neither isolated local action nor national action without popular support can sustain these reforms. Consequently, the various concerns of the United Nations with local and intermediate level development have merged with the concern of the specialized agencies to achieve a comprehensive conception of popular participation as an indispensable motive and sustaining force in the development process. This broadening of the approach to popular participation may be seen by comparing two United Nations publications. Popular Participation in Development; Emerging Trends in Community Development, which reviewed much of the United Nations experience of 20 years with community development, and Popular Participation in Decision-making for Development, which deals with some of the implications of the broader concern with the concept. There has thus been a distinct evolution in the work of the United Nations, in response to the exigencies of development and the emerging interest of Member States, towards the present concern with popular participation as a broad multisectoral integrative concept.

Possible international action in popular participation

The important role of popular participation in achieving the objectives of development is now well established and a growing number of countries are increasing their efforts to promote popular participation as an integral part of their development strategies, as is reflected in resolutions of United Nations policy-making bodies. At the same time, an absence of popular participation and its effective use in promoting structural reforms necessary for development has been underscored as a major problem area in the implementation of the International Strategy for the Second United Nations Development Decade. As called for in the Declaration on Social Progress and Development, international action should centre on encouraging Governments to utilize more fully popular participation as an instrument for development at all levels by way of international policy formulation and operational activities.

Popular participation in the International Development Strategy

As a first type of international policy action, a concerted effort should be made to ensure that prominence is given to popular participation as an indispensable aspect of current and future global development strategies. The deficiency of the Strategy for the Second Development Decade in this regard was noted by the General Assembly in its resolution 3176 (XXVIII). That resolution further noted that:

« ... existing measures should be adapted and new ones formulated to offset the shortfalls in achieving the goals and objectives of the Strategy, and to keep it responsive to emerging conditions. It is therefore essential not only to implement the policy measures agreed upon but also to seek new areas of agreement, widen the existing ones, evolve new concepts, and seek agreement on additional measures within a time-bound programme » (para.37).

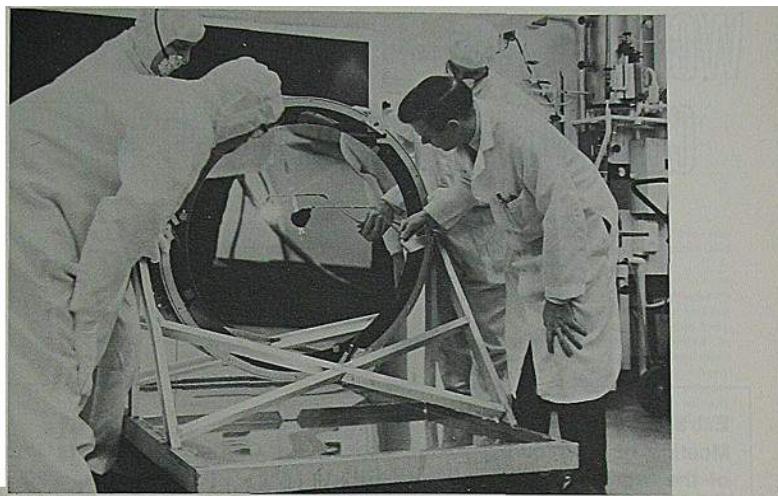
In present assessments of the Strategy, no specific study was made of the role — potential and actual — of popular participation in countries with different ideologies and political systems; nor were guidelines elaborated on how the popular participation concept can be integrated into development strategies. A great deal of work has been done by the specialized agencies in specific areas relevant to popular participation and by the United Nations in connexion with community development and local government, but what is lacking is an integrated concept of popular participation which could become a central feature of international development strategies of this and future United Nations Development decades.

As a second area of international action, further promotion of popular participation strategies at the national level can be encouraged through international policy studies on the application of such strategies in connexion with specific development problems. For example, proposals for studies of national experiences in utilizing popular participation in the development of human settlements have been submitted to the Governing Council of the United Nations Environmental Programme. The ILO is carrying out studies of worker participation in industrial decisions, and FAO studies participation in agricultural co-operatives. The United Nations has undertaken a number of policy studies on popular participation at local levels by way of community development approaches. However, many other important areas also require careful examination at the international level in order to encourage national effort. One such area has been noted in connexion with development of institutional structures at regional and other intermediate levels to facilitate popular participation for balanced socio-economic development. While the potentials of regional development schemes for promoting « development from below » have been noted, the policy implications of increasing popular participation for regional development have yet to be carefully examined. Attention to date has tended to focus on the planning and programming techniques, rather than socio-cultural and politico-administrative aspects of regional development. While a start on remedying this deficiency has been made within the United Nations Pro-

gramme of Research and Training in Regional Development, much work remains to be done. Similarly, with regard to the role of popular participation in co-operative development, efforts could be made to encourage such policy studies in co-operation with other agencies concerned through the Joint Committee for the Promotion of Aid to Co-operatives. A third area of international action is to facilitate the direct exchange of documentation and information on national and international experience in utilizing popular participation in development activities. Since popular participation is largely a domestic issue which must be analysed across many different social and economic systems, international organizations are uniquely suited to organize the flow and exchange of experience. A possible form of action to encourage Governments to accelerate their efforts to promote popular participation would be to provide a documentation and information service on the subject within the United Nations. It should be noted that such a service has already been established at United Nations Headquarters in implementation of Economic and Social Council resolution 1582 (L) on the research and training programme in regional development. This service, which co-operates with a global network of national and multinational centres and institutions for training and research, could provide the framework for exchange of knowledge and experiences in the broader area of popular participation. In the operational field, a great deal of international action on aspects of popular participation has been channelled through technical co-operation and financial assistance. The United Nations, in the field of community development, and the specialized agencies in their respective spheres of competence, have provided expert services, training and equipment to interested Governments. Similarly, international financing organizations have often provided financial backing for programmes with popular participation components. Recognizing that technical co-operation is one of the most effective means of facilitating the exchange of national experience, Governments should consider greater utilization of this form of international assistance to encourage promotion of popular participation at the national level.

Increasing international technical and financial co-operation

As a means for increasing the amount of technical co-operation in popular participation, it may be advisable to elaborate new systems of classification of technical co-operation which can be used to indicate which agencies provide which types of assistance. This might be accompanied by indica-



tions of model terms of reference, so that in undertaking their country programming exercises interested Governments could more easily determine their requirements for assistance in this area. It might be prudent to make recommendations to appropriate inter-agency bodies in this regard. At present, technical co-operation in popular participation is classified under a wide variety of sectoral headings. This in itself makes it difficult for countries to request assistance. The international development banks have indicated an increasing interest in providing financial support to programmes which encourage maximum social effects from development efforts, including supporting programmes which emphasize popular participation. Traditional financing criteria may not be easy to apply to programmes involving extensive popular participation. For this reason, it may be advisable to seek to develop methods for appraising projects with an important popular participation component, which can be applied by both international and national financing authorities. Improving international technical co-operation

Qualitative improvements of technical co-operation should concentrate on the four problem areas which have been noted: promoting mass involvement in development, determining institutional arrangements which can maintain it, developing systems to permit flows of information between the people and the Government, and training of both the people and development officials. To achieve this, the method used in the past has been to prepare materials and documentation

for use both by national officials and international advisers, which synthesize experiences in terms of technical or methodological guidelines based on systematically recorded and empirically studied experiences. The absence of generally accepted criteria for examining these experiences, as well as of a mechanism for disseminating them has hampered such efforts in the past. The existing documentation and information services should provide the framework for collection and dissemination of information, and the United Nations, in conjunction with the specialized agencies, should develop evaluative criteria and methods. With a view to stimulating participation at the local and intermediate levels, there should be analysis of the different techniques which have been found effective in encouraging people to participate in development activities under different conditions, of organizational factors and innovative forms which influence the degree to which levels of participation can be maintained in local-level institutions, and of local-level training techniques that have been found most effective in producing desired improvements in skills and orientations. Many countries are acquiring useful experience in these areas. The 1974-1975 work programme of the United Nations includes provision for initial work in developing methodologies which would permit systematic reporting so that experience can be shared among countries with similar problems.

In the specific area of information flows throughout society, improvements in communication technology

and social science research techniques can help facilitate the systematic collection of information by development programme planners and managers about programme effectiveness at the local level and expedite direct transmission of popular preferences. This requires an examination of methods by which such systems have been designed, appropriate local-level indicators and the application of technology to information processing and retrieval. Work is currently under way at the United Nations Research Institute (on Social Development) on local-level indicators of development. Further work is necessary in terms of defining and applying specific indicators of popular participation at the local level. The United Nations has developed and tested several prototype information systems for monitoring and evaluating integrated socio-economic development programmes at the local and intermediate levels as well as providing short-term advisory services in this area. These pilot activities could be expanded should sufficient interest be manifested by Member States. In conclusion, international action in development has traditionally responded to the changing needs of Member States, with increased attention centring on those aspects of development which appear most crucial at any given time. The results of the First and Second United Nations Development Decades seem to indicate that popular participation is an essential factor in achieving the goals of development, and thus merits greater emphasis in international programmes.

—

WORLD CONGRESS OF PEACE FORCES
CONTINUING LIAISON COMMITTEE

The Working Commission of the Continuing Liaison Committee of the World Congress of Peace Forces decided in London, June 1974 (see opposite page) to prepare a document on the principles to govern the relations between organizations and movements (*).

This first draft was prepared by the Soviet Committee for the World Congress of Peace Forces and discussed in the enlarged meeting of the Steering Committee of the Continuing Liaison Committee of the Congress (Moscow, October 1974). In its present form it is now being distributed to all organizations for comment and discussion.

Any comments should be sent to either of the following :

Oleg Harhardi
Romesh Chandra
Executive Secretary of the Steering Committee
Kropotkina 10, Moscow

Lonnrotinkatu 25 A VI
00180 Helsinki 18.

**COMMUNIQUE
of the
Commission of the Continuing Liaison Committee
of Peace Forces (*) (London, June 22-23, 1974)**

**Extracts from the
Meeting of the Working
of the World Congress**

The first meeting of the Working Committee of the Continuing Liaison Committee of the World Congress of Peace Forces was held in London on June 22 and 23, 1974. Representatives of the following nineteen international organizations attended the meeting : Afro-Asian Peoples' Solidarity Organization, Christian Peace Conference, Council of European National Youth Committees, International Committee for European Security and Cooperation, International Peace Bureau International Union of Socialist Youth, International Union of Students, International Youth and Student Movement for the United Nations, Organization of African Trade Union Unity, Women's International Democratic Federation, Women's International League for Peace and Freedom, Women for World Disarmament, World Association of World Federalists, World Federalist Youth, World Federation of Democratic Youth, World Federation of Scientific Workers, World Federation of Trade Unions, World Federation of United Nations Associations (observer), World Peace Council.

The meeting was also attended by the officers of the Continuing Liaison Committee, by the Chairmen of the commissions of the Congress or their representatives, and by guests from national organizations in four countries who had expressed a wish to take part in the proceedings.

Eighty-five international organizations as well as national organizations in

ninety-six countries of all continents have already officially declared their decision to participate in the work of the Continuing Liaison Committee.

The Working Commission examined in detail proposals for carrying forward and implementing the decisions of the Congress, in the light of international developments. A number of important recommendations for action have been made which are to be communicated to all organizations and movements. According to the principles of the Continuing Liaison Committee each organization decides for itself in which particular field or fields of action it can participate and to what extent and by which methods.

New initiatives and the intensification of actions already being carried out were discussed covering such key questions as :

- saving the lives and obtaining the release of all political prisoners in Chile,
- full implementation of the Paris Peace Agreements on Vietnam,
- peace and justice in the Middle East,
- peace and security in Asia,
- worldwide actions for a comprehensive test ban treaty and for general and complete disarmament,
- support for the Declaration on the Establishment of a New International Economic Order adopted by the recent Special Session of the UN General Assembly,

- protection of the environment,
- cooperation in the economic, scientific, educational and cultural fields,
- human rights and social progress,
- the ending of colonialism and racial discrimination,
- the threats to peace and security by the fascist military regimes in South America, which violate the human rights of their own peoples.

During the discussions special emphasis was made on the need to increase the cooperation between non-governmental public organizations and the United Nations and other intergovernmental organizations. It has been decided to prepare for a large conference on this question next year. A Preparatory Meeting will be held in Copenhagen, on the initiative of the World Association of World Federalists, in October 1974.

The Working Commission set up a small sub-committee to prepare the draft of a Charter of the Principles of Cooperation between organizations and movements — based on the principles of the World Congress of Peace Forces. This draft Charter will be discussed and adopted at a meeting of the full Continuing Liaison Committee to be held next year.

(*) Reproduced from the Bulletin, No. 2 September 1974, of the Continuing Liaison Committee of the World Congress of Peace Forces. For reports on the World Congress of Peace

1974, 1, 9 - 18.

(*) Readers may recall an earlier effort in this direction which constituted
(Milan, 1973) and printed in International Associations, 25, 1973, 3, pages

138-144 (also in: The Open Society of the Future, report of a seminar to reflect on the network of international associations - Brussels, UAI, 1973.
146 pages — several language editions).

**COMITE INTERNATIONAL
DE CONTINUATION ET DES LIAISONS DU CONGRES
MONDIAL DES FORCES DE PAIX**

**Déclaration sur les Principes de
Coopération des Forces de
Paix
(Projet)**

Les organisations, les mouvements, les groupes et les institutions qui rassemblent et représentent les forces de paix de tous les continents et de tous les pays :

SE GUIDANT sur la résolution < Actions de Continuation > approuvée à l'unanimité par le Congrès mondial des Forces de Paix (Moscou, 25-31 octobre 1973), qui précise que ce forum le plus large et le plus représentatif des organisations sociales de tous les courants d'opinions politiques et autres ne marque que le début d'efforts conjugués aux plans national et international en vue de renforcer la compréhension mutuelle et la coopération des forces de paix dans l'intérêt de paix, de la sécurité internationale, du désarmement, de l'indépendance nationale, de la défense des droits de l'homme et du progrès social;

ACCORDANT une importance primordiale à une bonne volonté clairement exprimée et à un désir sincère de contribuer à l'œuvre de la paix, de la coexistence pacifique des Etats, indépendamment de leur régime social, de l'amitié et de la compréhension mutuelle entre les peuples, de l'affermissement de la démocratie, des droits et des libertés de l'homme;

DECLARANT être prêt à agir individuellement et en commun afin :

- de régler en toute justice tous les conflits armés qui subsistent, et de prévenir l'apparition de nouveaux foyers de menace de guerre;
- de surmonter l'actuelle division du monde en blocs politiques et militaires par voie de création de systèmes sûrs de sécurité collective en Europe, puis en Asie et sur d'autres continents;
- de mettre fin à la course aux armements nucléaires et autres, et de parvenir, en fin de compte, à un désarmement général et total;
- de développer la coopération économique, scientifique, technique et culturelle et s'appuyant sur les principes du respect de la souveraineté et d'une complète égalité en droits, de l'avantage mutuel, sans aucune discrimination ni ingérence dans les affaires intérieures l'un de l'autre;

FERMEMENT RESOLUS à parvenir à mettre en œuvre de façon conséquente les objectifs et les principes de l'Organisation des Nations Unies, d'accroître son rôle comme organisation interétatique universelle de la paix, de la sécurité et de la coopération des Etats; à mettre en œuvre efficacement ces résolutions essentielles, visant au renforcement de la paix et à la solution des litiges internationaux par voie pacifique un désarmement général et total; et, notamment, à interdire d'employer de produire, des armes nucléaires, chimiques, bactériologiques, et autres types d'armes d'extermination massive; visant à en détruire les réserves; résolus à liquider définitivement le colonialisme, l'apartheid, la discrimination raciale et à défendre l'environnement;

APPRECIANT hautement la noble activité en faveur de la paix déployée par divers mouvements, groupes, institutions, organisations sociaux, politiques, syndicaux, féminins, religieux, de jeunesse et autres, qui ont contribué à l'instauration d'un nouveau climat politique dans le monde, à l'abolition des barrières de la guerre froide, et au renforcement de la confiance et de la compréhension mutuelle entre les peuples;

**Declaration of Principles for
Co-operation between
Peace Forces
(Draft)**

The organisations, movements, groups and institutions uniting and representing the peace forces of all continents and countries :

RECALLING the « Follow Up Action » resolution unanimously adopted by the World Congress of Peace Forces held in Moscow on the 25-31 October 1973 which stated that this broadest and most representative of assemblies attended by public organisations holding various political and other views marked only the beginning of joint national and international efforts to strengthen understanding and co-operation between peace forces in the interests of peace, international security, disarmament, national independence, human rights and social progress;

REGARDING as being of paramount importance the clearly expressed good will and sincere desire to contribute to the cause of peace, peaceful co-existence between states irrespective of their social system, friendship and understanding among peoples and the maintenance of democracy and human rights and freedoms;

BEING prepared to act on an individual and joint basis in order to :

- reach equitable settlements to all extant armed conflicts and prevent the emergence of further situations liable to produce war;
- overcome the present division of the world into military-political blocs by setting up reliable collective security systems in Europe and, subsequently, in Asia and in other continents;
- terminate the nuclear and conventional arms race and ultimately bring about general and complete disarmament;
- develop economic, scientific, technical and cultural co-operation based on respect for sovereignty and complete equality, mutual benefit, non-discrimination and non-interference in each other's internal affairs;

DETERMINED to work for the consistent implementation of the aims and principles of the United Nations Organisation, the enhancement of its role as a universal interstate organisation for peace, security and co-operation among states, and the effective implementation of its most important resolutions, calling for the strengthening of peace and the solution of international disputes by peaceful means, for general and complete disarmament and, particularly, the banning of the use and manufacture of nuclear, chemical, bacteriological and other kinds of weapons of mass annihilation and the destruction of all existing stocks, for the final elimination of colonialism, apartheid and racial discrimination, and for protection of the environment;

COMMENDING the noble activities in the name of peace conducted by various political, trade union, women's, youth, religious and other public organisations, movements, groups and institutions which have helped to bring about a new political climate in the world, remove the barriers erected by the cold war and strengthen trust and understanding among peoples;

PONTANT que la situation mondiale actuelle exige impérieusement que, au vu des succès obtenus ces dernières années en faveur de la paix, les actions conjointes de toutes les organisations, de tous les mouvements politiques et sociaux se développent, au nom de leurs objectifs et de leur idéaux communs;

PARTANT du fait que l'efficacité d'une action de l'opinion publique sur un développement positif de la situation internationale et sur une solution plus rapide des problèmes internationaux dans l'intérêt de toute l'humanité peut être grandement accrue à condition d'unir et de concerter les efforts à l'échelle nationale et internationale;

CONVAINCUS que les différences de convictions politiques, idéologiques, philosophiques et religieuses ne font nullement obstacle à une coopération fructueuse au nom de la paix; **APPROUVENT** la présente Déclaration et s'engagent à agir avec conséquence pour mettre en œuvre les principes fondamentaux suivants de coopération des forces de paix.

1. Respect de l'indépendance et de l'autonomie des diverses organisations et associations politiques, sociales, professionnelles, culturelles, scientifiques et autres, respect de leurs distinctions idéologiques, politiques et autres, ainsi que de leurs principes organisationnels et de leurs règlements, des particularités nationales et des conditions spécifiques de leur activités;
2. Dialogue vaste, constructif, démocratique en ses formes, supposant un libre échange de vues sur les problèmes d'actualité, sans faire pression ni imposer son point de vue et ses positions à autrui;
3. Égalité en droits complète pour ce qui est de la mise au point et de l'adoption de solutions et de recommandations concertées en matière d'initiatives conjointes et d'actions unies ou parallèles;
4. Droit illimité pour chaque organisation de choisir les formes, les moyens, les orientations et les méthodes de son activité, de définir le caractère et l'importance de sa participation à des actions conjointes ou concertées avec d'autres mouvements et organisations, et droit pour chaque organisation d'agir de sa propre initiative;
5. Confiance réciproque, désir de surmonter l'opinion préconçue, les préjugés, les dogmes et les mythes de l'époque de la guerre froide;
6. Intransigeance envers toutes formes et manifestations d'hostilité et de haine entre les peuples, envers la propagande des idées du fascisme, du militarisme, de la violence, du colonialisme et du racisme;
7. Large information réciproque, aide et soutien dans la réalisation des initiatives décidées en commun.

NOTING that the world situation imperatively demands that the joint actions of all political and public organisations and movements should be further developed and broadened, for the benefit of their common purposes and ideals, on the basis of the successes in strengthening peace registered in recent years;

CONSIDERING that the public can make its impact on the positive development of the international situation and the speedy solution of international problems for the benefit of the whole of mankind many times more effective, provided that it pools its efforts or acts in concert both on a national and international scale;

BELIEVING firmly that no differences of conviction, political, ideological, philosophical or religious, should impede fruitful co-operation in the name of peace;

ADOPT the present Declaration and undertake to mutually and consistently implement the following basic principles for co-operation among peace forces :

1. Respect for the independence and autonomy of the various political, social, professional, cultural, scientific and other organisations and associations, their ideological, political and other differences, and also their organisational principles and regulations, their national peculiarities and the specific conditions of their activities;
2. A wide-ranging and constructive dialogue, democratic in form, which implies the free exchange of opinion on current problems without any pressure being brought to bear on others or any imposing of views and positions;
3. Complete equality in the formulation and adoption of concerted decisions and recommendations regarding joint initiatives and united or parallel actions;
4. The unlimited right of each organisation to select the forms, means, orientations and methods of its activities and to determine the nature and degree of its participation in joint or agreed action with other organisations and movements, as well as the right of each organisation to act on its own initiative;
5. Mutual trust and the desire to overcome the prejudices and biased attitudes, dogmas and myths of the « cold war » period;
6. Rejection of all forms and manifestations of animosity and hatred between peoples, and of propaganda disseminating the ideas of fascism, militarism, violence, colonialism and racism;
7. A wide-ranging exchange of information, mutual assistance and support in the execution of joint initiatives.

Les organisations, les mouvements, les groupes et les institutions, ainsi que les personnalités éminentes (à titre individuel) qui ont déclaré être prêts à coopérer dans l'esprit des principes précités considèrent que le Comité international de continuation et des liaisons institué conformément à la résolution « Actions de continuation » du Congrès mondial des Forces de Paix, est une forme de maintien des contacts et d'une coopération qui répond à ces principes.

Le Comité international de continuation et des liaisons du Congrès mondial des Forces de Paix est ouvert à la participation sur un pied d'égalité de toutes les organisations publiques internationales et nationales intéressées à une coopération multilatérale en vue de mettre en œuvre tout ou partie des décisions et des recommandations du Congrès.

Ce Comité a pour tâche :
— d'assurer la continuité et l'efficacité des efforts en vue de développer la coopération des forces de paix;

The organisations, movements, groups and institutions; as well as various outstanding individuals (in their personal capacity), which have expressed their readiness to collaborate in accordance with the spirit of the principles listed above regard the Continuing Liaison Committee set up under the terms of the « Follow Up Action » resolution of the World Congress of Peace Forces as a means of maintaining contact and co-operation that is fully compatible with these principles.

All international and national public organisations that are interested in multilateral co-operation for the purpose of implementing all or some of the World Congress of Peace Forces decisions and recommendations have the right to participate on an equal basis in the Congress's Continuing Liaison Committee.

The Committee's objectives are :
— to ensure the continuity and effectiveness of efforts to develop co-operation between peace forces;

- d'élaborer en commun des formes acceptables pour tous de poursuite et d'extension de cette coopération;
- de créer les conditions d'une poursuite fructueuse du dialogue amorcé par le Congrès sur les problèmes internationaux d'actualité;
- de contribuer à une information large et multilatérale des organisations et mouvements concernés.

Le Comité dans l'exercice des fonctions sus-mentionnée, ne peut être considéré comme une organisation internationale, se situant au-dessus des organisations et mouvements participant aux activités communes.

Dans toutes ses décisions et initiatives le Comité doit s'en tenir strictement aux principes et règles adoptés par le Congrès mondial, ainsi qu'aux dispositions découlant de l'esprit et de la lettre de la présente Déclaration sur les principes de coopération des forces de paix.

- to jointly devise ways of continuing and expanding this co-operation that would be acceptable to all;
- to create the conditions for the effective continuation of the dialogue on current international problems that was initiated by the Congress;
- to promote broad and comprehensive information of the organisations and movements involved.

In performing its foregoing functions the Committee cannot be regarded as an international organisation standing above all the organisations and movements involved in joint activities.

In all its decisions and the initiatives it may undertake the Committee must strictly abide by the principles and rules adopted by the World Congress, and by the provisions which follow from the spirit and letter of the present Declaration of principles (or Co-operation) between Peace Forces.

Le projet de la présente Déclaration, élaboré et débattu à la réunion élargie du Comité directeur du Congrès mondial des Forces de Paix, tenue à Moscou du 25 au 27 octobre 1974, sera soumis à ratification après qu'il sera modifié compte tenu des amendements, additifs et suggestions apportés par les organisations et mouvements concernés.

This draft Declaration was drawn up and discussed at an enlarged session of the Steering Committee of the World Congress of Peace Forces held in Moscow on the 25-27 October 1974, and is subject to final approval after the incorporation of such amendments, additions and proposals that the interested organisations and movements may submit.

Preparatory Conference of Experts on the Role of Non-Governmental Organisations — Report

Fredensborg Castle, Denmark.

November 8-11, 1974

Following proposals from the World Congress of Peace Forces and the International Continuing Liaison Council which grew out of the World Congress, The World Association of World Federalists was charged with the task of calling a Preparatory Conference of experts to discuss the future role of Non-Governmental Organisations in relation to Inter-Governmental Organisations. The meeting was asked to examine ways of strengthening, the input of NGO's into the United Nations system, and to increase coordination to improve their effective impact. The meeting was also asked to prepare proposals for a large conference of Non-Governmental Organisations. The Preparatory Conference meeting was convened in Fredensborg, Denmark, November 8th — 11th, 1974. Discussing the future role of NGO's, the meeting felt that in view of the growing interdependence between nations and the many emerging new forms of organisations and actions, it

was of importance to strengthen the innovative process regarding decision making on the international level. This process includes strengthening the functioning of the United Nations and enlarging the circle of NGO's which can collaborate in new ways whenever possible in support of the goals of the United Nations whether for action on appropriate programs, or for improved inputs to decision making on the international level.

The meeting pointed to the necessity of expanding further the range and variety of groups of NGO's which are offered the possibility of being heard within the UN system and of providing input into the UN system. Acknowledging that many NGO's have failed to use the channels of influence on UN decisions which are provided by Resolution 1296, and that hearings thus provided have seldom changed the positions of member states, the meeting felt that consideration should be given to introducing a resolution in

the UN General Assembly. This would call for a fuller NGO relationship with all parts of the United Nations, including additional and revitalised mechanisms for hearing NGO's in UN committees. Commissions and other bodies of the General Assembly. A more extensive network of NGO's should also cooperate in the implementation of United Nations decisions as well as decisions of other intergovernmental organisations. To fulfill such tasks, the NGO's themselves should to a growing degree expand their systems of information and communication. They should also try to define, for instance through conferences and consultations, new areas and modes of cooperation, and common action beyond the degree now being undertaken.

To reinforce the process of widening the circle of cooperating NGO's the meeting generally agreed to make the following proposal to NGO's which

provide an expression of public opinion and public interest. A conference should be convened of NGO's affiliated with the UN, and other NGO's at the international and national levels, and invitations should be issued to representatives of governments and intergovernmental agencies. The purpose would be to discuss ways and means to widen the cooperation of all types of NGO's in order to obtain joint influence in the international decision-making process, which is essential to peace and security. The conference would take into account the initiatives and forms of cooperation among existing NGO's.

Such a Conference could be organised in different sections having both an expert character and having a more general character. An International Organizing Committee should be created as an autonomous body with sole responsibility to work out in detail the proposals for such a Conference. This Committee should represent both international NGO's and National NGO's and might invite representatives of inter-governmental organisations. The meeting decided to ask NGO's receiving this report to communicate their views on the report to the World Association of World Federalists acting as convenor. NGO's will also be asked to express their attitude to the proposed Conference, and especially to the proposal for an International Organizing Committee, and to indicate their possible willingness to participate. In making this recommendation (1) the meeting has taken into account the current initiatives within the United Nations secretariat to improve liaison and coordination with NGO's (2), as well as the various activities of NGO coordinating groups.

(1) The expert from the World Federation of United Nations Associations was of the opinion that such a conference is unnecessary.

(2) The meeting reviewed the Secretary General's Preliminary Draft Report on Liaison and Coordination with Non-Governmental Organizations and made a number of recommendations:

representative of the United Nations.

Dr. Shanzaz Alame
Women's Democratic International Federation

Othmane Bennani
AAPSO

Carlos Antonio Carrasco
Secretary General
World Assembly of Youth

Kie Fullerton
WFUNA Representative at UNESCO

Jean George
Chairman, Committee on Non-Governmental Organizations
The Economic and Social Council

Sven Hansen (Observer)
Cooperation Committee for Peace and Security

Rosalind Harris
Conference of NGOs in Consultative Status with UN ECOSOC

Mogens Hasdorf
Danish United Nations Association

Arne Haselbach
Vienna Institute for Development

Anthony Judge
Assistant Secretary General
Union of International Associations

Donald Keys
WAWF United Nations Representative

Kazimierz Kielan
World Peace Council

Ollis Klem
Women's International League for Peace and Freedom

Hartmut König
International Union of Students

Yuri Kovalevko
Soviet Committee of the
World Congress of Peace Forces

Dr. Hermod Lannung

Crigori Lokshin
Soviet Committee of the
World Congress of Peace Forces

Joke S. Mürchow (Observer)
Working Committee for Cooperation for Peace and Security

Jorn Boye Nielsen
World Federalist Youth and ISMUN

Knud Nielsen
International Peoples College

Per Oerbeck (Secretary of the meeting)
Ministry of Foreign Affairs

Curtis Roosevelt
Chief, NGO Section
ECOSOC

Lucy Webster
Executive Committee Chairman
World Association of World Federalists

T. Wisniewski (Observer)
Danish United Nations Association

Opening Remarks

Preparatory Conference of
Experts on the Role of
Non-Governmental
Organisations

Fredensborg, Denmark

by Knud Nielsen

Chairman of the Council of the World Association of World Federalists

Distinguished fellow-delegates.

Our preparatory conference here at Fredensborg — which incidentally means the castle of peace — has a history. The initiative grew out of the discussions of Commission 13 at the World Congress of Peace Forces held in Moscow in October 1973. This Commission dealt with the problems of cooperation between INGOs themselves and between intergovernmental organisations and INGOs. There was in this Commission, clearly, a strong desire to enlarge the cooperation between INGOs and to extend the existing forms of cooperation to both national INGOs and to the many new forms of organisations which have come into existence after the Second World War. Ways and means of cooperation, as well as new modes of operation, were mentioned by some delegates. There was much emphasis on the idea, which in a way became the focus of all the plans, of increasing input into the decision-making process on the international level. Here the United Nations was especially but not exclusively mentioned; relations with other intergovernmental organisations, regional as well as global were included.

At the « follow-up » meeting of the Steering Committee of the Congress in February 1974 in Moscow, Chairmen of Commissions were supposed to point to « future activities ». On that occasion I, as Chairman of Commission 13, proposed to arrange a preparatory conference in Denmark during 1974 to discuss the ideas of enlarged cooperation — enlarged both in scope and in quantity — between INGOs and also national NGOs, with a special view to the possibilities of influencing the decision-making process in intergovernmental organisations, first and foremost with regard to the UN. In addition I proposed the idea of a large conference involving a wide circle of INGOs in 1975 (today I must say that 1976 is more realistic). These proposals were unanimously accepted.

At the first meeting of the International Liaison Council of the Peace Forces in London in June, it was left to the World Association of World Federalist to

plan and arrange the preparatory conference.

It is this conference which we open today.

There is of course a general background to such ideas. There is only ONE earth ! The World is one in INTERDEPENDENCE, not that we are highly integrated in the world at large, let alone happily united, but interdependent we are. As a result we become much more aware of the differences between nations, cultures and other human groups. Only when neighbours are forced to cooperate intimately do the differences really begin to matter.

There are clearly a variety of causes for all this. Important, is undoubtedly technology, whether communication technology, production technology or military technology. In the course of history, a world trade has emerged and big markets, environmental problems, energy problems, etc., and last but not least, the global security problem. This (and other factors) constitutes the « One World Aspect ». In « counterpoint » are the many new sovereignties, the many new interest groups and groups of organised citizens, and new intergovernmental organisations. In short, the differentiation process.

Another aspect of the emerging world order is the network of Non-governmental Organisations. We find enumerable organisations and groups standing for at least as many interests. Especially important in the context, are the International Non-governmental Organisations. A number of them have consultative status with the UN (ECOSOC), or with other UN Specialised Agencies. Others just have « relations with the UN ». But many organisations have no relations with the UN nor with other intergovernmental organisations. Many new forms of organisations have seen the light in recent years ; the Liberation Movement, the different forms of Action Groups, etc. With the groups of NGOs, we must of course include National Organisations, both national affiliates of INGOs and purely national organisations. These may have international ideas and ideals, as part of

their ideologies, eg many trade unions. If we want to develop democratisation on the international level as well as on the national one, it will be necessary to make NGOs conscious of their possibilities in the broadest sense of the word. The many INGOs in consultative status with the UN have a very important role to play here. They have experience and contacts, and should certainly neither be kept out nor abstain from the process which should be discussed at this preparatory conference. That would be a tragic misunderstanding. The purpose is to enlarge in an historic process the scope and the number of NGOs taking part in decision-making on the international level.

We should discuss the calling of a very large Conference in 1975-1976, involving representatives from all types of NGOs, which can be specified and which are relevant to the purpose, that of debating increased NGO interaction and cooperation, and of defining the lines of this increased joint action, and especially, where possible, the lines for joint influence in decision-making at the UN and other intergovernmental organisations. This point cannot be overemphasised. But it must NOT be understood as an underestimation of the work already being done to enlarge the INGO input into the UN and its agencies, nor should it be looked upon as an endeavour to create new organisations, but rather to revitalise and enlarge those already in existence. This large conference — we might perhaps describe it metaphorically as a first shot to trigger off a chain of events — could take the form of the extension of a conference of one organisation or another already in consultative status within the UN system. Perhaps it ought to be a very specific type of conference ? It should be clearly understood that the key to the development lies in the cooperation and joint actions of the NGOs themselves. The relationship with the UN, however, is of primary importance.

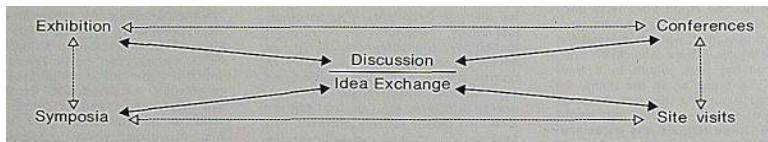
Perhaps we should jointly struggle to create a « new point of input » with regard to the UN, notably that of the General Assembly. —

**Comments
Invited**

**Provisional
Programme**

- what is « social innovation » ?
- what should « social innovation » include at this time, and what does it exclude ?
- how does social innovation relate to other approaches to social change, such as « social development » ?
- is it still possible and useful to envisage meeting occasions of this type, in the light of the uncertainty of the immediate future and the vulnerability of such arrangements ?
- what additional safeguards are required to increase the possibilities of success in this difficult domain ?

Paris - 1976



Substructure set up by :

- The International Organizing Committee
World Forum - Social Innovation
20, rue Laffitte. 75009 Paris - France.
- National Coordinating Committees.

Under the initiating auspices of :

- Mankind 2000
1, rue aux Laines
1000 Brussel - Belgium.
- Centre d'étude des Conséquences Générales des Grandes Techniques Nouvelles C.T.N.
20, rue Laffitte, 75009 Paris - France.

With the support of :

- National Institutions
- International Institutions
- Well-known international figures
Contacts now being made

Social Innovation	Social Development	Social Engineering	Human Resource Development
? ?	? ?	? ?	? ?
Social Catalysis	Human Development	Social Transmutation	? ? ? ?

LE PROBLEME - THE CHALLENGE

L'humanité est confrontée à des situations de plus en plus complexes. Le nombre et la diversité des problèmes à résoudre et des crises à subir augmentent sans cesse. Leur imbrication et l'accumulation de leurs effets négatifs sur les êtres humains deviennent chaque jour plus évidentes. La complexité et l'ampleur de tant de difficultés font prendre les décisions à des niveaux de plus en plus élevés, donc de plus en plus éloignés des personnes qu'elles affectent et de leur participation personnelle. Une crise politique et sociale menace tout l'avenir de la société.

La qualité de la vie de l'individu comme celle de la communauté changent rapidement et, par bien des aspects, se détériorent; les progrès technologiques prévisibles vont accélérer le rythme des changements, apportant plus de promesses de vie enrichissante mais aussi plus de dangers possibles ou probables.

L'humanité, dans sa lutte séculaire contre les pénuries, a réussi à créer des institutions dont l'objectif était l'abondance matérielle (à travers l'agriculture, l'industrie et le commerce). Mais elle n'a pas encore créé d'institutions capables d'aider des masses considérables de personnes à trouver elles-mêmes les moyens de leur promotion personnelle dans le sens que chacun pourrait souhaiter.

Bien des conflits, parmi les plus graves auxquels l'humanité doit faire face, proviennent de l'interaction de forces sociales, économiques, technologiques, politiques et psychologiques; ils ne sauraient plus être résolus par des approches fragmentaires de disciplines isolées. Le temps n'est plus où des programmes peuvent être lancés sans tenir compte de leur impact social, où une technologie peut être développée sans tenir compte du contexte social ou des conséquences sociales qu'ils peuvent déclencher. Bien souvent, le diagnostic est erroné, les remèdes proposés suppriment les symptômes au lieu d'attaquer les causes fondamentales, ou conduisent à des interactions imprévues qui ne peuvent qu'aggraver encore la complexité des problèmes. Une simple modification de politiques qui se sont déjà révélées défectueuses ne redressera pas la situation. La science de la prévision est aujourd'hui trop souvent employée pour rendre plus effectivement mauvaises des situations déjà mauvaises par nature. Il faut trouver de nouvelles approches plus sensibles aux besoins et aux aspirations de la globalité de la personne.

Confronté à ces problèmes, l'individu éprouve confusion, désespoir et frustration. Dans une large mesure les organisations n'ont pas su apporter de réponses suffisantes ou adaptées à la nouvelle complexité des problèmes. On manque de programmes réalisistes, pragmatiques et novateurs qui puissent soulever l'enthousiasme et galvaniser la volonté politique de changer. Le manque d'initiatives créatrices aboutit au présent climat de faillite. Pour la promotion de la personne, ne doit-on pas chercher dans l'innovation sociale l'équivalent de ce que fut peut-être, au siècle dernier, l'innovation technique pour l'abondance matérielle ?

It is widely acknowledged that mankind is faced with an increasingly complex challenge. The number and diversity of problems and crises with which society is confronted continue to increase. The interrelatedness of these problems and their cumulative negative effect on human beings become daily more apparent. Complexity and the large scale of many problems are forcing decisions to be made at levels where individual participation of those affected is increasingly remote, producing a crisis in political and social development which threatens the whole future of society.

The quality of individual human life and that of the community is changing rapidly and in many senses deteriorating; foreseeable technological developments will have a still greater influence, presenting both opportunities for a richer life and a multiplicity of attendant dangers.

Humanity, in its struggle against hardship, has succeeded in creating institutions whose objectives are material affluence (through agriculture, industry and commerce). But, because of the difficulties resulting from increasing social complexities, institutions have not yet been created which are capable of aiding the vast mass of people to find the means for their own development in the direction which each desires.

Many of the most serious "conflicts facing mankind result from the interaction of social, economic, technological, political and psychological forces and can no longer be solved by fractious approaches from individual disciplines. The time is past when individual programmes can be promoted without consideration of social consequences and when technology can be allowed to develop without consideration of the social prerequisites of change or the social consequences of such change. Diagnosis is often faulty. Remedies proposed often merely suppress symptoms rather than attack the basic cause or else lead to unforeseen interaction between programmes, which only serves to aggravate further the problem complex. Mere modification of policies already proved to be inadequate will not result in what is right. Science in planning to-day is too often used to make situations which are inherently bad, more efficiently bad. New approaches are required, sensitive to the needs and the potential of the whole person.

In the face of this challenge there is general bewilderment, hopelessness and frustration on the part of the individual. Conventional organizational responses have to a large extent failed and are no longer perceived as having a significant or adequate effect on the new problem complexes. The lack of creative initiative results in the present atmosphere of bankruptcy. Might not social innovation for personal development offer the equivalent of what was accomplished in the century past by technical innovation for material affluence ?

The Intended Response

Conscious social innovation is an emerging approach. It is undoubtedly already present in the form of techniques, concepts and prototype projects. But these are often isolated, unknown and difficult to locate and interrelate. They are often difficult to bring to the attention of decision-makers and the general public upon which the latter depend for their support.

The purpose of the World Forum on Social Innovation is to offer a framework and focal point in time, possibly once every two years,

- within which implemented social change projects and prototypes can be exhibited;
- from which large scale projects in the neighbouring area can be visited;
- at which the responsible organization executives, decision-makers and general public can meet and be exposed to each others' ideas, to informed criticism and to views concerning future possibilities;
- within which researchers can meet and, confronted with implemented projects, clarify the principles,

concepts and dynamics of social innovation;

- within which, above all, a process can be initiated which will build up sufficient momentum to maintain, facilitate and support the activities of all those engaged in the general movement for social innovation.

It is intended that this framework should offer a means of obtaining an overview of the range of social change techniques available (and their side-effects and contra-indications) to render more explicit the methods of:

- designing viable social change projects;
- choosing between very different approaches with similar results;
- interrelating the techniques used, and the projects to which they give rise, in order to respond to problem complexes;
- substituting alternative approaches for contra-indicated techniques.

Forum Themes

The exhibition stands, site visits, conference presentations and meetings arranged through the Organizing Committee will respond to social innovation themes which stress the following :

— The Impact on the human person and the quality of life — the focus is on the psycho-social conditions reinforced by characteristic features of social structures rather than on detailed questions internal to the relevant disciplines.

— The interrelationship, interdependence and complementarity of psycho-social structures and any socially-oriented innovation to them — as well as the possibility of substituting one innovation process for another in order to facilitate the same outcome.

— Presentations and exhibits which argue from working examples as illustrative of implemented social innovation principles, rather than those which are primarily descriptive or primarily theoretical — preferably guarding against excessive detail and attempting to supply a sense of perspective over the range of possibilities, alternatives and constraints in relation to a given approach.

These themes will be considered in connection with projects focussing on one or more structures such as :

- Innovation of organizational and administrative structures.

L'objectif

Cette innovation sociale est naissante. Sans doute s'est-elle déjà manifestée dans une quantité d'initiatives sous forme de techniques, concepts et projets prototypes. Mais ceux-ci sont souvent dispersés, mal connus et, par là même, difficiles à identifier et à relier les uns aux autres. Dans ces conditions, il est difficile aussi d'attirer l'attention des responsables qui, pour prendre les décisions adéquates, ont besoin de l'appui, voire de la pression d'une opinion publique sensibilisée sur ces problèmes.

Le but du Forum Mondial d'Innovation Sociale est donc de proposer périodiquement — tous les deux ans par exemple — un cadre

- * où seraient rassemblés et présentés des projets et des prototypes d'innovation sociale;
- * qui pourrait être le point de départ de visites de projets à grande échelle, mis en œuvre dans la région;
- * où les représentants d'institutions et de collectivités, les responsables de la décision, le grand public puissent se rencontrer, s'informer, exposer et critiquer leurs idées et leurs vues sur les possibilités d'actions futures;

• où les chercheurs puissent se rencontrer et, confrontés avec les problèmes pragmatiques de mise en œuvre des projets, clarifier les principes, les concepts et la dynamique de l'innovation sociale;

- où, surtout, un mouvement puisse être amorcé, une cohésion suffisante élaborée pour entretenir, encourager et soutenir les activités de tous ceux qui sont engagés dans l'innovation sociale.

Ainsi pourrait-on acquérir une vue d'ensemble des techniques existantes d'innovation sociale — avec leurs effets secondaires, leurs succès et leurs échecs — et mieux expliciter les méthodes qui aideraient :

- à concevoir des projets valables d'innovation sociale;
- à choisir entre approches très différentes susceptibles d'aboutir à des résultats comparables;
- 4 à combiner les techniques employées et les projets auxquels elles donnent naissance afin d'aborder les problèmes complexes;
- à remplacer des techniques contre-indiquées par de nouvelles approches.

Les thèmes

Les expositions, visites, conférences et réunions proposées par le Comité d'organisation mettront en évidence les thèmes de l'innovation sociale concernant surtout :

- la personne humaine et la qualité de vie; en insistant sur les conditions psycho-sociales plutôt que sur des problèmes spécifiques relatifs aux disciplines mises en jeu;
- les interrelations, l'interdépendance et la complémentarité des structures des systèmes ou de toute innovation de caractère social, ainsi que la possibilité de substituer un processus novateur à un autre pour aboutir plus aisément au résultat prévu;
- les présentations et expositions qui, à partir d'exemples concrets, illustrent la mise en œuvre des principes d'innovation sociale plutôt que celles qui sont avant tout descriptives ou, au contraire, théoriques — en évitant un excès de détails et en essayant de faire percevoir l'ensemble des possibilités, alternatives et contraintes d'une approche donnée. Ces thèmes seront étudiés en liaison avec des projets d'innovation centrés sur une ou plusieurs structures, telles que :
- les structures administratives et institutionnelles;

- Innovations of technological systems,
- Innovation of economic systems,
- Innovation of designed environments,
- Innovation of social decision-making, control and participation systems,
- Innovation of legal structures,
- Innovation of energy systems,
- Innovation of information systems,
- Innovation of public information and media communication,
- Innovation of conceptual structures and belief systems.

In every case, preference will be given to:

- « Blueprints » for projects which can be distributed widely and used, whether :
- low resource projects,
- decentralized, open, high resource projects,
- centralized, open, high resource projects.
- the concept and design of « catalytic » products or devices which can be made widely available to stimulate and facilitate the social innovation process by the manner in which they

change the user's relationship to his Social environment.
change the users relationship to his Social environment.

The Forum will be an open framework — a marketplace for innovation projects for all budgets — within which organizations and individuals looking for projects which respond to the social problems in their own environments can be exposed to other organizations and individuals together offering a wide range of project blueprints. The assembled expertise should help to initiate and facilitate the evaluation process by which a particular project or approach is finally selected. (There is an international display every two years at Le Bourget of the Range of technological innovation in the field of the materiel available for air transportation and space-exploration — an occasion which is a world market, a meeting-place for specialists, and also an attraction for hundreds of thousands of people).

The organizers of the Forum have been impressed by the urgent need for some equivalent occasion at which to display and discuss the range of projects available for organized action against social problems).

Structure and participation

Provisional size and direction
Exhibition

50 large stands for organizations and enterprises to present their approaches and achievements, particularly for large-scale projects.

100 smaller stands for other organizations to present their approaches and achievements, possibly in more specialized areas.

(In both cases, the nature of the presentation to be made will be approved in advance by a committee to ensure that the stands together give an adequate overview of the range of social innovation trends. It is important to distinguish clearly between techniques and projects based upon an explicit methodology and awareness of the social variables to be taken into account and more conventional projects which are essentially an adaptation of the results of past experience.) Further space, and stand units, will be made available for other groups to present their perception of social innovation projects (and their failures). Smaller organizations with common interests are encouraged to combine

- les systèmes technologiques;
- les systèmes économiques;
- l'aménagement des cadres de vie;
- les systèmes de prise de décision, contrôle et participation sociale;
- les structures juridiques;
- les systèmes d'information;
- l'information du public et des média de communication;
- les structures conceptuelles et les systèmes de croyance.

Dans chaque cas on accordera la préférence :

- aux projets qui peuvent être largement diffusés et répétés, qu'il s'agisse
 - de projets relativement peu coûteux;
 - de projets ouverts et décentralisés à financement élevé;
 - de projets ouverts et centralisés à financement élevé;
- à la conception et à la réalisation de « catalyseurs » aisément disponibles pour stimuler et encourager les processus d'innovation sociale en modifiant les rapports entre l'utilisateur et son environnement social.

Le Forum constituera un cadre ouvert

- un marché pour des projets d'innovation à la portée de tous les budgets

— où les représentants des organisations et les personnes individuelles puissent se rencontrer, présenter, comparer ou confronter leurs programmes et leurs projets.

Une telle réunion devrait aider à créer le climat favorable à l'étude puis à la sélection des projets. Il y a eu Bourget, tous les deux ans, une exposition des innovations technologiques relatives aux transports aériens et à l'exploration spatiale : c'est l'occasion d'un marché mondial et d'une rencontre de spécialistes en même temps qu'une attraction pour des centaines de milliers de visiteurs. Les organisateurs du Forum ont été marqués par l'urgence nécessitant d'un événement analogue où puissent être, de la même manière, exposés et étudiés des projets d'action structurés afin de faire face aux problèmes sociaux.

Structure et participation

Propositions provisoires

Exposition

- 50 grands stands pour permettre à des organisations et à des entreprises de présenter leurs recherches et leurs réalisations et plus particuliè-

rement leurs projets à grande échelle;

- 100 stands plus petits pour permettre à d'autres organisations de présenter leurs recherches et leurs réalisations, éventuellement dans des domaines plus spécialisés.

Dans l'un et l'autre cas, la nature de la présentation aura préalablement reçu l'approbation d'une Commission de façon que l'ensemble des stands puisse donner une image globale et fidèle des domaines et des tendances de l'innovation sociale. Il est important de faire clairement la distinction entre des techniques et des projets fondés sur une méthodologie explicite et la connaissance des variables sociales qui doivent entrer en ligne de compte d'une part et, d'autre part, des projets conventionnels qui sont surtout une adaptation des résultats d'expériences passées.

- de l'espace et des stands seront réservés à d'autres groupes désireux de présenter leur perception des projets d'innovation sociale (et leurs échecs);
- les organisations plus restreintes qui ont en commun certains sujets d'intérêt seront invitées à se grouper pour présenter leurs diverses réalisations dans un ou plusieurs stands collectifs.

into viable groupings (or the purpose of presenting their separate achievements on a joint stand and servicing the stand during the exhibition).

Conference series

Each morning in the main conference hall well-known personalities will make presentations or act as panelists. This series of 10 sessions (2 per morning) will give an overview of the social innovation process and direct attention to expected, and desirable future developments. The results will be published in book form. Some sessions may be by invitation only.

Symposia series

Each afternoon (or possibly in parallel with the morning conference) in the many committee and small conference rooms, a variety of meetings will be held on topics related to social innovation. These meetings may be of the following types :

- Meetings of specialists arranged in advance by the Forum Organizing Committee to develop a theme important to the advancement of social innovation;
- Meetings arranged in advance by collaborating organizations wishing

to use the opportunity of the Forum framework, and the presence of people interested in themes related to social innovation, in order to focus on some matter of special interest to the organization.

— Meetings arranged during the Forum by any grouping of people desiring to explore some theme which has emerged spontaneously during discussion or as a result of other meetings, exhibits or visits to projects in the neighbouring area. In each case, such meetings may be by invitation only, or also open to observers, or conceived purely as a means of dialogue with any interested in the chosen theme.

Site visits

Interested participants will be able to take conducted tours of selected sites in the will be able to take conducted tours of selected sites in the neighbouring area which illustrate the consequences of the social innovation process.

Forum dynamics

The challenge

The Forum is itself an exercise in social innovation:

— firstly in that it attempts to catalyse, facilitate and support a new orientation to problems involving principally personal development and human well-being,

— secondly in that, the conventional approaches to the organization of meetings of such scope are increasingly whenever, as in this case, it is important to ensure that there is adequate interaction between people from different sectors and disciplines and with differing degrees of awareness of the problems under discussion.

To succeed, therefore, the Forum must itself be the subject of social innovation techniques and devices.

The intended response

The objective of the organizers is to ensure that whatever the background and immediate interests of the Forum participant (whether member of the general public or visiting decision-maker), the dynamics of the occasion will enable the person to make mutually beneficial contact quickly with those people and organizations with which he shares a common interest and style of action. This contact process will be nurtured by the setting to ensure that the maximum number of such contacts lead to the conception and implement-

Les Conférences

Chaque matin des personnalités de renom feront des exposés ou présideront des « panels ». Une dizaine de sessions (deux par matinée) donneront une vue globale du processus d'innovation sociale et orienteront l'attention sur les développements possibles, désirables ou prévisibles. Les travaux seront publiés. Certaines sessions pourraient se dérouler seulement sur invitation.

Le Symposium

Tous les après-midi (ou même simultanément aux conférences du matin) diverses réunions pourront se tenir en comité restreint sur des sujets relatifs à l'innovation sociale.

Les réunions pourront revêtir les caractères suivants :

- réunions de spécialistes préparées à l'avance par le Comité d'organisation du Forum afin de discuter sur un thème important pour le progrès de l'innovation sociale;
- réunions préparées à l'avance par des organisations collaborant au Forum et désireuses de profiter de son cadre et de la présence de personnes intéressées pour discuter de certains sujets plus spécifiques;
- réunions organisées pendant le Forum pour tout groupe désireux d'ex-

plorer un thème qui aura pu spontanément émergé des discussions, être le prolongement d'autres réunions ou surgir à la faveur de l'exposition ou des visites de projets en cours de réalisation (cf. ci-dessous).

Dans chaque cas, les réunions pourront se faire sur invitation seulement, être ouvertes aux observateurs ou encore être conçues comme un instrument de dialogue privilégié entre personnes soucieuses des mêmes problèmes.

Les visites

Des visites de sites, choisis dans la région pour la façon dont ils illustrent les conséquences des processus d'innovation, pourront être organisées à l'intention des participants intéressés.

La dynamique du forum

Le problème

En lui-même le Forum est un exercice d'innovation sociale :

- en premier lieu, dans la mesure où il cherche à faciliter et promouvoir une nouvelle orientation de tout ce qui touche fortement à la promotion personnelle et au bonheur des individus;

• en second lieu, pour éviter la stérilité et la déception qui accompagnent de plus en plus fréquemment des réunions de cette envergure, il importe tout particulièrement que les participants venus de disciplines et de secteurs d'activité variés, plus ou moins bien avertis des problèmes soumis à discussion, puissent trouver un terrain favorable à la discussion.

L'objectif

Les organisateurs visent à s'assurer que, quels que soient la formation et les sujets d'intérêt des participants (qu'ils fassent partie du grand public ou soient des responsables de la décision), le déroulement de la manifestation leur permette d'établir rapidement des contacts mutuellement profitables avec les personnes ou les organismes adéquats. Les organisateurs s'efforceront de faciliter ce processus afin que le plus grand nombre possible de contacts de ce genre puissent aboutir à la conception et à la mise en œuvre de nouveaux projets d'innovation sociale.

Les méthodes proposées
1) Juxtaposition de l'exposition, de la conférence et des symposia, ainsi que des lieux informels de discussion (restaurants, cafés, bars, etc.) pour faciliter le passage d'un type de réunion à un autre;

talion of further social innovation projects.

Facultative methods

1. Spatial juxtaposition of exhibition, conference, symposium facilities, and informal discussion areas (restaurants, cafés, bars) to facilitate movement from one meeting mode to another.

2. Parallel programming of symposia and conferences on the main aspects of social innovation to permit participants to follow directly related themes. Emphasis on making available a space/time framework within which related or unrelated meetings can be pre-arranged or spontaneously set up in response to the emergence of new discussion themes.

3. Stimulation of meeting dynamics. Increasingly the weak points in meeting dynamics are the speaker and the chairman (however brilliant or prestigious). Their strategic advantages permit them to sidetrack the debate onto issues perceived to be a waste of time for the majority or for an enthusiastic minority, and to discourage and frustrate participants interested in greater interaction with the speakers and with participants holding interesting views. A new device will be available

to permit participants to develop new communication patterns within each Forum meeting in parallel with (and as an additional input to) the formal operation of the meeting.

4. Facilitation of participant contact. Extensive use will be made of computer profiles of the participants (distinguished by background, function, interest and contact types desired), the pre-arranged meetings, the spontaneously emerging meetings, the exhibit stands, and the site visits. Each participant will periodically be able to obtain personalized suggestion lists identifying:

- people present that he could usefully contact at identified times,
- planned exhibits, visits and meetings that he could usefully attend,
- proposals for meetings related to his concerns which his registered interest would help to concretize.

As the meeting develops, participants' will be encouraged to modify their profiles in response to emergent themes and meeting opportunities open to them, or to initiate their own meeting proposals. The continual rescheduling of times and meeting rooms would be carried out in response to the changing interests, priorities and commitments of participants.

2) organisation parallèle de symposia et de conférences sur les principaux aspects de l'innovation sociale, afin de permettre aux participants de suivre les discussions portant sur des thèmes voisins; importance attachée à la mise à disposition de temps et d'espace pour organiser ou susciter spontanément des réunions liées à l'émergence de nouveaux thèmes de discussion.

3) stimulation de la dynamique des réunions. Si brillants ou prestigieux soient-ils, le conférencier et le président freinent souvent le déroulement de la manifestation. Les avantages < stratégiques > de leur position leur permettent de faire dévier sur des sujets perçus comme une perte de temps pour la majorité ou pour une minorité enthousiaste, de décourager et de frustrer les participants intéressés par une discussion avec les orateurs ou avec d'autres participants présentant des idées intéressantes.

Un nouveau système permettra aux participants de renouveler les schémas de communications dans chacune des réunions, d'apporter un souffle nouveau au style de la réunion.

4) encouragement systématique des contacts entre les participants. On utilisera le plus possible le profil de cha-

Sponsorship, support and participation

The challenge

Each initiative in response to any range of social problems is bedevilled by the well-known conventional pattern of frictions between the organization and individuals who believe themselves to be principally concerned. The positive support or leadership offered by any given organization or individual tends immediately to provoke the negative response of others, however complementary their functions may be. However justified, such dynamics threaten the viability of any initiative, irrespective of any general consensus on the gravity of the problems faced in this time of crisis.

Just as innovation is required in the content of organized response to social problems, so it is also required in the manner in which seemingly incompatible organization and individuals can combine their efforts and resources in support of any such response.

The intended response

The Forum is conceived as an open framework which can attract the support

que participant établi sur ordinateur (faisant intervenir formation, fonction, domaines d'intérêts, types de contacts désirés), les réunions préalablement organisées, celles qui émergeront spontanément, les stands d'exposition, les visites. Chacun des participants pourra périodiquement se procurer des listes de suggestions personnalisées mentionnant où et quand il pourra :

- rencontrer les personnes susceptibles de l'intéresser;
- assister aux expositions, visites et réunions qui pourraient être les plus intéressantes pour lui;
- être informé des propositions de réunions portant sur ses sujets de préoccupation et susceptibles de l'aider à les concrétiser.

Au cours du Forum, les participants seront conviés à faire part de leurs réactions vis-à-vis des thèmes qui seront discutés, à saisir les possibilités de rencontres qui leur seront proposées ou à prendre aux-mêmes l'initiative de nouvelles rencontres.

Comité de patronage, financement et participation

Le problème

Toute initiative répondant à une catégorie de problèmes sociaux est faussée

par l'organigramme classique et bien connu d'organisations et de personnes qui croient être les principaux intéressés. L'appui ou les directives proposées par une organisation ou une personne tendent immédiatement à provoquer une réaction négative de la part des autres, si complémentaires que puissent être leurs rôles et leurs fonctions.

Si justifiée soit-elle, une telle attitude, indifférente à tout consensus général sur la gravité des problèmes mis en jeu en ces périodes de crise, est de nature à menacer la bonne fin de n'importe quelle initiative.

Tout comme il faut innover dans le contenu d'une réponse structurée aux problèmes sociaux, il faut aussi innover pour inciter des organisations et des personnes, apparemment incompatibles entre elles, à joindre leurs efforts et leurs ressources pour atteindre les objectifs visés.

La méthode proposée Le Forum est conçu comme un cadre ouvert qui peut attirer l'appui et la caution d'une grande variété d'institutions et de personnalités. On espère que des différences fondamentales (d'approche, de niveau de connaissances, de style d'action, etc.) pourront s'intégrer dans ce cadre et se refléter dans

and sponsorship of a wide variety of organizations and personalities. It is hoped that genuine differences (whether of approach, level of expertise, style of action, etc.) can be contained by the framework and reflected in the meetings scheduled by each school of thought and representative grouping.

Sponsorship and support

The following are being approached with a view to sponsorship or active support of the Forum as a whole:

- Intergovernmental institutions,
- International associations (non-governmental),
- National organizations,
- Key-enterprises, specializing in social innovation (whose participation as exhibitors will constitute the guarantee for the financial viability of the Forum),
- Individual personalities.

Key national organizations with expertise in social innovation are being invited to function as coordinating centers to promote participation in the Forum from each such country. (They themselves are encouraged to use innovative techniques to respond creatively to the challenge noted above.)

Committees

An appropriate structure of Committees including a Scientific Committee is being established (principally from the above categories) in order to focus operational and financial support for the Forum and ensure the quality of the final result.

Participation

Organizations (or possibly governments in the case of developing countries) with innovative social programs are invited to participate individually or collectively as exhibitors or sponsors of their own meetings within the Forum framework (and whether or not they wish to sponsor or support the Forum as a whole). They will include:
— Intergovernmental organizations,
— International associations,
— National organizations and groups,
— Enterprises.

Both decision-makers concerned with social program formulation and members of the general public affected by them are invited to participate actively in the Forum. Their presence, interaction and satisfaction will be a principal measure of its success.

des diverses expositions et présentations, ou dans le style des réunions préparées par chacune des écoles de pensée ou chacun des groupes représentés.

Patronage

Des contacts sont en cours avec :

- des organisations intergouvernementales;
- des organisations internationales non gouvernementales;
- des organisations nationales;
- des entreprises qui ont fait la preuve de leur intérêt pour l'innovation sociale;
- des personnalités connues.

Des organisations nationales importantes, ayant une certaine expérience en matière d'innovation sociale, sont pressenties pour promouvoir et coordonner la participation au Forum des ressortissants de leurs pays respectifs.

(Elles sont elles-mêmes encouragées à user de techniques novatrices pour répondre au problème ci-dessus.)

Comité»

Les institutions et les personnalités évoquées ci-dessus seront conviées à figurer dans différents comités (dont

un comité scientifique, un comité international et des comités nationaux) pour centraliser les contributions financières et opérationnelles et assurer la bonne fin du Forum.

Participation

Les organisations — ou peut-être les Gouvernements, dans le cas des pays en voie de développement — qui ont des programmes d'innovation sociale Sont invités à participer à titre individuel ou collectif pour exposer ou parrainer leurs propres réunions dans le cadre du Forum (qu'ils désirent ou non parrainer ou soutenir l'ensemble de la manifestation).

Ce seront :

- des organisations intergouvernementales;
- des associations internationales;
- des organisations et des collectivités nationales;
- des entreprises.

Sont également invités à participer activement au Forum les responsables qu'intéressé la formulation de programmes sociaux et les représentants du public auquel ils sont destinés; leur présence, leur participation et leur satisfaction seront la principale mesure du succès du Forum.

Meeting Psychosocial Dynamics

(proposed for **World Forum for Social Innovation** — see pages 38-44)

Innovation 1 : A Communication Device for Meeting Participants

For those who are unfortunate enough to be obliged to attend meetings on a rather frequent basis, the frustration of having to put up with meandering agendas, chairmen and speakers can make such occasions a great disappointment. Why is it that society has produced such a stylized set of rules to govern the conduct of meetings and carefully isolate currents of protest ? Granted that there must be some order, but why in the process does the «sense of the meeting» often get distorted ?

Given all the new devices available to enable the chair to speak to the floor and control the use of microphones by participants, why have no devices been developed to enable the participants to indicate their sense of the meeting independently of the chairman's interpretation of it ? The button on the microphone is only used by the participant to indicate to the technician that he has permission to speak after the chairman has recognized his « eye-catching » activities. Voting boards, where they exist, are merely time savers at the end of a debate and do not facilitate the on-going debate dynamics.

What does a participant constrained to his seat want to be able to do during the course of a meeting ? Personal experience suggests the following :

1. indicate that it is time that the meeting moved onto the next point on the agenda (agreed one can raise this as a point of order, but the dynamics usually force most people to suffer in silence).
 2. indicate that it is time the next speaker was heard (meeting dynamics usually make one appear very rude if one suggests that the current speaker sit down),
 3. indicate that the current speaker should stick to the point (even the most respected speakers need to be reminded that they have drifted onto some «hobby-horse » topic).
 4. indicate agreement with the point the speaker is making (clapping at the end of every sentence or paragraph is only suitable in certain types of meeting and with certain types of argument; surely there must be a more subtle way of giving the speaker positive feedback).
 5. indicate disagreement with the point that the speaker is currently making (boiling, or hissing and table thumping are not techniques which can be widely used without rapidly becoming counter-productive, at least for the practitioner).
 6. indicate inability to understand what the speaker is getting at (a speaker can be abstruse because he assumes knowledge that some participants lack. A bit of feedback would encourage him to develop his point).
- Now most people would like to make known any of the above views anonymously — for fear of being labelled as obstructionist and for fear of offending the speaker, who may well be a personal friend or colleague. To achieve this, the following device is suggested.
1. Each participant could be equipped with a set of six switches or buttons corresponding to each of the above points. Such a set is a very low cost item and suitable devices are undoubtedly available on the market.
 2. These switches could be linked up such that there is one outgoing wire onto which all switches of all participants are hooked, and six return wires to which the appropriate switch from each participant is hooked. This is therefore a simple system and does not require a high-cost, multiple-return cable.
 3. The six return wires pass into a counter which totals the number of switches of a particular type in the on-position. Such counters exist on the market.
 4. The totals are then displayed as six parallel sets of figures on a display board. Display boards of this type do exist. Such a board is not vital. If necessary the totals could be read off the counters and transferred manually to the simplest type of board (even a blackboard).

What is the result of all this ? At any given moment the sense of the meeting on a number of key points (and more could be added) is available for all to see. Speakers receive much more precise feedback. The chairman is given a much clearer indication of the sense of the meeting, and participants know what he knows, and the chairman knows it. In effect, instead of the flow of information being from the chair to the floor, there is now a complementary counter-flow.

The use of such a device would introduce much more immediacy into debates, since at every moment a continuing vote on their course is being recorded. (That would make interesting research data if recorded in parallel with a verbal record of the debates. At present, the dynamic nature is embedded in lengthy periods of monologue during which participants are frozen into passivity).

Enthusiasm for this approach suggests variants and extensions, for example when a total reaches a particular percentage of possible, a light could be switched on. Spare switches could be allocated to permit participants to follow the meeting's response to new points as they emerged as of special interest. But perhaps of more interest, and less easy to implement, is the possibility of arranging for participant-participant information flows so that sub-group formation could be facilitated as opposition or support for a particular issue crystallized, a

Innovation 2 :

Utilisation d'un Programme d'Ordinateur

Fiches individuelles à remplir lors de l'inscription (éventuellement avant la réunion)

1. Visiteur non-spécialiste
2. Visiteur spécialiste
3. Participant invité à assister aux colloques/conférences
5. Participant-spécialiste eminent
6. Participant non-spécialiste "eminent".

Contenu des fiches individuelles

- a) Souhaits (*peuvent être modifiés par la suite*)
 1. Sujets d'intérêt (à pointer selon le degré d'intérêt).
 - possibilité d'ajouter d'autres sujets d'intérêt au catalogue soumis à chaque participant.
 2. Méthodes préférées de traitement de tels sujets (à pointer selon le degré d'intérêt).
 - possibilité d'ajouté d'autres méthodes au catalogue soumis à chaque participant.
 3. Contexte désiré (rencontre individuelle, documentation, visite guidée, conférence, colloque, etc.)
 4. Etc.
- b) Disponibilité (*peut-être modifié par la suite*)
 1. A quelles catégories de personnes permettriez-vous qu'on signale votre disponibilité dans le cas d'une similarité d'intérêt ?
 2. Dans quel contexte (rencontre individuelle, petit groupe, conférence) ?
 3. Quelle période maximum ?
 4. Que pouvez-vous apporter à des séances collectives ?
 5. Etc.

Fiches collectives à remplir (par l'organisateur)

1. Par stand d'exposition
2. Par conférence
3. Par colloque
4. Par visite
5. Par séance audio-visuelle (cinéma).

Contenu des fiches collectives

- a) Buts principaux (*peut-être modifié par la suite*)
 1. Sujets d'intérêt (à pointer selon le degré d'importance relative)
 - possibilité d'ajouté d'autres sujets d'intérêt au catalogue soumis à chaque participant ou d'après d'autres ajoutés à ce catalogue.
 2. Méthodes de traitement (à pointer selon le degré d'importance relative)
 - possibilité d'ajoutés d'autres méthodes de traitement au catalogue soumis à chaque participant ou d'après d'autres ajoutés à ce catalogue.
 3. Types de contact préféré (à pointer selon le degré d'importance relative).
 4. Etc.
- b) Délimitation de la participation (*peut-être modifié par la suite*)
 1. A quelles catégories de personnes permettriez-vous qu'on signale la disponibilité de votre organisation dans le cas d'une similarité d'intérêt.
 2. Nature de la participation de votre organisation au Forum (soit description technique du stand, colloque, etc. par rapport à sa capacité d'absorption de contact).
 3. Disponibilité pour renseignements, documentation, contacts ultérieurs, etc.

Actions

Ces fiches sont toutes enregistrées sur ordinateur. Le programme ordinateur a pour but de fournir périodiquement (soit 2 à 5 fois par jour), surtout lors du Forum :

1. A chaque participant : une liste personnalisée des personnes avec lesquelles il pourra avoir un contact utile (et pour lequel il y a compatibilité de disponibilité).
2. A chaque organisateur « d'événement » décidé : une liste des personnes qui manifestent un intérêt pour l'événement dans sa conception actuelle (d'après leur fiche-profil).
3. A chaque organisateur « d'événement » envisagé ou proposé : une liste des personnes qui manifestent un intérêt pour l'événement dans sa conception actuelle (d'après leur fiche-profil).
4. A tout le monde : une nouvelle redistribution des salles et du temps disponibles pour les réunions et visites, d'après l'intérêt manifesté, le nombre d'intéressés potentiels, et les contraintes physiques et de parallelisme des séances sur des sujets connexes.

Réactions

A la lecture de ces listes, les participants et organisateurs d'événements peuvent modifier leurs fiches-profs (soit par fiche, soit par terminal) ou peuvent agir pour prendre contact avec les personnes ou événements identifiés. La conception et l'utilisation de ce programme devraient être étudiées pour trouver des moyens de convoquer des réunions de contact au sein du Forum. A ces réunions et les personnes identifiées spécifiquement comme compatibles/disponibles, et les personnes qui pourraient (à un niveau de probabilité inférieur) trouver des contacts utiles, seraient rassemblées pour faciliter un contact rapide à une heure et un endroit précis.

D'autres utilisations de ce système pourraient être envisagées, notamment après le Forum dans le contact permanent avec certaines catégories de participants.

**6e congrès International
sur l'Organisation des Congrès —
Kyoto 1-4 décembre 1975**

Sous le patronage de l'Union des Associations Internationales; l'Association Internationale des Palais de Congrès; l'Office National du Tourisme Japonais.



LES VOYAGES

Outres les simples voyages aller-retour, différents voyages pré et post congrès seront organisés pour les participants au 6e congrès international sur l'organisation des congrès. A titre exemplatif nous publions ci-dessous deux projets de voyages qui permettront aux futurs participants de se faire une idée des possibilités qui leurs seront offertes. Le programme définitif et détaillé de ces voyages est à l'étude et sera publié prochainement.

PROJET N° 1

26 novembre 1975 : Départ d'Europe via Moscou
27 novembre 1975 : Arrivée à Tokyo
28 et 29 novembre 1975 : Tokyo journées libres
30 novembre 1975 : Départ pour Kyoto; voyage en « Bullet » train
1-4 décembre 1975 : Kyoto, 6e congrès international sur l'organisation des congrès
5 décembre 1975 : matinée libre à Kyoto; après-midi départ pour Tokyo par le « Bullet » train; soirée libre à Tokyo
.6 décembre 1975 : journée libre à Tokyo; en fin d'après-midi départ pour l'Europe en avion
.7 décembre 1975 : arrivée en Europe.

PROJET N° 2

du 27 novembre au 5 décembre 1975: même programme que pour le projet n°1.
6 décembre 1975 : Transfert de Kyoto à l'aéroport d'Osaka; envol pour Hong-Kong; arrivée à Hong-Kong dans l'après-midi
7 décembre 1975 : Visite de Hong Kong dans la matinée; après-midi libre, soirée à bord d'un restaurant flottant
8 décembre 1975 : Hong Kong
9 décembre 1975 : Départ vers Bangkok ou arrivée en fin de matinée
10 décembre 1975: Visite de Bangkok; dîner et soirée Thai
11 décembre 1975: Bangkok: excursion au marché flottant
12 décembre 1975: Bangkok: journée libre; dans la soirée départ vers Paris.
13 décembre 1975: Arrivée à Paris et retour vers les villes d'origine.

A titre indicatif, les prix établis en septembre 1974, comprenant le voyage en classe economy, le logement en chambre simple, les diverses excursions et transferts s'élevait à FB 36.000,— pour le projet n° 1 et FB 52.450,— pour le projet n° 2.

PRE- AND POST-CONGRESS TOURS

Apart from the straightforward return air travel, pre- and post-congress tours will be organized for the participants at the 6th International Congress on Congress Organization.

As an example of what is on offer, we are publishing two projected tours to give future participants an idea of the possibilities open to them. The detailed programme for these tours is being finalised and will be published soon.

PROJECT N° 1

26 November 1975: Departure from Europe (or Tokyo (via Moscow - Siberian Route))
27 November 1975: Arrival Tokyo
28-29 November 1975: Both days free in Tokyo; optional sightseeing tours available on request
30 November 1975: Transfer from Tokyo to Kyoto by « Bullet » train
1st to 4 December 1975: 6th International Congress on Congress Organization
5 December 1975: Day free in Kyoto until afternoon departure by « Bullet » train for Kyoto
6 November 1975: Free until evening transfer to Tokyo Airport for flight to Europe
7 December 1975: Arrival in Europe.

PROJECT No 2

27 November-5 December 1975: same programme as for Project no. 1.
6 December 1975 : Transfer from Kyoto to Osaka airport, departure for Hong Kong; arrival at Hong Kong during afternoon
7 December 1975 : Sightseeing in Hong Kong during morning; free afternoon; evening aboard a floating restaurant
8 December 1975: Hong Kong
9 December 1975 : Departure for Bangkok or arrival towards noon
10 December 1975: Sightseeing in Bangkok; Thai dinner and evening
11 December 1975: Bangkok: excursion to floating market
12 December 1975: Bangkok: free day; evening departure for Paris
13 December 1975: Arrival in Paris and departure for cities of origin.

As an indication of price, those quoted in September 1974, which include the economy class return air ticket, single room accommodation, and the various excursions and transfers, are 36.000,— BF for project n° 1 and 52.450,— BF for project n° 2.



YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

1974

2nd SUPPLEMENT Changes of address and/or name

#299 (nouveau nom)
Fédération européenne des travailleurs du bâtiment
et du bois dans la Communauté

#321
Committee on Science and Technology in Developing
Countries.
Comité de la science et de la technologie dans les pays
en voie de développement (COSTED)
Indian Institute of Science, Bangalore -
560012 India.

#338 (new name - nouveau nom)
IOMTR Committee for Europe, (ICE)
Commission Europe de l'IOMTR (CEI)
Eisenhowerlaan 126, 's Gravenhage, Nether-
lands.

#449
Council of European National Youth Committees
Conseil européen des comités nationaux de jeunesse
rue du Cornet 120, B-1040 Bruxelles.

#454
Council of Industrial Federations of EFTA
Conseil des fédérations industrielles de l'AELE
c/o Sveriges Industriforbund, Artillergatan
34, Box 5501, 114 85 Stockholm.

#485
EEC Association of the Processed Cheese Industry
(ASSIFONTE)
Association de l'industrie de la fonte de fromage de
la CEE
Schedestr. 11, D-5300 Bonn.

#549
European Association for Contemporary History
Association européenne d'histoire contemporaine
Palais universitaire, Place de l'Université,
F-67000 Strasbourg.

#560
European Association for the Study of Liver
Association européenne pour l'étude du foie
Sec. S. Erlinger, Unité de recherches de
physiopathologie hépatique, Hôpital Beau-
jon, 100 Bd du Général Leclerc, F-92110
Clichy.

#579
European Association of Refrigeration Enterprises
Association européenne des exploitations frigori-
fiques
172 avenue de Cortenbergh, B-1040 Bruxel-
les, T. 735.81.70.

2e SUPPLEMENT Changements d'adresse et/ou de nom

#613
European Centre of Public Enterprises
Centre européen de l'entreprise publique
rue de la Charité 15, B-1040 Bruxelles.
T. 219.14.84, 219.15.65.

#699 (new-name)
European Convention for Constructional Steelwork
Convention européenne de la construction métallique
Adm. SG. H.B. Evers, Weena 700, P.O.B.
20714, Rotterdam 3, Netherlands.

#721
European Federation of Associations of Industrial
Safety and Medical Officers
Fédération européenne des associations d'ingénieurs
et de chefs de service de la sécurité et des médecins
du travail
Sec c/o The Institution of Industrial
Safety Officers, 222 Uppingham Road, Leicestershire, UK. T. 0533 768424.

#735
European Federation of Manufacturers of Corrugated
Board
Fédération européenne des fabricants de carton
Ondulé (FEFCO)
37 rue d'Amsterdam, F-75008 Paris.

#770 (new name - nouveau nom)
European Gas and Oil Control Manufacturers Asso-
ciation
Association de fabricants européens d'appareils de
contrôle pour le gaz et l'huile (AFECOGAZ)
Siège social et SG/Registered office and
SG Luchthavenlaan 16-18, B-1800 Vilvoorde.

#777
European Group for the Study of Lysosomes
Groupe européen pour l'étude des lysosomes
Sec. Dr E. Reid, Wolfson Bioanalytical
Centre, University of Surrey, Guildford
GU2 5XH, UK.

#782
International Hop Growers Convention
Comité international de la culture du houblon (CICH)
SG Dr Peter Pavlic, Titova 19, 61000 Ljubljana,
Yugoslavia.
Siège social /Registered office 2-3 rue du
Houblon, F-67000 Strasbourg.

#855
European Society for Pediatric Nephrology (ESPN)
Société européenne de néphrologie pédiatrique
Sec. (1974-1979) Oskar H. Oetiker, MD

Head Div. Red. Nephrology, Univ. Children's Hospital, Freiburgstr. 23, CH 3010 Berne.

#902
European Union of Women
Union européenne féminine
The Baroness Elles, Conservative Party
Headquarters, 32 Smith Square, London
SW 1P 3HH.T. 222-9000.

#918
Experimental Psychology and Animal Behaviour
Section of the IUBS
Section de psychologie expérimentale et de comportement animal de l'IUBS
Sec. Prof. H.E. Adler, Department of Animal Behavior, American Museum of National History, Central Park West 79th Street, New York, New York 10024.

#946
Federation of International Civil Servants' Associations (FICSA)
Fédération des associations de fonctionnaires internationaux
Room D. 203, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10. T. 30.60.11 Ext. 3360.

#956
Federation of Semi-Official and Private International Institutions established in Geneva
Fédération des institutions internationales semi-officielles et privées établies à Genève
17 av. de la paix, CH-1202 Genève.

#1048
Inter-American Association of Industrial Property
Association interaméricaine de propriété industrielle
Perm. Sec. J. Otamendi, Montevideo 1972,
Casilla 4056, Buenos Aires, Argentine.

#1159
International Amateur Radio Union
Union internationale des radio amateurs
Région 1, 51 Petits Lane, Romford RM1 4HJ UK.
#1205
International Association for Religious Freedom
Association internationale pour la liberté religieuse
SG Rev Diether Gehrmann, Fischerfeldstrasse 14, D-6 Frankfurt 1.T. (0611)28.85.74.

#1218
International Association for the Exchange of Students for Technical Experience
Association internationale pour l'échange d'étudiants en vue de l'acquisition d'une expérience technique
SG K. Köchle, Rämistrasse 101, CH-8006 Zurich.

#1232
International Association for the Scientific Study of Mental Deficiency (IASSMD)
Association internationale pour l'étude scientifique de l'améritation mentale
Sec. Dr. D.A. Primrose, Royal Scottish National Hospital, Larbert FK5 4EJ, Scotland. UK.

#1755
International Council of Societies of Industrial Design (ICSID)
Conseil international des sociétés d'industriel design avenue Legrand 45, B-1050 Bruxelles.

#1762
International Council of Voluntary Agencies
Conseil International des agences bénévoles
Exec. Dir. Cyril Ritchie, 17 av. de la Paix, CH-1202 Genève.

#1795
International Economic History Association
Association internationale d'histoire économique
SG Prof Pierre Jeannin, Centre de Recherches Historiques, Maison des Sciences de l'Homme, 54 Bd Raspail, F-75007 Paris.

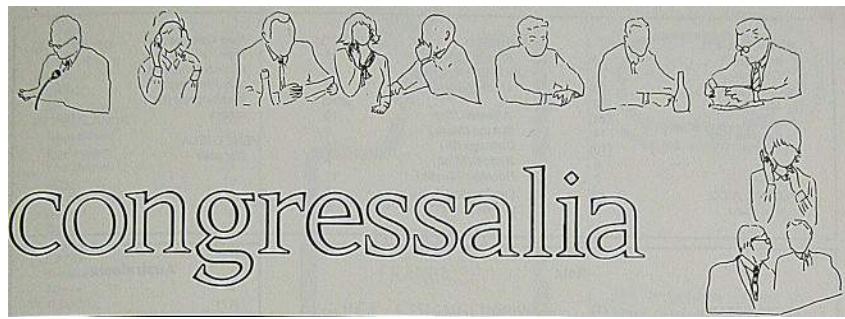
#1916
International Federation of Forwarding Agents Associations
Fédération internationale des associations de transitaire et assimilés (FIATA)
BP 177. CH-8026 Zurich.

#1981
International Federation of Popular Travel Organisation (IFPTO)
Fédération internationale des organisations de tourisme social
rue Haute 42, B-1000 Bruxelles.

#2805
Service Civil International
CH-6743 Bodio/TI, Monti di Bodio.

#2943
Mankind 2000
Humanité 2000
1 rue aux Laines, B-1000 Bruxelles.

#4177 (new name)
United Nations Economic Commission for Asia and the Pacific (ESCAP)
(same address). C. ESCAP Bangkok.



congressalia

**Geographical Distribution of International Congresses in 1973
by Continents, Countries and Cities. © Copyright UAI 1974.**
**Répartition Géographique des congrès internationaux organisés en
1973, par Continents, Pays et Villes.**
Reproduction Interdite.

*Le chiffre entre parenthèses indique le nombre total de réunions tenues dans le pays
The figure in parenthesis indicates the total number of meetings held in the country*

	Africa				
ALGERIA	(3)	MAURITIUS	(1)	TANZANIA	(1)
Alger	3	Port-Louis	1	Dar es Salam	1
CAMEROON	(2)	MOROCCO	(4)	TUNISIA	(12)
Yaounde	2	Meknes	1	Tunis	10
ETHIOPIA	(9)	Rabat	3	others	2
Addis Ababa	9	NIGERIA	(7)	UAR	(27)
GHANA	(9)	Ibadan	3	Alexandria	1
Accra	7	Lagos	4	Cairo	26
others	2	REUNION Island	(1)	UGANDA	(3)
IVORY COAST	(7)	Saint-Denis	1	Entebbe	1
Abidjan	7	SENEGAL	(6)	Kampala	2
KENYA	(15)	Dakar	6	UPPER VOLTA	(2)
Nairobi	15	SOUTH AFRICA	(14)	Ouagadougou	2
LIBERIA	(1)	Cape Town	3	ZAIRE	(2)
Montevideo	1	Johannesburg	7	Kinshasa	2
LYBIA	(4)	others	4	ZAMBIA	(3)
Tripoli	4	SUDAN	(2)	Lusaka	3
MADAGASCAR	(4)	Khartoum	2	not fixed	2
Tananarive	4	TOGO	(3)		
MALI	(1)	Lome	3		145
Bamako	1				
America					
ARGENTINA	(15)	Ottawa	10	ECUADOR	(7)
Buenos Aires	11	Toronto	20	Quito	7
Cordoba	2	Vancouver	8	EL SALVADOR	(2)
others	2	others	13	San Salvador	2
BAHAMAS	(1)	CHILI	(18)	GUATEMALA	(6)
Nassau	1	Santiago	18	Guatemala City	6
BARBADOS	(1)	COLOMBIA	(17)	HONDURAS	(2)
Bridgeport	1	Bogota	10	San Pedro Sula	2
BRAZIL	(28)	Medellin	5	JAMAICA	(7)
Brasilia	1	others	2	Kingston	7
Rio de Janeiro	18	COSTA RICA	(9)	MEXICO	(27)
others	9	San Jose	9	Mexico City	20
CANADA	(89)	CUBA	(3)	others	7
Montreal	38	Havana	3		

NETHERLANDS	
ANTILLES	(3)
Curacao	3
NICARAGUA	(3)
Managua	3
PANAMA	(14)
Panama City	14
PERU	(10)
Lima	8
others	2
PUERTO RICO	(2)
San Juan	2

TRINIDAD	(1)
Port of Spain	1
URUGUAY	(9)
Montevideo	9
USA	(330)
Atlantic-City	10
Boston (Mass)	9
Chicago (Ill)	16
Detroit (Mich)	8
Houston (Texas)	12
Las Vegas (Nv)	14
Los Angeles	8

New Orleans (La)	7
New York (Ny)	39
Philadelphia (Pa)	12
San Francisco	21
Washington (DC)	42
others	132
VENEZUELA	(15)
Caracas	15
	619

Asia

AFGHANISTAN	(1)
Kabul	1
ARAB EMIRATES	(2)
Abou-Dhabi	2
CEYLON	(8)
Colombo	8
CYPRUS	(13)
Nicosia	13
HONG KONG	(3)
Hong Kong	3
INDIA	(32)
Bombay	6
New Delhi	21
others	5
INDONESIA	(8)
Denpasar	1
Jakarta	7
IRAN	(5)
Teheran	5
IRAN	(2)
Baghdad	2
ISRAEL	(66)
Haifa	10
Jerusalem	33
Tel Aviv	19
others	4
JAPAN	(44)
Kyoto	7
Tokyo	35
others	2

JORDAN	(1)
Amman	1
KOREA South	(4)
Seoul	4
LEBANON	(12)
Beirut	12
KUWAIT	(6)
Kuwait	6
MALAYSIA	(5)
Kuala Lumpur	4
Port Dickson	1
PAKISTAN	(2)
Islamabad	1
Lahore	1
PHILIPPINES	(15)
Manila	13
others	2
SINGAPORE	(12)
Singapore	12
SYRIA	(4)
Damas	4
TAIWAN	(1)
Taipei	1
THAILAND	(16)
Bangkok	16
VIETNAM South	(1)
Saigon	1
	263

Australasia

AUSTRALIA	(66)
Brisbane	6
Canberra	8
Melbourne	15
Perth	6
Sydney	21
others	10
Fiji Islands	(3)
Nadi	1
Suva	2
NEW CALEDONIA	(4)
Noumea	4
NEW GUINEA	(2)
Boroko (Papua)	1
Port Moresby (Papua)	1
NEW ZEALAND	(12)
Auckland	3
Wellington	4
others	5
TAHITI	(2)
Papeete	2
	89

AUSTRIA	(113)
Badgastein	5
Innsbruck	9
Salzburg	6
Vienna	78
others	15
BELGIQUE	(195)
Brussels	102
Liège	56
others	37
BULGARIA	(18)
Sofia	5
Varna	13
CZECHOSLOVAKIA	(85)
Liblice Castle	15
Prague	48
others	22
DENMARK	(53)
Copenhagen	41
others	12

FINLAND	(32)
Helsinki	18
others	14
FRANCE	(316)
Bordeaux	6
Cannes	15
Marseille	14
Nice	10
Paris	143
Strasbourg	29
Versailles	12
others	87
GERMANY, Dem Rep	(6)
Dresden	4
others	2
BERLIN, East	(3)
BERLIN, West	(37)
GERMANY, Fed Rep	(166)
Bonn	8
Cologne	25

Dusseldorf	11
Frankfurt / M.	5
Hamburg	10
Munich	44
others	63
GREECE	(42)
Athens	26
others	16
HUNGARY	(50)
Budapest	41
others	9
ICELAND	(7)
Reykjavik	7
IRELAND	(50)
Dublin	40
others	10
ITALY	(166)
Florence	14
Milan	4
Rome	94

Venice	10
others	44
LUXEMBURG	(9)
Luxembourg	9
MALTA	(3)
MONACO	(27)
Monte Carlo	27
NETHERLANDS	(79)
Amsterdam	30
Rotterdam	12
The Hague	21
others	16
NORWAY	(33)
Bergen	10
Oslo	15
others	8
POLAND	(37)
Warsaw	23
others	14
PORTUGAL	(12)
Lisbon	12
RUMANIA	(17)
Bucharest	15
others	2
SPAIN	(112)
Barcelona	32
Madrid	45
others	35
SWEDEN	(69)
Göteborg	5
Stockholm	38
Uppsala	5
others	21
SWITZERLAND	(232)
Baste	5
Berne	15
Geneva	117

Lausanne	14
Lucerne	8
Zurich	40
others	33
TURKEY	(12)
Ankara	7
Istanbul	5
UK	(287)
Brighton	14
Cambridge	8
London	160
Manchester	10
others	95
USSR	(31)
MOSCOW	16
others	15
YUGOSLAVIA	(58)
Belgrade	16
Zagreb	20
others	22
AFRICA	2357
AMERICA	145
ASIA	619
AUSTRALASIA	263
EUROPE	89
	2357
	3473



Le home-école « Pré-Fleuri » situé à 1200 m d'altitude dans les Alpes 6 villages s'Ollon Suisse, est dirigé par M & Mme Sékaly, président de l'Association des Hommes d'enfants et Instituts de la région. C'est un établissement

côtoient une cinquantaine d'enfants de 2X3 à 10 ans représentant parfois plus de quatorze nationalités différentes.
Durant les hivers 1973 et 1974, en collaboration avec la Swissair S.A. M. & Mme Sékaly ont accueilli plusieurs groupes de jeunes de neige, accompagnés de leurs institutrices, venant d'Abidjan, de Ouagadougou et de Libreville. Pour le 1975 deux voyages sont organisés depuis la Grèce et la Roumanie.

L'équipement sportif se compose d'un parc de jeux privé de plus de 15.000 m² à l'écart de la circulation automobile, doté d'une piste et d'un terrain de football. On peut pratiquer les sports d'été et d'hiver : ski, patinage sur glace nataction, tennis, équitation et sports d'équipe sous la direction de nombreux spécialistes.

L'enseignement de français et les cours de vacances sont également inscrits au programme des activités.



THE PRINTING OF CONGRESS DOCUMENTS

by Dr. Enzo Buongiorno

The organisation of a congress is perhaps an art, but an art with its own rules and its own technique, which must pay homage to experience and technical knowledge among those who contribute to the preparation and execution of the necessary services concerned with its undertaking. In fact it must be taken into consideration today, that the congress, as well as being a particularly cultural, scientific, political and religious phenomenon, has become also an economic phenomenon, which must take into account marketing philosophy, availing itself of the modern forms of technological programming.

We maintain, in the light of our experience, that the study and graphic formulation of printed matter concerning the congress is fundamental. In fact the printed matter is the means of promotion and of publicity most effective for the congress, representing the selling of a service, and as such must aim, in the best possible way, at studying and satisfying the needs of the consumer, that is, of the congress participant.

It is necessary that the printed information be circulated at the right time, and this we will examine later, as far as its actual putting into practice is concerned, one by one : it is however absolutely necessary that the client receive in good time all the data necessary for his instruction, data which must not be changed, in order not to run the risk of creating confusion in the potential participant. One of the most difficult things to establish is the number of programs and forms which must be printed for the circulation of the congress, and it is here that modern techniques must be used through market research, in order to localise the sectors of the community which would be interested in the subject of the congress.

As it is desirable to obtain an economic, means of printing the programs and the attached forms, it is preferable to follow the technique of a « testing notice », which must contain the subject of the congress, the date and place of the congress, together with all that information which could elucidate the congress itself, and play a part in attracting the attention of the reader, who must then use the attached form to ask for the Preliminary Program if he is interested.

Economic measures are represented, not only by the small number of forms

which must be printed and circulated, a more exact indication having been reached by this same « testing » device, but also in the minor cost of mailing, which, above all today with the appreciable increase in postal rates, affects the budget of the congress.

The material which must be forwarded for the launching of a congress is as follows :

- a) Provisional Program : which will contain, over and above the information concerning the scientific and technical work of the congress, general information, whether this be to do with the actual work itself, or simply with the organisation of the congress, in particular all the information on the hotel accommodation.'
- b) Application form for the congress : this must be returned to the organising secretary filled in with the name and surname of the congress participant, his qualifications, the address where he wishes to receive the correspondence, whether he will attend alone or with his family. If so, their names, and the means by which he intends to pay the registration fee for himself and his family.
- c) Form for Hotel Reservation : this must be sent to the chosen Tourist Office (or Travel Agency), filled in with the same data as the application form for the congress, the name of the Hotel selected, and the method of payment of the reservation deposit.
- d) Form concerning scientific program : this must be returned to the scientific secretary of the congress following the necessary instructions.
- e) Plan of the city where the congress takes place : this will show clearly the location of the main congress, the hotels selected and the location of the accompanying events.

The preparation of this printed matter requires a particular study, so that the congress participants may be extensively informed on the program of the work in hand, while the forms must represent a model of clarity, in order to bring forth unequivocal replies. It is important, for the correct information about this work, for the representation of the name of the Company and not last for the economic measures which are undertaken, to concentrate

on a standardisation of the printed matter which, in the light of our experience, we have singled out in the form of envelope of American type. In fact, as regards this, it is as well to stress again the appreciable increase in the mailing costs, if it is made necessary to forward the written material, not as printed matter but as a closed letter, while for abroad air mail is used, to be sure that the material arrives and does so in time.

The time necessary for the preparation of the printed matter, once in possession of all the necessary data, varies from two to three weeks, taking into account the general layout of the written material, the composition, the proof corrections and the final printing.

However one can say that, from the moment in which the congress data is received from the client, within a month the congress can be launched. As well as the printed matter mentioned above, which serves exclusively for the launching of the congress, when necessary, above all for an International Congress, keeping in mind the number of positive replies received, another promotional drive may follow. This could include, as well as the same material as above, a different program which we could call preliminary, with more detailed information concerning the scientific work, the names of the contributors, time-table for the work etc... Some months before the congress, when all the necessary details have been well established concerning the work and activities connected with the congress, the final program can be submitted to the press, including every possible relevant piece of information. This could be forwarded by post to the participants or circulated in the congress building in the folders. In the latter case it would be useful to send to the applicants the tickets (or the congress with a time-table, with all the relevant information (date and place of congress, public transport in the city, registration, opening hours of the Office etc...).

It should be kept in mind that, apart from a prestige of the Company, and also that the receiver may get a better impression, the graphic material is important and the paper should be of superior quality. The costs of printing the various forms and programs affect in all from 10 to 15% of the congressional budget.

New International Meetings Announced

Les informations faisant l'objet de cette rubrique constituent des suppléments au « Annual international congress calendar. 14e édition.

This calendar is a monthly supplement to information listed in the « Annual International Congress Calendar » 14th edition.

1975 Jan 21 Airport Associations Coordinating Council. Quarterly meeting. (YB n° 4015) PO Box 125, CH-1215 Geneva 15 -Airport, Switzerland.	Mexico (Mexico)	1975 Feb 7 Conference of Int Catholic Organizations. Groupe de Travail Foi, Réunion Jean-Jacques Masquelin. Avenue Molière 248, B-1060 Brussels, Belgium.	Paris (France)
1975 Jan 24-Feb 2 Int green week Berlin 1975. AKM Berlin, Ausstellungs-Messe-Kongress-GmbH, Presseabteilung, D-1000 Berlin 19, Messedamm 22.	Berlin (West)	1975 Feb 7-20 Pédiatric Group seminar - Beth Israel • New York. P : 150. Mr John A Hinckley, President, The Institute for Continuing Education, 2405 Westover Avenue, Richmond, Virginia, 23230, USA.	Tel Aviv and Jerusalem (Israël)
1975 Jan 27-30 Int Federation for the Theory of Machines and Mechanisms. 1st int symposium on educational activity in the field of mechanism and machine theory. (YB n° 3907) Prof M S Konstantinov, Higher Institute of Mechanical and Electrical Engineering, ring, 1, 19th of February Street, Sofia, Bulgaria.	Pamporovo (Bulgaria)	1975 Feb 8-14 Int Table Tennis Federation. Congress. Biennial General meeting. P: 150. C: 70. (YB n° 2611) 20 Havelock Road, Hastings, Sussex TN24 1BP UK. or: Table Tennis Federation of India, National Stadium, Box 282, New Delhi, India.	Calcutta (India)
1975 Jan 28-29 IFIP Administrative Data Processing Group (IAG). Working seminar on data system - data communication network design - the newly introduced SDLC on data link control procedure of IBM - the PTT point of view on data com- munication - intelligent terminal and distributed processing. P : 25. (YB n° 3848) IFIP ADP Group, 40 Paulus Potterstraat, Amsterdam 1007, Netherlands.	Amsterdam (Netherlands)	1975 Feb 8-11 Swimming Pools and Allied Trades Association. Conference. P : 300. Ex. D W Simlick Esq, Corinthian Exhibitions, 17 Pennant News, London W8 5JN, UK.	Brighton (UK)
1975 Feb 1-2 Int Committee of the Silent Sports/ USA Deaf Sports Association. Congress organized in connection with the 8th world winter games of the Deaf. P : 70-75 (members only). (YB n° 1624) Mr Sondergaard, Langaaevej 41, DK-2650 Hvidovre, Denmark.	Lake Placid (My. USA)	1975 Feb 9-14 Convention Dewart Orthopaedic Club. Congresshaus-Convention Hall, CH-7270 Davos Platz, Switzerland.	Davos (Switzerland)
1975 Feb 2-7 Int Association of Professional Congress Organizers. 1st seminar on professio- nal congress organization. IAPCO. Secretariat, 1 rue aux Laines, B-1000 Brussels, Belgium.	Aarhus (Denmark)	1975 Feb 9-15, Secretariat, P O Box 16271, Tel Aviv. Israel.	Tel Aviv (Israel)
1975 Feb 3-6 Avenue de l'Europe, F-67 Strasbourg Cedex, France. (YB n° 435)	Strasbourg (France)	1975 Feb 9-16 Fachwissenschaftliche Gesellschaft Österreichischer Dentisten, Mollard- gasse 2. A-1060 Vienna, Austria.	Badgastein (Austria)
1975 Feb 3-7 European Institute for Advanced Studies in Management. Seminar: Tutorial on management research II. Place Stéphanie 20, B-1050 Brussels, Belgium.	Brussels (Belgium)	1975 Feb 10-13 American Meteorological Society/World Meteorological Organization. 3rd AMS symposium on meteorological observation and instrumentation. (YB n° 3556) WMO, 41 avenue Giuseppe-Motta, CH-1211 Geneva 20, Switzerland.	Washington (USA)
1975 Feb 3-7 Brazilian Society of Entomology. Congress. Service Municipal de Turismo, Prefeitura de Pelotas, Pelotas, Rio Grande do Sul, Brazil.	Pelotas (Brazil)	1975 Feb 10-14 Institution Of Mining and Metallurgy/Centre Belge d'Information du Cuivre. Meeting - Copper metallurgy: practice and theory.. institution of Mining and Metallurgy, Meetings Officer, 44 Portland Place. London WIN 4BR, UK.	Brussels (Belgium)
1975 Feb 3-8 Int Planned Parenthood Federation. South East Asia and Oceania Region. Me- dical seminar. 246 Jalan Ampang, Kuala Lumpur 16-03, Malaysia.	Kuala Lumpur (Malasia)	1975 Feb 11 Customs Co-operation Council. Harmonized System Committee, 5th session. (YB n° 462) rue Washington 40, B-1050 Brussels.	Brussels (Belgium)
1975 Feb 3-10 World Jewish Congress. Plenary assembly. P : 500. (YB n° 3551) Secretary General, 1 rue de Varembe, Case Postale 191, CH-1211 Geneva 20, Switzerland.	Jerusalem (Israel)	1975 Feb 11-13 National Synagogue Organizations. 3rd world conference. P: 1250. Dr M Jahr, Union of Israel Synagogues, Hechal Shlomo, POB 274, Jerusalem.	London (UK)
1975 Feb 4-7 Int Union of Pure and Applied Chemistry. 2nd Int congress on industrial waste water and wastes. (YB n° 2767) II Congress on Industrial Waste Water and Wastes, POB 5607, S-1114 86 Stock- holm, Sweden.	Stockholm (Sweden)	1975 Feb 11-20 1st Jerusalem convocation on church growth. P : 2000-3000. Mr Barry Thomas, World Cultural Travel, 1025 15th St., N W, Washington, DC 20005, USA.	Jerusalem (Israel)
1975 Feb 5-7 IFIP Administrative Data Processing Group (IAG). Seminar on materials and production control systems in practice. Review of objectives and functions included in production planning - case examples of implemented systems - a discussion of obtainable results and ways of measuring these. (YB n° 3848) IFIP ADP Group, 40 Paulus Potterstraat, Amsterdam 1007, Netherlands.	London (UK)	1975 Feb 11-15 Hammarstrand (Sweden) Int Luge Federation. Congress. P : 60 (YB n° 2236) OK Mr Sune Nilson, Hammarstrand, Sweden.	Hammarstrand (Sweden)
1975 Feb 6 Int Institute for Sugar Beet Research. 36th winter congress : influence of weather and length of growing season on yield, varieties in relation to the ecological environment. P : 180. (YB n° 2132) IIIRB, Beauduinstraat 150, B-3300 Tienen, Belgium.	Brussels (Belgium)	1975 Feb 17-18 Dusseldorf (Germany, Fed Rep) Institut für Selbstbedienung e. V. Trade fair with congress : Euroshop 75, mod- ern shopfitting and display trade fair. P : 500. C : 15. Düsseldorfer Messegesellschaft mbH-NOWEA, Postfach 320203, 4000 Dussel- dorf.	

1975 Feb 14-19 World Meteorological Organization. Technical conference on automated meteorological systems. WMO, 41 avenue Giuseppe-Motta, CH-1211 Geneva 20, Switzerland.	Washington (USA) Mr Don O'Brien, 1901 Avenue of Stars, Suite 265, Century City, Los Angeles Calif 90067, USA.
1975 Feb 15-20 Nordic Council. 23rd session. Ridlebane 10, 1218 Copenhagen, Denmark.	Raykjavik (Iceland) (YB n° 2984)
1975 Feb 15-21 Pan-Pacific Surgical Association. 13th congress: Surgery. P : 1900. C : 43. Ex 236 Alexander Young Building. Honolulu, Hawaii 96813. (YB n° 3082)	Honolulu (Hawaii, USA) Honolulu (Hawaii, USA)
1975 Feb 15-25 (Venezuela) Interamerican Confederation of Catholic Education. Seminar and assembly The Catholic School in front of the world in change. P : 40. C : 20 (in Ameri- ca). (YB n° 1064)	Caracas Caracas
1975 Feb 16-18 Int Union of Cycle and Motor-Cycle Trade and trade and handicraft. P : 200. COT. Surinameplein 12, Amsterdam, Netherlands.	Amsterdam (Netherlands) Repair. Congress : Bicycle (YB n° 2709)
1975 Feb 16-20 American Institute of Mining, Metallurgical and Petroleum Engineers. Convention. Alexander Scott, Meetings Manager, 345 E 47th St, New York, NY 10017, USA	New York (USA) New York (USA)
1975 Feb 16-21 John Hopkins-Hospital Baltimore. Int post-graduate course on angina pectoris and myocardial infarction. Congresshaus-Convention Hall, CH-7270 Davos Platz, Switzerland.	Davos (Switzerland) Davos (Switzerland)
1975 Feb 17 Malaysian Rubber Exchange and Licensing Board. Int conference on natural rubber processing. P : 350. Jab Masa Pandah Tan Sri HJ Hussain, Tourist Development Corporation of Malaysia, P.O. Box 328, Kuala Lumpur, Malaysia.	Kuala Lumpur Kuala Lumpur
1975 Feb 17-21 von Karman Institute for Fluid Dynamics. AGARD-VKI Lecture series : Com- putational methods for inviscid and viscous 2-D and 3-D flows.	Rhode St Genèse (Belgium) Rhode St Genèse (Belgium)
1975 Feb 17-Mar 2 (Israel) Int Academy of Trial Lawyers. Meeting. P : 200.	Tel Aviv Tel Aviv
1975 Feb 19-22 Int Studies Association. 16th annual convention. Int Studies Association, University Center for Int Studies, University of Pitts- burgh, Pittsburgh, Pa 15250, USA.	
1975 Feb 21-26 World Meteorological Organization. 4th session of the working committee for Integrated Global Ocean Station System, and executive committee panel on Meteorological Aspects of Ocean Affairs (YB n° 3596) WMO, 41 avenue Giuseppe-Motta, CH-1211 Geneva 20, Switzerland.	
1975 Feb 22-23 Christian Movement for Peace. Meeting : La crise économique, les répercu- sions sociales et les multinationales. (YB n° 271)	
1975 Feb 23-29 Case Postale 1274, CH-3001 Bern, Switzerland.	
1975 Feb 23-29 Int. Society of Lymphology. 5th Int congress of lymphology : Lymphomas. Lymphatic system and immunology, lymphatic dissemination of cancer, pro- gress in lymphology, lymphadenography, lymphedemas. P : 500. C : 20. Ex. C.N. Grandval, Austria 2626, Buenos Aires, Argentina.	
1975 Feb 23-MAR 1 World congress of practitioners of national therapeutics. P : 600. Mr Alex Harry, 42 Rothschild Blvd, Tel Aviv, Israel.	
1975 Feb 23-Mar 7 Freier Verband Deutscher Zahnärzte. 7th European post-Graduate course on dentistry. Congresshaus-Convention Hall, Ch-7270 Davos Platz, Switzerland.	
1975 Feb 23-Mar 7 Davos (Switzerland)	

1975 Feb 24-26	London	(UK)
Int Confederation for Agricultural Credit.	14th general assembly: Farm financing in the United Kingdom and farm financing in recent economic and monetary evolutions.	P : 300. C : 40. (YB n° 1647)
CICIA, Beethovenstrasse 24, CH-8002 Zurich, Switzerland.		
1975 Feb 24-27	Jerusalem (Israel)	
Int Committee on Laboratory Animals/National Council for Research and Development, Israel/Prime Minister's Office, Israel.	4th conference on experimental medicine and surgery in primates.	P : 300. (YB n° 1632)
Secretariat: P O Box 16271, Tel Aviv, Israel.		
1975 Feb 24-28	Florence (Italy)	
Int Astronomical Union/European Solar Meeting Organizing Committee.	1st European solar meeting: solar physics.	P: 200. (YB n° 1382)
Sec ESMOC: Dr A Fokker, Sterrewacht Sonnenborgh, Zonneberg 2, Utrecht, Netherlands; or Local Committee: Dr A Righini, Observatorio Astrofisico di Arcetri, Largo Enrico Fermi 5, 50125 Florence, Italy.		
1975 Feb 24-28	Nairobi (Kenya)	
Africa Co-operative Savings and Credit Association.	Regional seminar for cooperative credit union leaders East and Central Africa: Int cooperation through interlinking.	P: 10. (YB n° 10)
Silopark House, Nairobi, Kenya.		
1975 Feb 24-23	Not Ginosar (Israel)	
European microbiology organizing workshop on t-RNA structure and function.	P: 200.	
Prof Uriel Littauer, Weizmann Institute, Rehovot, Israel.		
1975 Feb 24-28	Paris (France)	
Société Française des Thermiciens/ Institut Français des Combustibles et de l'Énergie.	Cycle d'enseignement supérieur sur - La combustion».	
IFCE 3 rue Henri Heine, 75016 Paris, France.		
1975 Feb 25-27	Brighton (UK)	
Organisation and methods conference.	Ex.	
P Gordon Saville Esq, 21 Victoria Road, Surbiton, Surrey, UK.		
1975 Feb 26-28	Paris (France)	
Centre National des Exp. et Concours Agricoles.	Colloque int.	P: 400.
M Gilbert Verslyus, CENECA, 19 Bid Henri III, F-75004 Paris.		
1975 Feb 26-Mar 1	Chicago (111, USA)	
American Association of Colleges for Teacher Education.	Annual convention.	
P: 3200.		
Or Edward C Pomeroy, Executive Director, One Dupont Circle, NW, Washington, DC 20036, USA.		
1975 Feb 26-Mar 7	New Delhi (India)	
UN Economic Commission for Asia and the Far East Commission.	31st session.	(YB n° 4177)
ECAFE, Sale Santitham, Rajadamnern Ave, Bangkok 2, Thailand.		
1975 Feb 27-28	Paris (France)	
Int Institute for Sugar Beet Research/Comité Français de Lutte contre les Malaises Herbes (Coluna)/European Weed Research Council.	3rd int meeting on selective weed control in beet crops. Present status of selective weed-interaction; herbicide residues and cropping; late germinating weeds and resistant species etc..	(YB n° 9042/132)
Mr L A Duregeat, Inst Technique Français de la Betterave Industrielle, 45 rue de Naples, 75008 Paris, France.		
1975 Feb 27-Mar 1	Chicago (III, USA)	
American College of Hospital Administrators.	Convention.	P: 2000.
Mr William J Ranieri, Director of Education, 840 North Lake Shore Drive, Chicago, 111 60611, USA.		
1975 Feb 28-Mar 13	Tel Aviv and Jerusalem (Israel)	
Albert Einstein College of Medicine in New York.	Seminar on critical medical care.	P: 150.
- Mr John A Hinckley, President, The Institute for Continuing Education, 2405 Westwood Avenue, Richmond, Virginia, 23230, USA.		
1975 Feb	Baghdad (Iraq)	
Musicians Int Mutual Aid Fund, Inter-Arab Music Academy.	Congress.	
co CIM, Maison de l'Unesco, 1 rue Miollis, F-75015 Paris, France.		
1975 Feb	Baghdad (Iraq)	
Council of Arab Economic Unity.	Committee of Governors of Central Banks: Cooperation among Arab central banks.	(YB n° 433)
20 Sh. Aisha El Taymouna, Garden City, Cairo, Egypt.		
1975 Feb	Brussels (Belgique)	
Int Confederation of Associations of Experts and Consultants.	Study day.	
Boulevard d'Anvers 13, B-1000 Brussels, Belgium.		(YB n° 1658)
1975 Feb	Caracas (Venezuela)	
World Meteorological Organisation.	Symposium on education and training in meteorology and meteorological aspects of environmental problems.	
WMO, 41 avenue Giuseppe-Motta, CH-1211 Genève 20, Switzerland.		(YB n° 3556)

1975 Feb	Geneva (Switzerland)
	World Meteorological Organization, Tropical Experiment Board. 7th session (YB n° 3556)
	WMO, 41 avenue Giuseppe-Motta, CH-1211 Geneva 20, Switzerland.
1975 Feb	Killarney (Ireland)
	Mr B Smith, General Manager, Narcomed International, Shannon Industrial Estate, Co Clare, Ireland.
1975 Feb	Manila (Philippines)
	Afro-Asian Rural Reconstruction Organization, General conference, 5th session-Integrated rural development in the Afro-Asian Countries. P: 70. (YB n° 30)
	AARRO Secretariat, C-117/118, Defence Colony, New-Delhi- 110024, India.
1975 Feb	Rome (Italy)
	Displays. INTEREXPO. Annual assembly. P : 50-60. (YB n° 302)
	ICE Istituto Nazionale per il Commercio estero, Casella postale 10057, 1-00100 Rome, Italy.
1975 Feb	Singapore (Singapore)
	Colombo Plan Council for Technical Co-operation in South and South East Asia. The Colombo Plan Staff College for Technical Education. Governing Board meeting. P:40-50. (YB n° 281)
	Colombo Plan Staff College for Technician Education, Paterson Road, P O Box 187, Tenglin Post Office, Singapore 10, Singapore.
1975 Feb-Mar	(Guyana)
	(YB n° 376)
	Marlborough House, Pall Mall, London SW1, UK.
1975 Mar 1st pan	Pelotas (Brazil)
	Int fishing contest of lagoa dos patos. C : 5. Service Municipal de Turismo, Prefeitura de Pelotas, Pelotas, Rio Grande do Sul, Brazil.
1975 Mar 1st week	Tripoli (Lybia)
	Arab Labour Organization. Arab Labour conference, 41h session. (YB n° 63)
	BP 814, Cairo, UAR.
1975 Mar 1-9	Beirut (Lebanon)
	Coordinating Committee for Int Voluntary Service. 19th conference of organizers of int voluntary service : Realities and the struggle for liberation. P : 100-110. C : many. (YB n° 424)
	CCIVS, 1 rue Middle, F-75015 Paris, France.
1975 Mar 2-5	Jerusalem (Israel)
	The Gospel congress. P : 1000. Janz Brothers Gospel Association, P08 21, 7850 Loerrach, West Germany.
1975 Mar 2-7	Abidjan (Ivory Coast)
	Int Association of Seed Crushers. 52nd congress. S.E.P. Congrès IASC 75, BP 8001, Abidjan, Ivory Coast.
1975 Mar 3-5	Hong Kong (Hong Kong)
	World Psychiatric Association/Hong Kong Psychiatric Association. Symposium: Psychosomatic medicine : Life change and illness experience: the family doctor and psychosomatic disorder; the role of medication in psychosomatic medicine; the role of the psychiatrist in medicine: the role of the
C : 20	(YB n° 3577)
	Dr M H Wong, Hon Sec, Symposium on Psychosomatic Medicine, c/o Psychiatric Unit, Kowloon Hospital, Argyle Street, Kowloon, Hong Kong.
1975 Mar 3-7	Cannes (France)
	Palais des Festivals et des Congrès, La Croisette, Cannes, France.
1975 Mar 3-7	London (UK)
	IEEE. Int conference on low light and thermal imaging systems. IEEE, Conference Dept, Savoy Place, London WC2R 0BL, UK.
1975 Mar 3-7	Rhode St Genèse (Belgium)
	for turbulent flows. Chaussée de Waterloo 72, B-1640 Rhode St Genèse, Belgium.
1975 Mar 4-6	New York (USA)
	8th Annual institutional investor conference. P : 2000. Mi Richard E Colabella, Conference Director, 488 Madison Avenue, New York, NY 10022, USA.
1975 Mar 4-8	New Orleans (La USA)
	Int Academy of Pathology/U.S. - Canadian Division. Conference including scientific papers and exhibits. (YB n° 1132)
	Leland Stoddard, M.D., Department of Pathology, Medical College of Georgia, Augusta, Georgia 30902, USA.
1975 Mar 4-13	Hong Kong (Hong Kong)
	Int Amateur Radio Union, Region III Association. Conference : The world administrative radio conference-. Geneva 1979. C: 9. (YB n° 1159)
	P O Box 52, Ashburton, Victoria, 3147, Australia.

1975 Mar 5-7 Screen Printing Association. Int technical seminar. P : 700. 2-3. (YB n° 3651) 150 S Washington Street, Falls Church, Va 22046, USA.	Long Beach (Cal. USA)	1975 Mar 10-12 American Society of Travel Agents. Int. Active Membership. 3rd Travel conference. P : 300-500. ASTA, 488 Madison Avenue, New York, NY 10022, USA, or: Singapore Tourist Promotion Board, Tudor Court, Tanglin Road, Singapore 10.	Singapore (Singapore)
1975 Mar 5-8 European Society for Opinion and Marketing Research. Seminar : Pharmaceutical (market research theme). P : 100-120. C : 12-16. (YB n° 853) ESOMAR Central Secretariat, Raadhuisstraat 15, Amsterdam, Netherlands.	(Switzerland)	1975 Mar 10-14 Int Atomic Energy Agency. Colloque sur les progrès de la dosimétrie utilisée en biologie et en médecine. (YB n° 1383) 11 Kärtnerring, PO Box 590, A-1011 Vienna, Austria.	Vienna (Austria)
1975 Mar 6-7 Nordic Ships Officers Congress. Meeting. P : 12. C : 4. (n° 2996) T Stoltzenberg, Norsk Styrmanns forening, Arbinsgt 11, Oslo 2, Norway.	Stockholm (Sweden)	1975 Mar 11-13 Syndicat National de la Police Belge/Int Union of Police Trade Unions. Congress. (YB n° 2753) UIPs, Forstrasse 3a, 4010 Hilden, Germany Fed Rep.	Brussels (Belgium)
1975 Mar 7-12 European Organisation for Civil Aviation Electronics. 11th general assembly and technical forum. P : 60. C : 6. (YB n° 819) EUROCAE, 16 rue de Presles, F-75740 Paris Cedex 15.	Rome (Italy)	1975 Mar 11-22 Danube Commission. 33rd ordinary session : Questions relating to navigation, hydrotechnical and hydrometeorological questions interesting the navigation on the Danube. P : 800. C : 7. (YB n° 464) Secretariat, Danube Commission, Benczur u. 25. H-1068 Budapest, Hungary.	Budapest (Hungary)
1975 Mar 8-9 American Society of Travel Agents. Int Active Membership. ASIA IAM Board of Governors meeting. P : 16. 438 Madison Avenue, New York, NY 10022 USA, or: Singapore Tourist Promotion Board, Tudor Court, Tanglin Road, Singapore 10.	Singapore (Singapore)	1975 Mar 11-23 22e « Rassegna » Int d'électronique, énergie atomique, et techniques aérospatiales : Congrès technico-scientifiques : 22e congrès int sur l'électronique. 15e Rome Exposition technologique. (YB n° 1610) Rassegna Internationale Electronics, Via Crescenzo 9, 00193 Rome, Italy.	Rome (Italy)
1975 Mar 8-15 Int Association of Ports and Harbours. 9th Biennial conference. Towards greater International port-corporation. P : 700. (YB n° 1329) Port of Singapore Authority, P O Box 300, Singapore.	Singapore (Singapore)	1975 Mar 12-14 Int Automotive Service Industries. Convention. P : 2000. Ex. Hubbard H Erickson, Jr, Managing Director, Hall-Erickson, Inc, 7237-39 Lake, River Forest, 111 60305, USA.	Chicago (Ill., USA)
1975 Mar 9-22 German Board of Doctors. 20th int medical convention. P : 2000. C : 6. Ex. Deutsche Bundesärztekammer, D-5 Cologne 41, Haedenkampstrasse 1. Kongressbüro.	Badgastein (Austria)	1975 Mar 12-24 Prof S Karlin, Weizmann Institute, Rehovot.	Rehovot (Israel)
1975 Mar 9-22 German Bundesantekammer. 23rd int post-graduate course on practical medicine. Deutsche Bindesärztekammer, Haedenkampstr 1, 0-5 Cologne, Germany, Fed Rep.	Davos (Switzerland)	1975 Mar 13-14 Int Union of Food Science and Technology. Symposium : Separations par Mr G Dardenne, STE1A, 156 Bd de Magenta. F-75010 Paris.	Paris (France)

1975 Mar 13-14 von Karman Institute for Fluid Dynamics. AGARD-VKI Lecture séries: Aircraft stalling and buffeting. Chaussée de Waterloo 72, B-1640 Rhode St Genèse, Belgium.	Rhode St Genèse (Belgium) (YB n° 3420)	1975 Mar 16-22 Int Academy of Legal Medicine and Social Medicine; Workshop. P : 250. (YB n° 1130) Prof H Karpus, POB 4374, Tel Aviv, Israel.	Jerusalem (Israël) (YB n° 1130)
1975 Mar 14 Journée professionnelle int du tourisme et du voyage. Ex. Journée Professionnelle Int du Tourisme et du Voyage, Avenue Charles Quint 345, B-1080 Brussels.	Brussels (Belgium)	1975 Mar 16-22 Eastern Regional Organization for Planning and Housing. 5th congress : Planning human settlements and the environment for national development. P. 300. Ex. EAROPH Central Office, 4-A Ring Road, 1 P Estate, New-Delhi, 1, India, or: Philippines Institute of Environmental Planners, Suite 904 Sikulana Bldg, 6762 Ayala Avenue Makati, Rizal, Philippines.	Manila (Philippines) (YB n° 479)
1975 Mar 14-17 Centre Int d'Etudes et de Recherches en Socio-Economie de la Santé. Colloque annuel : Planification socio-économique de la santé. 2 rue de la Marne, Mesnil-le-Roi, F-78600 Maisons-Laffite, France.	Abbaye de Royaumont (France)	1975 Mar 17-20 Pacific Area Travel Association. Conference. P : 1700. Mr J Mineman, Conference Secretary, Suite 15, Union House, 247 George Street, Sydney, NSW 2000.	Sydney (Australia) (YB n° 3042)
1975 Mar 2nd half Arab States Broadcasting Union. General assembly. 7th ordinary session. ASBU, 23 Kasr El-Nil, Str, Cairo, UAR. (YB n° 3875)	El Doha (Qatar)	1975 Mar 17-21 Oceanology International : World exhibition and conference on oceanography. P : 2000. BPS Exhibition Ltd, 4 Seaford Court, 220-222 Great Portland St, London WIN 5HH, UK.	Brighton (UK)
1975 Mar 15 Mutual Assistance of the Latin American Government Oil Company. CEPE. Ordinary assembly. C : 9. Corporación Estatal Petrolera Ecuatoriana, Apartado Correo 5008, Av Orellana y Juan Leon Mera, Quito, Ecuador.	Quito (Ecuador)	1975 Mar 17-21 Technical Association for Pulp and Paper Industry of Australia. Annual general meeting. P. 300. APPITA, Mr D F Lampard, Secretary, 191 Royal Parade, Parkville, Vic 3052, Australia.	Burnie (Tasmania, Australia)
1975 Mar 16-18 American Association (or Higher Education. Convention. P : 3500. Ex. Dr Dyckman W Vermilye, Executive Director, One Dupont Circle, N.W. Suite 780, Washington, DC 20036, USA.	Chicago (III USA)	1975 Mar 17-21 Int Atomic Energy Agency. Colloque sur l'emploi des rayonnements de haute energie. P. 2000. Michael J Miller, Executive Director, Association for the Advancement of Medical Instrumentation, Suite 417, Q500 W Blvd. Arlington, Va 22209, USA.	Munich (Germany, Fed Rep) (YB n° 1383)
1975 Mar 16-19 Congrès sur les jets moléculaires. P : 150. Palais des Festivals et des Congrès, La Croisette, Cannes, France.	Boston (Mass. USA) Association for the Advancement of Medical Instrumentation. Symposium. P : 2000.	1975 Mar 17-21 Int Association of Charities of St Vincent de Paul. European colloquy. Participation in changing society where we are living (The struggle against the new poverty in Europe). P : 150. C : 12. Mrs Myra Kaye, Israel Institute for Biological Research, P O Box 19, Mess-Ziona, Israel.	Torhout (Belgium) (YB n° 3984)
1975 Mar 16-21 Congrès sur les jets moléculaires. P : 150. Palais des Festivals et des Congrès, La Croisette, Cannes, France.	Cannes (France)	1975 Mar 18-20 Institute of Physics. Electron Microscopy and Analysis Group. Conference on inspection. Dr K C Z A Smith, University Engineering Department, Trumpington Street, Cambridge CB2 1FZ, UK.	Cambridge (UK)
1975 Mar 16-21 Union of Latin-American Universities. VII Conferencia Latinoamericana de escuelas y facultades de arquitectura : Arquitectura y sociedad. Apartado Postal 70232, Ciudad Universitaria, Mexico, 20, df. (YB n° 3357)	Quito (Ecuador)	1975 Mar 18-20 Conference on fluid power for marine applications. Conf Dept, Institute of Mechanical Engineers, 1 Birdcage Walk, London SW1H 9AJ, UK.	Glasgow (UK)

1975 Mar 19-20 Institution of Civil Engineers, 3rd safety conference. Conference Department, Great George Street, London SW1, UK.	London (UK)	1975 Mar 24-29 Int Planned Parenthood Federation. South East Asia and Oceania Region. 246 Jalan Ampang, Kuala Lumpur 16-03, Malaysia.	Kuala Lumpur (Malaysia)
1975 Mar 19-26 1er Festival Int de l'enfance. P : 400. Direction du Tourisme et des Congrès, 2a Boulevard des Moulins. Monte-Carlo, Monaco.	Monte Carlo (Monaco)	1975 Mar 25-27 European Institute for Advanced Studies in Management. European Association for Personnel Management. Seminar: Personnel research in Europe. Place Stéphanie 20, B-1050 Brussels, Belgium.	Brussels (Belgium)
1975 Mar 20 London (UK) Institution of Environmental Sciences. Conference : The urban predicament. P: 300. (YB n° 4007)		1975 Mar 25-28 Robert Rollings. President, 740 North Rush Street, Chicago, 111 60611, USA.	Chicago (Ill., USA)
1975 Mar 20-22 Richelieu International. Annual congress. Case Postale 2, Ottawa, Canada K1N BVI.	Ottawa (Canada)	1975 Mar 25-29 Brasiliian Society of Neuro-Radiology. 5th meeting. C : 7. Dr A Tomaz Resende, Centre Medico Moinhos de Vento, Rua Mostardeiro, 291, 90000 Porto Alegre, Rio Grande do Sul, Brazil.	Caxias do Sul (Brazil)
1975 Mar 20-26 Gainesville (Fla, USA) University of Florida, Dept of Metall. Science and Engineering/Belgian Centre for Corrosion Study. Cetecor. 3rd Corrosion week. Congress : Applications University of Florida. Dept of Metall Science and Engineering, Prof F N Rhines, Gainesville, Florida 32611, USA.	New York (USA)	1975 Mar 27-31 Inter-American Association of Broadcasters/Associação de Broadcasters Uruguayos. General ordinary meeting: Election of IAAB new authorities. P : 100. C : 20. Calle Yi, 1264. Montevideo, Uruguay.	Punta del Este (Uruguay)
1975 Mar 23 Society of Philatelicians. Annual meeting : Expansion of society and of bi-monthly publication of the society. The Philatelic Journalist. P : 40-50. (YB n° 4081)		1975 Mar 27-Apr 1 Int. Voluntary Service. Commission Européenne Immigrés. Séminaire : Travailleurs immigrés. P : 40. C : 12. rue Vanderkindere 51, 8-1180 Brussels, Belgium.	(Switzerland)
1975 Mar 24-26 Aberystwyth (UK) Institute of Physics. Carbon and Graphite Group. Conference : Study of carbon Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SW1X 8OX, UK.	Cambridge (UK)	1975 Mar 31-Apr 3 American Marketing Association. Conference. P : 1200. Ron Zajicek, Conference Coordinator, Suite 606, 222 South Riverside Plaza, Chicago, Ill 60606, USA.	Chicago (Ill., USA)
1975 Mar 24-26 2nd symposium on jet pumps and ejectors and gas lift techniques. BIRRA Fluid Engineering, Cranfield, Bedford MK43 OAJ, UK.	Davos (Switzerland)	1975 Mar 31-Apr 3 American Physical Society. General meeting. 335 East 45th street, New York, NY 10017, USA.	Denver (Col., USA)
1975 Mar 24-26 Congresshaus-Convention Hall, CH-7270 Davos Platz, Switzerland.		1975 Mar Instituto Latinoamericano del Fierro y el Acero. Latin American seminar on special steels. P : 120. C : 10. Ex. (YB n° 2884)	Buenos Aires (Argentina)
1975 Mar 24-27 Int Organisation of Consumers Unions, 8th world congress: The cost of living. P: 250. IOCU, 9 Emmastraat, The Hague, Netherlands.	Sydney (Australia)	1975 Mar ILASA, Technical Meetings Secretariat, Casilla 16065, Santiago 09, Chile.	
		1975 Mar Int Federation for Information Processing, TC4. Working conference on computer aids to drug research and development. (YB n° 1828)	Cambridge (Mass., USA)
		3 rue du Marché, CH-1204 Geneva, Switzerland.	

